

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
1	Indiquer la somme dépensée en 2019-2020 (et les prévisions pour 2020-2019) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a. Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b. Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c. Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
3	Concernant le programme « Action » pour 2019-2020: a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
4	Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour 2019-2020 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
5	Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
7	Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. la liste des programmes d'études et de formation; d. le bilan et les résultats; e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; f. les sommes allouées (totales et ventilées par région); g. les montants prévus pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
7	Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
8	Concernant le programme « Ma place au soleil » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région). f. les montants prévus pour 2020-2021.
9	Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
10	Concernant le programme « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
11	Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2019-2020 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
12	Concernant le programme « Réussir » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région). f. les montants prévus pour 2020-2021.
13	Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021. g. la liste de tous les services offerts.
14	Concernant le programme « Soutien financier pour mineures enceintes » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
15	Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021. g. les types de projets financés, montants financés par projet, par région.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
16	Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
17	Concernant le programme « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région; b. les sommes allouées (totales et ventilées par région).
18	Concernant les programmes « Subventions salariales pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
19	Concernant le programme « Découvrir une relève » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
20	Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
21	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole »: - liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années; - politique et critères d'attribution des subventions; - liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; - montants prévus pour 2020-2021.
22	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » - la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun au cours des trois dernières années; - politique et critères d'attribution des subventions; - liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; - montants prévus pour 2020-2021.
23	Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets et pour les trois dernières années : - liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions; - politique et critères d'attribution des subventions; - liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; - montants prévus pour 2020-2021.
24	Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) » pour les trois dernières années : - le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; - le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; - le bilan et les résultats; - le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; - identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); - les prévisions pour 2020-2021 (sommes totales et ventilées par région).
25	Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » les trois dernières années : - la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions; - politique et critères d'attribution des subventions; - liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; - montants prévus pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
26	Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée ; d. montants prévus pour 2020-2021.
27	Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. d. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; e. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; f. montants prévus pour 2020-2021.
28	Emploi-Québec : a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2019-2020 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2020-2021. Chiffres nationaux ventilés par région administrative; b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2019-2020; c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2019-2020 et pour les quatre années précédentes; d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.
29	Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables : a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ; i. Par région; ii. Par CLE; b) À l'administration; iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs; iv. Total des dépenses d'administration pour EQ; c) Aux mesures d'emploi; v. Soutien au revenu; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale; vi. Ententes de services; • Par catégorie d'entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
30	Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables : a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi; b) Aux mesures de formation; i. Francisation; ii. Alphabétisation; iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique; iv. Formation générale au secondaire; v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés; vi. Formation professionnelle au secondaire; vii. Formation technique au collégial; c) Aux subventions salariales aux entreprises; d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées; e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.
31	Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
32	Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
33	Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années : - o Pour le programme d'aide sociale; - o Pour le programme de solidarité sociale.
34	Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.
35	Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.
36	Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
37	Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.
38	Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.
39	Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.
40	Concernant les centres d'appels : a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années; b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années; c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années; d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP : i. Nombre d'appels reçus; ii. Taux de non-réponse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
41	Taux d'absentéisme du personnel.
42	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.
43	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
44	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
45	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires, au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
46	Effectif de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les quatre années précédentes. Fournir les prévisions pour 2020-2021.
47	Pour l'année 2019-2020 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2020-2021.
48	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Préciser : a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé c. les dates des rencontres d. les communautés et les personnes consultées e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
49	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
50	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2018-2019 qui n'ont pas été reconduits en 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis.
51	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020.
52	Bilan des investissements 2019-2020, par orientation et initiative, de <i>La solidarité : une richesse pour le Québec</i> . Prévision pour 2020-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
53	Pour les cinq dernières années, indiquer les informations suivantes : - Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi; - Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC; - Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; - Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; - Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; - Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
54	Concernant les carrefours jeunesse-emploi fournir : - le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend; - le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.
55	Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région au cours des cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2020-2021.
56	Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2019-2020.
57	Nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu au cours des cinq dernières années.
58	Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2014 à 2020 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2020-2021.
59	Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
60	État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant : - Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois; - Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes; - Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage; - Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
	fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école; e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une; f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu; g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire; h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu; i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale; j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu; k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants : i. État de santé; ii. État de grossesse; iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés; iv. Critère de 55 ans; v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier. l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré; m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés; n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle; o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision; p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision; q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi; r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu; s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, depuis 2012; fournir les prévisions pour 2020-2021; t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence; u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021; v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021; w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021;
61	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi au

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
	cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021;
62	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2020-2021. .
63	Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi, en 2019-2020 et pour les cinq années précédentes.
64	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2020-2021.
65	Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 en plus des prévisions pour 2020-2021, et ce, pour les groupes suivants : a. Personne vivant seule; b. Couple; c. Famille monoparentale; d. Famille biparentale.
66	Pour les cinq dernières années : a. combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier? b. combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres? c. combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail? d. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$? e. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$? f. combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$? g. combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication? h. combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication? i. combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse? j. combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale? k. combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? l. combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? m. combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
	couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région. n. combien de prestataires sans contraintes ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
67	Copie de toutes les études d'impact réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.
68	Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 (et prévision pour 2020-2021) par le ministère, et ce, par mesure?
69	Les sommes dépensées au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.
70	Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
71	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020; fournir les prévisions pour 2020-2021.
72	Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, en fonction des données disponibles.
73	Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2019-2020 et pour les trois années précédentes.
74	Nombre d'homme, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2019-2020 et pour les trois années précédentes.
75	Nombre de demandes de révision effectuées au cours des cinq dernières années. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?
76	Sommes versées en trop au cours des cinq dernières années.
77	Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.
78	Pour chacun des programmes, préciser : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
79	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021.
80	Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.
81	Fournir le bilan concernant le renouvellement du plan d'action 2010-2015 relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
82	Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir : a. la description complète des sommes investies par le MTESS chaque année, de 2002 à 2020; b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie; c. la description complète des objectifs de ce plan d'action; d. le bilan, les évaluations et les rapports; e. échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.
83	Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.
84	État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2019-2020.
86	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2010 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants : a. le nom et l'adresse de l'entreprise; b. la date de l'avis ou de la fermeture; c. le type ou le secteur d'activité de l'entreprise; d. le nombre total d'employés de l'entreprise; e. le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. les motifs du licenciement.
87	Concernant le projet IPOPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : pour les trois dernières années, liste des actions entreprises et le nombre de personnes qui ont obtenu, un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet. Les montants prévus pour 2020-2021.
88	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme au cours des cinq dernières années, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme. Les montants prévus pour 2020-2021.
89	Copie des documents, notes, études concernant la révision de la loi du 1 %.
90	À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 % fournir les pertes pour 2018-2019 et 2019-2020, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
91	Pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
92	Pour les cinq années précédentes : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2020-2021, au total et par région.
93	Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir, pour 2019-2020 (et les prévisions pour 2020-2021) Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région; - Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi; - Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.
94	Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (en plus des prévisions budgétaires pour 2020-2021) : - Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi; - Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi; - Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail; - Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale; - Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours; - Modifier le calcul de la contribution parentale; - Bonifier les primes au travail; - Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires; - Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale; - Accorder un boni au maintien en emploi; - Programme objectif emploi; - Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences; - Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale; - Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans; - Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale; - Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme; - Investir dans les logements sociaux; - Améliorer l'offre de logements sociaux; - Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle; - Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance ;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
	h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables; i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité; j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social; k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu; 1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu; 2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale 3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO; 4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire; 5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans; l. Favoriser une justice plus humaine; 1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale; 2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle; 3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale; m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale; n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales; 1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire; 2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux;
95	Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir : a. Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi ; b. Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes; c. Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région; d. Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. e. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au programme Objectif Emploi; f. Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3 ^e groupe d'opposition
	programme Objectif Emploi; g. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi.
96	Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 (phase 2), fournir : a. Le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2019-2020; b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2019; c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2019-2020; d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie; e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.
97	Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage.
98	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
	Transférées par le ministère de la Justice
47	Nombre de célébrants de mariage civil désignés
48	Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants ad hoc)
49	Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec
	Transférées du MAMH
87	Les raisons qui ont poussé le MAMH à mettre fin au projet Générations au travail. Comment il entend optimiser l'utilisation des outils développés à travers ce projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2019 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

43. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

16. Concernant le programme « Supplément à la prime au travail », pour les trois dernières années :
- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
 - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
 - c. le bilan et les résultats;
 - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
 - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
 - f. les montants prévus pour 2020-2021. **(Ministère des Finances)**
41. Taux d'absentéisme du personnel **(Secrétariat du Conseil du trésor)**
44. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur)**
45. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur)**
50. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2019-2020 qui n'ont pas été reconduits en 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis. **(Secrétariat du Conseil du trésor)**
65. Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, en plus des prévisions pour 2020-2021, et ce, pour les groupes suivants :
- a. Personne vivant seule;
 - b. Couple;
 - c. Famille monoparentale;
 - d. Famille biparentale. **(Ministère des Finances)**

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

70. Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
71. Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020; fournir les prévisions pour 2020-2021.
72. Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, en fonction des données disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits (suite)

- 73. Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental en 2019-2020 et au cours des trois années précédentes.
 - 74. Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental en 2019-2020 et au cours des trois années précédentes.
 - 75. Nombre de révisions effectuées au cours des trois dernières années. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?
 - 76. Sommes versées en trop au cours des trois dernières années.
 - 77. Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.
 - 91. Pour les cinq dernières années : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre, incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
 - 92. Pour les cinq dernières années : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2020-2021, au total et par région.
 - 98. Pour les cinq chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, s'élèvent à 89 387,4 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	CSPQ	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	26 856,4	13 016,5	45 874,7	85 747,6
Fonds des technologies de l'information	1 822,8	1 522,5	20,3	3 365,6
Fonds des biens et des services	-	190,2	26,5	216,7
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	57,5	-	57,5
Total	28 679,2	14 786,7	45 921,5	89 387,4

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, les dépenses en investissement pour le portefeuille du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale se détaillent comme suit.

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	CSPQ	Total
Fonds des technologies de l'information	7 848,2	6 491,5	919,2	15 258,9

SOURCE : DGRFC-DFI

COLLABORATION :

VALIDATION : DGRI

DATE : 2020-06-01

3RP01_06-01_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02a

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Exposé et statistiques :

- En 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020), le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) a dénombré 785 participants actifs inscrits à la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA).
- Les engagements comptabilisés dans le cadre de l'ICTA puis de l'Initiative ciblée pour les travailleurs expérimentés (ICTE), pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 (données préliminaires au 15 mai 2020), sont de 6 119,2 k\$.
- Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02b

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés.

Exposé et statistiques :

Le volet Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) de la mesure Concertation pour l'emploi, qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.).

En octobre 2006, devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été rendu disponible dans le cadre du Plan de soutien pour le secteur forestier.

Cette mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée.

Cependant, comme la situation sur le marché du travail a beaucoup évolué depuis lors et que le phénomène de rareté de main-d'œuvre fait plutôt en sorte que la volonté est de retarder le plus possible la prise de retraite des travailleurs expérimentés, plutôt que de les encourager à prendre une retraite anticipée, ce volet de la mesure Concertation pour l'emploi est maintenant très peu utilisé.

Pour l'année 2019-2020, au 31 mars 2020, 96 000 \$ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier.

Depuis 2005-2006, 23 676 333 \$ ont été déboursés dans le cadre du volet ARTT.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion (rapport info de gestion)

VALIDATION:

DATE : 2020 05 25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2C

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).

Exposé et statistiques :

En 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020), le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a dénombré 35 865 participants actifs inscrits aux diverses formations (francisation, alphabétisation, acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique, formation générale et secondaire, métiers spécialisés ou peu spécialisés, formation professionnelle au secondaire, formation technique au collégial, etc.).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les dépenses comptabilisées dans le cadre de la Mesure de formation de la main-d'œuvre pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 (données préliminaires au 15 mai 2020) sont de 284,7 M\$ pour le volet individu.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 30 juin2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :

Concernant le programme « Action » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de personnes ayant participé au PAAS Action, par région : En 2019-2020, 4 168 personnes ont participé au PAAS Action (données préliminaires au 21 avril 2020).
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé : Donnée non disponible.
- c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants mentionné précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Non applicable.
- e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible) : En 2019-2020, les dépenses s'élèvent à 11 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
DATE : 5 juin 2020
3RP03_03-31_SSSAS.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-04

Titre :

Concernant le programme « Contrat d’intégration au travail (CIT) » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun ;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région) ;
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

Année financière	Participants actifs	Nouvelles personnes ¹
2019-2020*	5 344	1 096

* Données préliminaires au 21 avril 2020.

Données budgétaires :

Année financière	Dépenses
2019-2020*	42 696,5 k\$

* Données préliminaires au 15 mai 2020.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction de l’analyse et de l’information de gestion

¹ Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Ceci a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

DATE : 1^{er} juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-05

Titre :

Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020) : 17.

Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : Aucun objectif de résultats n'est donné pour ce programme. Les résultats de retours en emploi sont liés au parcours du client, qui peut comprendre une participation à plusieurs mesures ou programmes.

Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi.

SOURCE : Direction des ressources externes

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 1^{er} juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

Titre :

Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. la liste des programmes d'études et de formation;
- d. le bilan et les résultats;
- e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- f. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- g. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de personnes jointes par le programme :

Volets	Participants actifs 2019-2020*
Individus	35 865
Entreprises	10 865

* Données préliminaires, révisées le 21 avril 2020.

Les services d'emploi exercent une gestion par fonds et non par programme. La mesure de formation de la main-d'œuvre n'est pas un programme et il n'y a pas de sommes allouées à cette mesure en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION:

DATE : 2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-07

Titre :

Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilés par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2019-2020 :

Période	Participants actifs
2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020)	613

Sommes allouées :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

3 juin 2020

3RP07_06-03_SEQ.DOCX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-08

Titre :

Concernant le programme « Ma place au soleil » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

2018-2019	478 Participants actifs
2019-2020 (données préliminaires en date du 21 avril 2020)	497 Participants actifs

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION:

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

Titre :

Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

2019 – 2020*	9 551
--------------	--------------

* Données préliminaires au 21 avril 2020.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des ressources externes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020), on dénombre 1 867 participants actifs, dont 1 325 nouveaux participants.

Le Service public d'emploi exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

Une bonification du PRIIME totalisant 29,5 M\$ sur 5 ans a été annoncée lors du budget 2017-2018. Cette bonification permettra une augmentation de 20 % des participations par année (sur un principe cumulatif) durant 5 ans à partir de l'année de référence de 2015-2016.

Dans le budget 2018-2019, un montant additionnel de 18,5 M\$ sur 5 ans a été accordé afin d'accroître davantage la participation des entreprises au PRIIME.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

COLLABORATIONS :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de compte

DATE :

2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2019-2020 et pour les trois années précédentes :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs âgés (PSTA) a cessé de s'appliquer le 31 mars 2013 dans le secteur de l'extraction de l'amiante et le 31 décembre 2012 dans tous les autres secteurs d'activité. À noter, toutefois, que les personnes licenciées avant la fin de ce programme ont pu continuer à en bénéficier, dans la mesure où elles étaient âgées de moins de 60 ans et remplissaient encore les autres conditions d'admissibilité.

- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme par région : En 2019-2020, aucun travailleur n'a été aidé dans le cadre du PSTA.
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : Sans objet.
- c) Bilan et résultats : En 2019-2020, aucun travailleur n'a été aidé dans le cadre du PSTA.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière et le montant reçu par chacun : Sans objet.
- e) Sommes allouées (totales et ventilées par région) : Il n'y avait pas de budget de prévu pour 2019-2020.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
DATE : 2 juin 2020
3RP11_03-31_SSSAS.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Titre :

Concernant le programme « Réussir » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de personnes ayant participé au PAAS Réussir, par région : En 2019-2020, 499 personnes ont participé au PAAS Réussir (données préliminaires au 21 avril 2020).
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : Données non disponibles.
- c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Non applicable.
- e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible) : En 2019-2020, les dépenses s'élevaient à 11 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
DATE : 5 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Titre :

Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021 ;
- g. la liste de tous les services offerts.

Exposé et statistiques :

Pour 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020) : le nombre de participants actifs était de 173 777.

Exerçant une gestion par fonds, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) n'alloue pas de somme précise pour la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE).

Types d'activités

Plusieurs activités peuvent être offertes dans le cadre de la mesure SAE par les intervenants externes, selon les besoins des personnes et les objectifs recherchés, dont :

- des sessions d'information sur le marché du travail;
- des services d'orientation professionnelle;
- des clubs de recherche d'emploi;
- des stratégies de recherche d'emploi;
- de l'évaluation psychosociale;
- la détermination des besoins;
- des stages d'observation ou d'exploration dans les entreprises;
- du mentorat.

SOURCE : Direction des ressources externes

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Concernant le programme « Soutien financier aux mineures enceintes » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région) ;
- f. les montants prévus pour 2020-2021.

État de situation

Nombre de personnes ayant participé à ce programme en 2019-2020 :

38.

Bilan et résultats pour 2019-2020 :

En 2019-2020, le Programme a permis de venir en aide à 38 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir.

Sommes allouées en 2019-2020 :

600 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 20 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :

Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2020-2021;
- g. les types de projets financés, montants financés par projet, par région.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

Année	Nombre de participants actifs
2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020)	3 135

Sommes allouées :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-17

Titre :

Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » :

- a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
- b. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le tableau ci-dessous présente les données pour l’année 2019-2020 au 31 mars 2020.

RÉGION	2019-2020	
	Demandes	Montant versé
01 - Bas-Saint-Laurent	0	- \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	5	75 000 \$
03- Capitale-Nationale	10	150 000 \$
04 – Mauricie	6	90 000 \$
05 - Estrie	0	- \$
06 - Montréal	8	120 000 \$
07 – Outaouais	0	- \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	- \$
09 - Côte Nord	0	- \$
10 - Nord du Québec	0	- \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	- \$
12 - Chaudière-Appalaches	2	30 000 \$
13 - Laval	1	15 000 \$
14 - Lanaudière	7	105 000 \$
15 – Laurentides	2	30 000 \$
16 - Montérégie	6	90 000 \$
17 - Centre-du-Québec	2	30 000 \$
Région administrative non précisée (hors Québec)	7	105 000 \$
Total	56	840 000 \$

Z

SOURCE :

COLLABORATION :

DATE :

Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
2020-05-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Concernant les programmes « Subvention salariales pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les sommes prévues pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs à la mesure subvention salariale par volet pour l'année 2019-2020 :

Volet	Nouveaux participant	Participants actifs
Insertion en emploi¹	3 614	4 782
Expérience de travail	2 311	3 290

* Données préliminaires au 21 avril 2020.

Données budgétaires pour l'année 2019-2020 :

Volet	Dépenses en k\$*
Insertion en emploi**	25 126,6
Expérience de travail	26 075,0

* Données préliminaires au 15 mai 2020.

** Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».

Nombre de personnes jointes par la mesure Contrat d'intégration au travail (CIT) pour l'année 2019-2020 :

Participants actifs	Nouvelles personnes ²
5 344	1096

* Données préliminaires au 21 avril 2020.

Dépenses d'intervention :

2019-2020 : dépenses (données préliminaires au 15 mai 2020) : 42 696,5k\$

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 3 juin 2020

¹ Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».

² Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Cela a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Concernant le programme « Découvrir une relève » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région) ;
- f. les montants prévus en 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020) : 17.

Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : Aucun objectif de résultats n'est donné pour ce programme. Les résultats de retours en emploi sont liés au parcours du client, qui peut comprendre une participation à plusieurs mesures ou programmes.

Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi.

SOURCE : Direction des ressources externes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 3 juin 2020

3RP19_06-04_SEQ.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

Titre :

Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2019-2020 et pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Selon la Loi sur les normes du travail, lorsqu'un licenciement collectif survient, l'employeur doit participer à mettre en place un comité d'aide au reclassement (CAR) lorsque le nombre de salariés licenciés atteint 50 ou plus dans un même établissement ou prendre d'autres moyens équivalents afin de faciliter leur réintégration en emploi. Le Ministère offre un soutien à l'entreprise pour les coûts de fonctionnement du comité d'aide au reclassement et la réalisation de ses activités.

Lors de licenciements collectifs de moins de 50 travailleurs, les travailleurs licenciés peuvent être soutenus par un comité de reclassement à entrées continues (CREC). Un prestataire de services financé par le Ministère offre ainsi des services de reclassement dans une région donnée, sur un mode continu.

Services Québec intervient donc en collaboration avec l'employeur dans le cadre des mesures suivantes:

- Comité d'aide au reclassement;
- Comité d'aide au reclassement à entrées continues.

Comité d'aide au reclassement (régulier)		
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES ¹
2019-2020*	10	20

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)		
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES
2019-2020*	3	12

* Données préliminaires révisées au 21 avril 2020

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 29 juin 2020

¹ Les entreprises actives incluent les nouvelles entreprises
3RP20_06-02_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-78.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2020-06-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-78.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2020-06-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-78.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2020-06-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

Titre :

Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) », pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les prévisions pour 2020-2021 (sommes totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

a. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région

En 2019-2020, 6312 personnes ont été inscrites au programme d'apprentissage en milieu de travail

Régions	2019-2020 ¹
Bas-St- Laurent	193
Saguenay-Lac-St-Jean	397
Capitale-Nationale	598
Mauricie	300
Estrie	599
Montréal	722
Outaouais	252
Abitibi-Témiscamingue	198
Côte-Nord	35
Nord-du-Québec	27
Gaspésie-Les-Îles	125
Chaudière-Appalaches	531
Laval	282
Lanaudière	355
Laurentides	415
Montréal	877
Centre-du-Québec	394
Inconnue	12
Ensemble du Québec	6312

¹Données au 4 avril 2020

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

b. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme

Le PAMT est un système de formation en entreprise qui s'adresse aux personnes qui sont déjà en emploi.

c. Bilan et les résultats

En 2019-2020 (données en date du 4 avril 2020), 3 107 certificats de qualification professionnelle ont été émis à la suite d'un Programme d'apprentissage en milieu de travail.

d. Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun

Données non disponibles.

e. Identification des sommes allouées (totales et ventilées par région)

Afin d’aider les entreprises à assumer les coûts reliés à la formation de leur main-d’œuvre, des programmes ou crédits d’impôt sont disponibles pour les entreprises participant au PAMT, selon leur situation. Parmi les mesures utilisées notons le Crédit d’impôt pour stage en milieu de travail (Revenu Québec) et la subvention salariale bonifiée combinée au PAMT.

Ainsi, les dépenses du ministère visant à offrir une Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT se sont établies en 2019-2020 à 484 200\$.

Crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail

Les dépenses fiscales totales en lien avec le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail, incluant celles liées au PAMT, basées sur l’édition 2019 des dépenses fiscales du ministère des Finances du Québec, sont les suivantes :

- 2015 : 49,5 M\$
- 2016 : 51,9 M\$
- 2017: 54,0 M\$
- 2018 (projection) : 60,8 M\$
- 2019 (projection) : 69,6 M\$
- 2020 (projection) : 72,7 M\$

Ces sommes couvrent cependant tous les types de stages y compris ceux des institutions scolaires. Pour les années antérieures à 2018, le coût des dépenses fiscales est calculé à partir de statistiques fiscales réelles disponibles provenant de Revenu Québec. Pour les années 2018 à 2020, les dépenses fiscales représentent une projection.

La ventilation par région n’est pas disponible.

f. Prévisions pour 2019-2020 des sommes prévues (totales et ventilées par région).

Données non disponibles.

SOURCE : Direction du développement de la main-d’œuvre
COLLABORATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION :
DATE : 1 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-78.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction de budget

DATE : 2020-06-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Titre :

Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
- b. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- c. montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Cette mesure est financée par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre et, par conséquent, est exclue du périmètre comptable du gouvernement.

Depuis 2015-2016 jusqu'à 2018-2019, le programme « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » a été remplacé par le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi ».

En 2019-2020, et afin de répondre aux nouveaux enjeux du marché du travail, le programme « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi » a été remplacé par les programmes « Programme favorisant l'apprentissage en milieu de travail et la francisation » et « Programme de développement des compétences pour la relève en emploi ».

SOURCE : Direction du développement de la main d'œuvre

COLLABORATION : s.o.

VALIDATION :

DATE : 28 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :

Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions ;;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- f. montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Pour le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA), on dénombre 5 140 participants actifs en 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020).

Pour 2019-2020 (données au 15 mai 2020), les dépenses reliés au PSEA sont de 101,2 M\$.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction régionale de Services Québec du Centre-du-Québec

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-28

Titre :
Emploi-Québec :

- a. Cibles et résultats des interventions d’Emploi-Québec sur le terrain en 2019-2020 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2020-2021. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;
- b. Détail des employés occasionnels et réguliers pour les années 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020. Fournir les prévisions pour 2020-2021;
- c. Part du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l’année 2019-2020 et pour les quatre années précédentes;
- d. État des listes d’attente pour participer aux mesures d’Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

Exposé et statistiques :

a) Cibles et résultats des interventions d’Emploi-Québec sur le terrain en 2019-2020 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Voir annexe 1.

Les résultats des indicateurs de proportion de retour en emploi des personnes ayant bénéficié d’une intervention des services publics d’emploi (ensemble et diverses clientèles) sont tous à la hausse et permettent d’atteindre les cibles de résultats en 2019-2020. La cible de l’indicateur de résultats du nombre d’entreprises nouvellement aidées en matière de gestion des ressources humaines sera atteinte.

Tel que prévu dans le processus de reddition de comptes, les résultats finaux pour 2019-2020 seront présentés dans le Rapport annuel de gestion du ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

Aucune prévision de cibles et de résultats des interventions du MTESS (Secteur Emploi-Québec) sur le terrain n’est disponible pour 2020-2021.

b) Détail des employés occasionnels et réguliers pour les années 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020. Fournir les prévisions pour 2020-2021.

Les données publiées les plus récentes (Rapport annuel de gestion du MTESS pour 2018-2019, page 57) indiquent que les services de main-d’œuvre et d’emploi ont pu compter sur un effectif de 1 833 équivalents temps complet.

Le tableau qui suit présente le nombre de personnes qui ont été en emploi au Secteur d’Emploi-Québec en 2019-2020 (une portion ou en totalité de l’année) :

Regroupement	2019-2020 (au 25 mars 2020)		
	Rég.	Occ.	Total
MTESS - Secteur d’Emploi-Québec (gouvernance)	168	17	185

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 26 pour l’année 2019-2020.

Aucune prévision de l’effectif pour 2020-2021 n’est disponible.

- c) Part du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2019-2020 et pour les quatre années précédentes.**

Les dépenses préliminaires pour 2019-2020 sont de l'ordre de 1 189,2 M\$, soit 292,0 M\$ en fonds du Québec et 897,2 M\$ en fonds provenant du fédéral.

- d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.**

Les services en matière de main-d'œuvre et d'emploi n'administrent pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ces services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes
COLLABORATION : Direction générale des ressources humaines
Direction du budget
DATE : 2 juin 2020

Annexe 1. Cibles et résultats 2019-2020, ensemble du Québec

Indicateurs	2019-2020	
	Cibles	Résultats préliminaires
• Nombre de personnes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	148 000	135 409
• Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	55,5 %	59,7 %
• Nombre de participants de l’assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	52 300	66 387 *
• Proportion des participants de l’assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	59,0 %	65,5 %
• Nombre de clients des programmes d’assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	37 000	26 881
• Proportion des clients des programmes d’assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	40,0 %	44,4%
• Nombre de personnes immigrantes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	27 000	20 610
• Proportion des personnes immigrantes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	49,0 %	56,0 %
• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre (CDRCMO)	7500 ¹	6 947 ²
• Nombre d’ entreprises nouvellement aidées	13 901	14 705

Source : Information de gestion - Données au 31 mars 2020. Les résultats finaux seront publiés dans le rapport de gestion 2019-2020.

¹ Cette cible est composée de 6 800 participantes et participants de programmes d’apprentissage en milieu de travail (PAMT) et de 700 participantes et participants des autres stratégies du CDRCMO

² Ce résultat se compose de 6 312 participantes et participants de programmes d’apprentissage en milieu de travail (PAMT) et de 635 participantes et participants des autres stratégies du CDRCMO

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-29

Titre :

Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux services directs donnés par le personnel d’EQ;
 - i. Par région;
 - ii. Par CLE;
- b) À l’administration;
 - iii. Administration des mesures d’aide à l’emploi, des mesures d’aide financière et de la prestation de services directs;
 - iv. Total des dépenses d’administration pour EQ;
- c) Aux mesures d’emploi;
 - v. Soutien au revenu;
 - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d’aide sociale;
 - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
 - vi. Ententes de services;
 - Par catégorie d’entente.

Exposé et statistiques :

	Dépenses 2019-2020 /Au 31 mars 2020		
	Rémunération	Fonctionnement	Total
Bas-Saint-Laurent	7 715 146,91	291 367,79	8 006 514,70
Saguenay-Lac-Saint-Jean	9 666 476,85	343 903,76	10 010 380,61
Capitale-Nationale	14 276 836,30	418 438,57	14 695 274,87
Mauricie	9 680 528,48	323 936,56	10 004 465,04
Estrie	9 047 345,72	288 026,08	9 335 371,80
Centre-du-Québec	7 409 541,74	263 880,96	7 673 422,70
Outaouais	9 093 729,92	304 716,55	9 398 446,47
Abitibi-Témiscamingue	5 692 203,80	265 844,87	5 958 048,67
Côte-Nord	4 835 006,06	224 714,17	5 059 720,23
Nord-du-Québec	2 644 904,96	220 331,30	2 865 236,26
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	6 562 843,01	313 053,68	6 875 896,69
Chaudière - Appalaches	9 221 740,47	304 684,00	9 526 424,47
Lanaudière	11 431 635,30	392 213,42	11 823 848,72
Laurentides	13 007 310,08	464 632,73	13 471 942,81
Montérégie	28 294 346,95	857 906,16	29 152 253,11
Île-de-Montréal	40 976 901,07	1 590 390,73	42 567 291,80
Laval	8 148 090,15	207 071,96	8 355 162,11
Opérations centralisées en région	9 439 589,73	362 686,40	9 802 276,13
Direction générale des services téléphoniques	20 709 535,02	387 159,24	21 096 694,26
TOTAL DES DÉPENSES DES RÉGIONS AUX SERVICES DIRECTS	227 853 712,52	7 824 958,93	235 678 671,45
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DES MESURES	21 495 976,06	20 893 621,16	42 389 597,22
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR EQ	249 349 688,58	28 718 580,09	278 068 268,67

Le total des dépenses d’administration des mesures représente les dépenses des unités centrales en soutien au réseau, soit le secteur des Opérations, le secteur d’Emploi-Québec et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

L’annexe 1 présente les données ventilées par CLE pour la même période.

L’annexe 2 présente les données des mesures d’emploi provenant du Fond de développement du marché du travail (FDMT) pour l’année 2019-2020. Les allocations versées en soutien du revenu font l’objet d’un suivi pour l’ensemble de la clientèle.

SOURCE : Secteur des opérations
COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
DATE : 2 juin 2020

Lignes à zéro	Masquer les lignes à zéro
NoProgramme	10048

Extraction au 31 mars 2020

Réel			
Direction	Unité administrative	Super catégorie	Total
3090 Opérations centralisées	1704193 Services centralisés	01 Rémunération	772 042,34
		02 Fonctionnement	24 402,93
	Total 1704193 Services centralisés		796 445,27
	1704211 Centre spécialisé des pensions alimentaires	01 Rémunération	696 211,34
		02 Fonctionnement	15 755,47
	Total 1704211 Centre spécialisé des pensions alimentaires		711 966,81
	1704441 Direction du Centre de traitement administratif et du Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais (CSIO)	01 Rémunération	1 468 095,35
		02 Fonctionnement	45 646,19
	Total 1704441 Direction du Centre de traitement administratif et du Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais (CSIO)		1 513 741,54
	1704693 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé du travail autonome	01 Rémunération	864 014,65
		02 Fonctionnement	24 322,18
	Total 1704693 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé du travail autonome		888 336,83
	1704792 Centre spécialisé des incohérences de Lanaudière	01 Rémunération	1 617 946,82
		02 Fonctionnement	39 100,61
	Total 1704792 Centre spécialisé des incohérences de Lanaudière		1 657 047,43
	1704933 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des parrainés	01 Rémunération	2 504 978,52
		02 Fonctionnement	97 289,21
	Total 1704933 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des parrainés		2 602 267,73
	1704934 Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandes d'aide financière pour les demandeurs	01 Rémunération	1 516 300,71
		02 Fonctionnement	116 169,81
Total 1704934 Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandes d'aide financière pour les demandeurs			1 632 470,52
Total 3090 Opérations centralisées			9 802 276,13
4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	1704101 DR - Services Québec - Bas-Saint-Laurent	01 Rémunération	2 160 083,10
		02 Fonctionnement	171 383,01
	Total 1704101 DR - Services Québec - Bas-Saint-Laurent		2 331 466,11
	1704102 Bureau de Services Québec - Amqui	01 Rémunération	440 271,51
		02 Fonctionnement	8 397,94
	Total 1704102 Bureau de Services Québec - Amqui		448 669,45
	1704103 Bureau de Services Québec - Témiscousta-sur-le-Lac	01 Rémunération	579 461,92
		02 Fonctionnement	18 601,00
	Total 1704103 Bureau de Services Québec - Témiscousta-sur-le-Lac		598 062,92
	1704104 Bureau de Services Québec - La Pocatière	01 Rémunération	480 378,37
		02 Fonctionnement	19 582,28
	Total 1704104 Bureau de Services Québec - La Pocatière		499 960,65
	1704105 Bureau de Services Québec - Matane	01 Rémunération	664 213,29
		02 Fonctionnement	16 491,31
	Total 1704105 Bureau de Services Québec - Matane		680 704,60
	1704106 Bureau de Services Québec - Mont-Joli	01 Rémunération	405 370,20
		02 Fonctionnement	8 957,27
	Total 1704106 Bureau de Services Québec - Mont-Joli		414 327,47
	1704107 Bureau de Services Québec - Rimouski	01 Rémunération	915 859,03
		02 Fonctionnement	17 111,00
	Total 1704107 Bureau de Services Québec - Rimouski		932 970,03
	1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup	01 Rémunération	765 907,16
		02 Fonctionnement	19 916,73
	Total 1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup		785 823,89
	1704109 Bureau de Services Québec - Trois-Pistoles	01 Rémunération	159 042,03
		02 Fonctionnement	4 346,38
	Total 1704109 Bureau de Services Québec - Trois-Pistoles		163 388,41
	1704111 Centre régional de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent	01 Rémunération	1 144 560,30
		02 Fonctionnement	6 580,87
Total 1704111 Centre régional de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent			1 151 141,17
Total 4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec			8 006 514,70
4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec	1704151 DR - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean	01 Rémunération	473 567,47
		02 Fonctionnement	62 059,11
	Total 1704151 DR - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean		535 626,58
	1704152 Bureau de Services Québec - Alma	01 Rémunération	1 192 134,40
		02 Fonctionnement	32 492,20
	Total 1704152 Bureau de Services Québec - Alma		1 224 626,60
	1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi	01 Rémunération	1 776 179,62
		02 Fonctionnement	52 436,36
	Total 1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi		1 828 615,98
	1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini	01 Rémunération	777 384,97
		02 Fonctionnement	35 452,68
	Total 1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini		812 837,65
	1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière	01 Rémunération	1 867 564,55
		02 Fonctionnement	57 057,41
	Total 1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière		1 924 621,96
	1704156 Bureau de Services Québec - La Baie	01 Rémunération	961 274,00
		02 Fonctionnement	29 840,24
	Total 1704156 Bureau de Services Québec - La Baie		991 114,24
	1704157 Bureau de Services Québec - Roberval	01 Rémunération	968 180,94
		02 Fonctionnement	40 099,09
	Total 1704157 Bureau de Services Québec - Roberval		1 008 280,03
	1704191 Direction de la planification et du soutien aux opérations	01 Rémunération	919 881,18
		02 Fonctionnement	15 943,63
	Total 1704191 Direction de la planification et du soutien aux opérations		935 824,81
	1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	730 309,72
		02 Fonctionnement	18 523,04
Total 1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés			748 832,76
Total 4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec			10 010 380,61
4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	1704201 DR - Services Québec - Capitale-Nationale	01 Rémunération	374 193,45
		02 Fonctionnement	78 176,12
	Total 1704201 DR - Services Québec - Capitale-Nationale		452 369,57
	1704202 Bureau de Services Québec - Baie-Saint-Paul	01 Rémunération	392 744,72
		02 Fonctionnement	8 338,10
	Total 1704202 Bureau de Services Québec - Baie-Saint-Paul		401 082,82
	1704203 Bureau de Service Québec - Beauport	01 Rémunération	1 504 294,68
		02 Fonctionnement	50 834,36
	Total 1704203 Bureau de Service Québec - Beauport		1 555 129,04
	1704204 Bureau de Services Québec - Charlesbourg	01 Rémunération	1 490 820,11
		02 Fonctionnement	46 219,24
	Total 1704204 Bureau de Services Québec - Charlesbourg		1 537 039,35
	1704205 Bureau de Services Québec - La Malbaie	01 Rémunération	661 499,19
		02 Fonctionnement	26 847,52
	Total 1704205 Bureau de Services Québec - La Malbaie		688 346,71
	1704206 CLE - Portneuf	01 Rémunération	932 587,59

4200 Région - Capitale-Nationale - Services Qué	1704206 CLE - Portneuf	02 Fonctionnement	18 935,65
	Total 1704206 CLE - Portneuf		951 523,24
	1704207 Services administratifs régionaux	01 Rémunération	160 831,36
		02 Fonctionnement	1 761,72
	Total 1704207 Services administratifs régionaux		162 593,08
	1704208 Bureau de Services Québec de la Cité	01 Rémunération	2 248 568,54
		02 Fonctionnement	53 532,14
	Total 1704208 Bureau de Services Québec de la Cité		2 302 100,68
	1704209 Centre administratif régionalisé	01 Rémunération	1 395 488,39
		02 Fonctionnement	22 021,37
	Total 1704209 Centre administratif régionalisé		1 417 509,76
	1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy	01 Rémunération	2 360 237,26
		02 Fonctionnement	72 633,93
	Total 1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy		2 432 871,19
	1704212 Bureau de Service Québec - Château-Richer	01 Rémunération	157 855,94
		02 Fonctionnement	2 877,87
	Total 1704212 Bureau de Service Québec - Château-Richer		160 733,81
	1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf	01 Rémunération	634 569,13
		02 Fonctionnement	13 590,78
	Total 1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf		648 159,91
	1704241 Service des enquêtes et de la conformité	01 Rémunération	314 576,53
		02 Fonctionnement	2 588,86
	Total 1704241 Service des enquêtes et de la conformité		317 165,39
	1704243 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	571 183,64
		02 Fonctionnement	6 560,76
	Total 1704243 Direction des services gouvernementaux intégrés		577 744,40
	1704244 Direction du marché du travail et des services spécialisés	01 Rémunération	678 865,45
		02 Fonctionnement	8 616,33
	Total 1704244 Direction du marché du travail et des services spécialisés		687 481,78
	1704247 Service à la clientèle régionalisée	01 Rémunération	398 520,32
		02 Fonctionnement	4 903,82
	Total 1704247 Service à la clientèle régionalisée		403 424,14
Total 4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec			14 695 274,87
4250 Région - Mauricie - Services Québec	1704251 DR - Services Québec - Mauricie	01 Rémunération	400 718,68
		02 Fonctionnement	52 315,28
	Total 1704251 DR - Services Québec - Mauricie		453 033,96
	1704254 Bureau de Services Québec - La Tuque	01 Rémunération	386 172,33
		02 Fonctionnement	33 969,62
	Total 1704254 Bureau de Services Québec - La Tuque		420 141,95
	1704255 Bureau de Services Québec - Louiseville	01 Rémunération	412 041,51
		02 Fonctionnement	25 805,21
	Total 1704255 Bureau de Services Québec - Louiseville		437 846,72
	1704256 Bureau de Services Québec - Sainte-Thècle	01 Rémunération	131 696,33
		02 Fonctionnement	9 238,70
	Total 1704256 Bureau de Services Québec - Sainte-Thècle		140 935,03
	1704257 Bureau de Services Québec - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	01 Rémunération	58 506,20
		02 Fonctionnement	10 849,60
	Total 1704257 Bureau de Services Québec - Sainte-Geneviève-de-Batiscan		69 355,80
	1704258 Bureau de Services Québec - Shawinigan	01 Rémunération	1 333 874,02
		02 Fonctionnement	34 199,23
	Total 1704258 Bureau de Services Québec - Shawinigan		1 368 073,25
	1704259 Bureau de Services Québec - Trois-Rivières	01 Rémunération	2 631 112,81
		02 Fonctionnement	63 686,56
	Total 1704259 Bureau de Services Québec - Trois-Rivières		2 694 799,37
	1704292 Direction du marché du travail et des services spécialisés	01 Rémunération	561 555,90
		02 Fonctionnement	8 643,71
	Total 1704292 Direction du marché du travail et des services spécialisés		570 199,61
	1704293 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	869 240,96
		02 Fonctionnement	12 782,91
	Total 1704293 Direction des services gouvernementaux intégrés		882 023,87
	1704294 Centre régionalisé administratif de la Mauricie	01 Rémunération	2 895 609,74
		02 Fonctionnement	72 445,74
	Total 1704294 Centre régionalisé administratif de la Mauricie		2 968 055,48
Total 4250 Région - Mauricie - Services Québec			10 004 465,04
4300 Région - Estrie - Services Québec	1704301 DR - Services Québec - Estrie	01 Rémunération	992 889,49
		02 Fonctionnement	99 963,84
	Total 1704301 DR - Services Québec - Estrie		1 092 853,33
	1704302 Bureau de Services Québec - Asbestos	01 Rémunération	135 881,11
		02 Fonctionnement	5 260,44
	Total 1704302 Bureau de Services Québec - Asbestos		141 141,55
	1704303 CLE - Coaticook	01 Rémunération	129 361,14
		02 Fonctionnement	4 914,00
	Total 1704303 CLE - Coaticook		134 275,14
	1704304 CLE - East Angus	01 Rémunération	192 189,17
		02 Fonctionnement	6 852,59
	Total 1704304 CLE - East Angus		199 041,76
	1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic	01 Rémunération	183 691,87
		02 Fonctionnement	8 242,75
	Total 1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic		191 934,62
	1704306 Bureau de Services Québec - Magog	01 Rémunération	539 756,61
		02 Fonctionnement	22 989,95
	Total 1704306 Bureau de Services Québec - Magog		562 746,56
	1704307 Direction du marché du travail et des services spécialisés	01 Rémunération	164 238,79
		02 Fonctionnement	1 473,55
	Total 1704307 Direction du marché du travail et des services spécialisés		165 712,34
	1704308 CLE - Sherbrooke	01 Rémunération	1 578 362,07
		02 Fonctionnement	49 896,47
	Total 1704308 CLE - Sherbrooke		1 628 258,54
	1704309 CLE - Windsor	01 Rémunération	191 095,37
		02 Fonctionnement	8 339,94
	Total 1704309 CLE - Windsor		199 435,31
	1704310 Centre de services régionalisés	01 Rémunération	737 409,89
		02 Fonctionnement	47 929,94
	Total 1704310 Centre de services régionalisés		785 339,83
	1704311 Direction des services aux entreprises	01 Rémunération	1 473 459,44
		02 Fonctionnement	24 217,99
	Total 1704311 Direction des services aux entreprises		1 497 677,43
	1704312 Direction adjointe du Centre de services régionalisés	01 Rémunération	1 977 680,55
		02 Fonctionnement	3 257,79
	Total 1704312 Direction adjointe du Centre de services régionalisés		1 980 938,34
	1704313 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	751 330,22
		02 Fonctionnement	4 686,83

4300 Région - Estrie - Services Québec	Total 1704313 Direction des services gouvernementaux intégrés		756 017,05
Total 4300 Région - Estrie - Services Québec			9 335 371,80
4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1704351 DR - Services Québec - Centre-du-Québec	01 Rémunération	439 343,22
		02 Fonctionnement	61 159,56
	Total 1704351 DR - Services Québec - Centre-du-Québec		500 502,78
	1704352 Bureau de Services Québec - Drummondville	01 Rémunération	1 447 784,28
		02 Fonctionnement	40 936,13
	Total 1704352 Bureau de Services Québec - Drummondville		1 488 720,41
	1704353 Direction du marché du travail et des services spécialisés	01 Rémunération	872 127,57
		02 Fonctionnement	9 068,55
	Total 1704353 Direction du marché du travail et des services spécialisés		881 196,12
	1704354 Bureau de Services Québec - Plessisville	01 Rémunération	328 282,83
		02 Fonctionnement	20 919,36
	Total 1704354 Bureau de Services Québec - Plessisville		349 202,19
	1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour	01 Rémunération	725 732,35
		02 Fonctionnement	24 860,22
	Total 1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour		750 592,57
	1704356 Bureau de Services Québec - Victoriaville	01 Rémunération	991 196,25
		02 Fonctionnement	55 058,31
Total 4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	Total 1704356 Bureau de Services Québec - Victoriaville		1 046 254,56
	1704358 Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours	01 Rémunération	2 055 481,70
		02 Fonctionnement	44 599,37
	Total 1704358 Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours		2 100 081,07
	1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	549 593,54
		02 Fonctionnement	7 279,46
	Total 1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés		556 873,00
	Total 4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec		7 673 422,70
4400 Région - Outaouais - Services Québec	1704401 DR - Services Québec - Outaouais	01 Rémunération	300 178,00
		02 Fonctionnement	50 240,11
	Total 1704401 DR - Services Québec - Outaouais		350 418,11
	1704402 Centre de traitement administratif	01 Rémunération	1 101 860,27
		02 Fonctionnement	33 641,38
	Total 1704402 Centre de traitement administratif		1 135 501,65
	1704404 CLE - Campbell's Bay	01 Rémunération	420 724,06
		02 Fonctionnement	20 120,75
	Total 1704404 CLE - Campbell's Bay		440 844,81
	1704405 CLE - Gatineau et des Collines - Emploi et entreprises	01 Rémunération	2 399 698,34
		02 Fonctionnement	55 414,21
	Total 1704405 CLE - Gatineau et des Collines - Emploi et entreprises		2 455 112,55
	1704406 CLE - Gatineau et des Collines - Services Québec et solidarité sociale	01 Rémunération	2 350 081,49
		02 Fonctionnement	72 337,02
	Total 1704406 CLE - Gatineau et des Collines - Services Québec et solidarité sociale		2 422 418,51
	1704407 Bureau de Services Québec - Maniwaki	01 Rémunération	575 276,98
		02 Fonctionnement	37 573,34
	Total 1704407 Bureau de Services Québec - Maniwaki		612 850,32
	1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville	01 Rémunération	596 344,01
		02 Fonctionnement	18 243,07
Total 4400 Région - Outaouais - Services Québec	Total 1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville		614 587,08
	1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés	01 Rémunération	645 079,45
		02 Fonctionnement	10 116,74
	Total 1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés		655 196,19
	1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	704 487,32
		02 Fonctionnement	7 029,93
	Total 1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés		711 517,25
	Total 4400 Région - Outaouais - Services Québec		9 398 446,47
4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	1704451 DR - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue	01 Rémunération	341 776,63
		02 Fonctionnement	94 909,46
	Total 1704451 DR - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue		436 686,09
	1704452 CLE - Amos	01 Rémunération	607 833,68
		02 Fonctionnement	26 346,69
	Total 1704452 CLE - Amos		634 180,37
	1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre	01 Rémunération	460 014,24
		02 Fonctionnement	21 755,40
	Total 1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre		481 769,64
	1704454 CLE - Rouyn-Noranda	01 Rémunération	925 863,51
		02 Fonctionnement	30 986,44
	Total 1704454 CLE - Rouyn-Noranda		956 849,95
	1704455 CLE - Senneterre	01 Rémunération	100 192,02
		02 Fonctionnement	8 095,51
	Total 1704455 CLE - Senneterre		108 287,53
	1704456 CLE - Val d'Or	01 Rémunération	884 326,82
		02 Fonctionnement	28 213,21
	Total 1704456 CLE - Val d'Or		912 540,03
	1704457 CLE - Ville-Marie	01 Rémunération	480 418,42
		02 Fonctionnement	9 844,48
Total 4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	Total 1704457 CLE - Ville-Marie		490 262,90
	1704458 Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	01 Rémunération	769 716,34
		02 Fonctionnement	10 069,33
	Total 1704458 Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours		779 785,67
	1704459 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	01 Rémunération	1 122 062,14
		02 Fonctionnement	35 624,35
	Total 1704459 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail		1 157 686,49
4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	Total 4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec		5 958 048,67
4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704501 DR - Services Québec - Côte-Nord	01 Rémunération	471 562,95
		02 Fonctionnement	64 163,58
	Total 1704501 DR - Services Québec - Côte-Nord		535 726,53
	1704502 CLE - Baie-Comeau	01 Rémunération	805 943,81
		02 Fonctionnement	20 174,94
	Total 1704502 CLE - Baie-Comeau		826 118,75
	1704503 CLE - Forestville	01 Rémunération	266 468,67
		02 Fonctionnement	14 439,44
	Total 1704503 CLE - Forestville		280 908,11
	1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre	01 Rémunération	623 053,47
		02 Fonctionnement	33 223,17
	Total 1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre		656 276,64
	1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins	01 Rémunération	360 463,90
		02 Fonctionnement	14 624,00
	Total 1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins		375 087,90
Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704506 Bureau de Services Québec - Port-Cartier	01 Rémunération	197 472,19
		02 Fonctionnement	4 799,85
	Total 1704506 Bureau de Services Québec - Port-Cartier		202 272,04
	1704507 CLE - Sept-Îles	01 Rémunération	1 078 511,36

4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704507 CLE - Sept-Îles	02 Fonctionnement	32 634,12
	Total 1704507 CLE - Sept-Îles		1 111 145,48
	1704542 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 031 529,71 40 655,07
	Total 1704542 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail		1 072 184,78
Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec			5 059 720,23
4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québ	1704551 DR - Services Québec - Nord-du-Québec	01 Rémunération 02 Fonctionnement	649 788,07 82 006,69
	Total 1704551 DR - Services Québec - Nord-du-Québec		731 794,76
	1704552 CLE - Baie-James	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 032 528,14 69 291,95
	Total 1704552 CLE - Baie-James		1 101 820,09
	1704554 CLE - Chisasibi	01 Rémunération 02 Fonctionnement	103 862,39 4 449,05
	Total 1704554 CLE - Chisasibi		108 311,44
	1704591 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	01 Rémunération 02 Fonctionnement	858 726,36 64 583,61
Total 4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec			923 309,97
4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - S	1704601 DR - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	01 Rémunération 02 Fonctionnement	346 600,37 201 262,92
	Total 1704601 DR - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine		547 863,29
	1704602 Bureau de Services Québec - Carleton-sur-Mer	01 Rémunération 02 Fonctionnement	839 235,24 18 102,01
	Total 1704602 Bureau de Services Québec - Carleton-sur-Mer		857 337,25
	1704603 Bureau de Services Québec - Bonaventure	01 Rémunération 02 Fonctionnement	683 662,83 21 016,73
	Total 1704603 Bureau de Services Québec - Bonaventure		704 679,56
	1704604 CLE - Îles-de-la-Madeleine	01 Rémunération 02 Fonctionnement	810 733,33 12 906,36
	Total 1704604 CLE - Îles-de-la-Madeleine		823 639,69
	1704605 Bureau de Services Québec - Chandler	01 Rémunération 02 Fonctionnement	834 593,94 19 099,74
	Total 1704605 Bureau de Services Québec - Chandler		853 693,68
	1704606 CLE - La Côte-de-Gaspé	01 Rémunération 02 Fonctionnement	713 390,65 8 719,85
	Total 1704606 CLE - La Côte-de-Gaspé		722 110,50
	1704607 CLE - La Haute-Gaspésie	01 Rémunération 02 Fonctionnement	689 536,04 7 905,51
	Total 1704607 CLE - La Haute-Gaspésie		697 441,55
	1704642 Direction des services aux individus	01 Rémunération 02 Fonctionnement	973 885,28 18 424,11
	Total 1704642 Direction des services aux individus		992 309,39
	1704643 Direction de la planification et des services aux entreprises	01 Rémunération 02 Fonctionnement	671 205,33 5 616,45
	Total 1704643 Direction de la planification et des services aux entreprises		676 821,78
Total 4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec			6 875 896,69
4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services	1704651 DR - Services Québec - Chaudière - Appalaches	01 Rémunération 02 Fonctionnement	310 785,69 37 475,78
	Total 1704651 DR - Services Québec - Chaudière - Appalaches		348 261,47
	1704653 Bureau de Service Québec - St-Jean-Port-Joli	01 Rémunération 02 Fonctionnement	210 131,96 6 910,10
	Total 1704653 Bureau de Service Québec - St-Jean-Port-Joli		217 042,06
	1704654 Bureau de Services Québec - Lac-Etchemin	01 Rémunération 02 Fonctionnement	474 458,00 18 890,96
	Total 1704654 Bureau de Services Québec - Lac-Etchemin		493 348,96
	1704655 Bureau de Service Québec - Lévis	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 178 439,99 64 279,48
	Total 1704655 Bureau de Service Québec - Lévis		2 242 719,47
	1704656 Bureau de Service Québec - Montmagny	01 Rémunération 02 Fonctionnement	886 989,77 25 178,77
	Total 1704656 Bureau de Service Québec - Montmagny		912 168,54
	1704657 Bureau de Services Québec - Saint-Georges	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 520 111,76 56 040,91
	Total 1704657 Bureau de Services Québec - Saint-Georges		1 576 152,67
	1704659 Bureau de Service Québec - Saint-Lazare	01 Rémunération 02 Fonctionnement	122 823,89 6 727,52
	Total 1704659 Bureau de Service Québec - Saint-Lazare		129 551,41
	1704660 Bureau de Service Québec - Sainte-Croix	01 Rémunération 02 Fonctionnement	49 062,72 13 623,48
	Total 1704660 Bureau de Service Québec - Sainte-Croix		62 686,20
	1704661 Bureau de Services Québec - Sainte-Marie	01 Rémunération 02 Fonctionnement	922 665,96 31 633,52
	Total 1704661 Bureau de Services Québec - Sainte-Marie		954 299,48
	1704662 Bureau de Services Québec -Thetford Mines	01 Rémunération 02 Fonctionnement	870 706,01 27 705,35
	Total 1704662 Bureau de Services Québec -Thetford Mines		898 411,36
	1704692 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	849 428,03 6 374,85
	Total 1704692 Direction des services gouvernementaux intégrés		855 802,88
	1704694 Direction du marché du travail et services spécialisés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	826 136,69 9 843,28
	Total 1704694 Direction du marché du travail et services spécialisés		835 979,97
Total 4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec			9 526 424,47
4750 Région - Lanaudière - Services Québec	1704751 DR - Services Québec - Lanaudière	01 Rémunération 02 Fonctionnement	622 671,29 116 055,28
	Total 1704751 DR - Services Québec - Lanaudière		738 726,57
	1704752 CLE - Berthierville	01 Rémunération 02 Fonctionnement	773 679,86 25 772,33
	Total 1704752 CLE - Berthierville		799 452,19
	1704753 Bureau de Services Québec - Joliette	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 612 633,80 43 807,70
	Total 1704753 Bureau de Services Québec - Joliette		1 656 441,50
	1704754 Bureau de Services Québec - Rawdon	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 294 720,13 41 719,37
	Total 1704754 Bureau de Services Québec - Rawdon		1 336 439,50
	1704755 Bureau de Services Québec - Repentigny	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 337 882,57 26 502,45
	Total 1704755 Bureau de Services Québec - Repentigny		1 364 385,02
	1704756 CLE - Saint-Jean-de-Matha	01 Rémunération 02 Fonctionnement	203 186,90 11 308,04
	Total 1704756 CLE - Saint-Jean-de-Matha		214 494,94

4750 Région - Lanaudière - Services Québec	1704757 CLE - Terrebonne	01 Rémunération	1 577 154,87
		02 Fonctionnement	45 272,67
	Total 1704757 CLE - Terrebonne		1 622 427,54
	1704758 CLE - Sainte-Julienne	01 Rémunération	1 284 001,21
		02 Fonctionnement	47 262,05
	Total 1704758 CLE - Sainte-Julienne		1 331 263,26
	1704759 Direction du marché du travail et des services spécialisés	01 Rémunération	894 087,08
		02 Fonctionnement	8 720,61
	Total 1704759 Direction du marché du travail et des services spécialisés		902 807,69
	1704760 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	416 052,34
Total 4750 Région - Lanaudière - Services Québec		02 Fonctionnement	3 521,49
	Total 1704760 Direction des services gouvernementaux intégrés		419 573,83
	1704791 Centre des opérations régionalisées de Lanaudière	01 Rémunération	1 415 565,25
		02 Fonctionnement	22 271,43
	Total 1704791 Centre des opérations régionalisées de Lanaudière		1 437 836,68
			11 823 848,72
4800 Région - Laurentides - Services Québec	1704801 DR - Services Québec - Laurentides	01 Rémunération	576 041,50
		02 Fonctionnement	71 144,45
	Total 1704801 DR - Services Québec - Laurentides		647 185,95
	1704802 CLE - Lachute	01 Rémunération	573 372,68
		02 Fonctionnement	24 214,96
	Total 1704802 CLE - Lachute		597 587,64
	1704804 CLE - Mont-Laurier	01 Rémunération	721 099,35
		02 Fonctionnement	39 974,54
	Total 1704804 CLE - Mont-Laurier		761 073,89
	1704805 Bureau de Services Québec de Saint-Eustache	01 Rémunération	698 431,78
Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec		02 Fonctionnement	23 302,07
	Total 1704805 Bureau de Services Québec de Saint-Eustache		721 733,85
	1704806 Bureau de Services Québec de Saint-Jérôme	01 Rémunération	2 220 949,03
		02 Fonctionnement	60 636,05
	Total 1704806 Bureau de Services Québec de Saint-Jérôme		2 281 585,08
	1704807 Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle	01 Rémunération	1 303 400,85
		02 Fonctionnement	44 044,47
	Total 1704807 Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle		1 347 445,32
	1704808 Bureau de Services Québec de Sainte-Agathe-des Monts	01 Rémunération	1 098 056,70
		02 Fonctionnement	38 098,62
Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec	Total 1704808 Bureau de Services Québec de Sainte-Agathe-des Monts		1 136 155,32
	1704809 CLE - Sainte-Thérèse et CLE - Mirabel	01 Rémunération	1 532 780,06
		02 Fonctionnement	48 263,48
	Total 1704809 CLE - Sainte-Thérèse et CLE - Mirabel		1 581 043,54
	1704819 Direction des services aux entreprises des Laurentides	01 Rémunération	1 210 798,35
		02 Fonctionnement	33 525,17
	Total 1704819 Direction des services aux entreprises des Laurentides		1 244 323,52
	1704826 Service des demandes d'aide financière	01 Rémunération	483 106,42
		02 Fonctionnement	22 860,32
	Total 1704826 Service des demandes d'aide financière		505 966,74
Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec	1704841 Direction du marché du travail et services spécialisés	01 Rémunération	644 958,42
		02 Fonctionnement	6 463,55
	Total 1704841 Direction du marché du travail et services spécialisés		651 421,97
	1704842 Service régional de la conformité et des enquêtes	01 Rémunération	905 190,89
		02 Fonctionnement	38 100,09
	Total 1704842 Service régional de la conformité et des enquêtes		943 290,98
	1704843 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	1 039 124,05
		02 Fonctionnement	14 004,96
	Total 1704843 Direction des services gouvernementaux intégrés		1 053 129,01
			13 471 942,81
4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704851 DR - Services Québec - Montérégie	01 Rémunération	228 184,17
		02 Fonctionnement	145 625,08
	Total 1704851 DR - Services Québec - Montérégie		373 809,25
	1704852 CLE - Acton Vale	01 Rémunération	62 377,67
		02 Fonctionnement	3 449,27
	Total 1704852 CLE - Acton Vale		65 826,94
	1704853 CLE - La Vallée-du-Richelieu	01 Rémunération	1 429 215,51
		02 Fonctionnement	40 180,74
	Total 1704853 CLE - La Vallée-du-Richelieu		1 469 396,25
	1704855 CLE - Brossard	01 Rémunération	2 482 338,11
Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec		02 Fonctionnement	55 695,36
	Total 1704855 CLE - Brossard		2 538 033,47
	1704856 CLE - Châteauguay	01 Rémunération	185 479,43
		02 Fonctionnement	11 090,03
	Total 1704856 CLE - Châteauguay		196 569,46
	1704858 CLE - Brome-Missisquoi	01 Rémunération	485 240,10
		02 Fonctionnement	17 715,94
	Total 1704858 CLE - Brome-Missisquoi		502 956,04
	1704859 Bureau de Services Québec - Granby	01 Rémunération	1 250 757,35
		02 Fonctionnement	42 177,63
Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec	Total 1704859 Bureau de Services Québec - Granby		1 292 934,98
	1704860 CLE - Haut-St-Laurent	01 Rémunération	217 600,02
		02 Fonctionnement	8 418,84
	Total 1704860 CLE - Haut-St-Laurent		226 018,86
	1704862 CLE - Longueuil	01 Rémunération	1 676 465,62
		02 Fonctionnement	32 556,16
	Total 1704862 CLE - Longueuil		1 709 021,78
	1704863 CLE - Marieville	01 Rémunération	188 202,84
		02 Fonctionnement	11 809,51
	Total 1704863 CLE - Marieville		200 012,35
Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704864 CLE - Saint-Constant	01 Rémunération	1 259 490,59
		02 Fonctionnement	24 600,07
	Total 1704864 CLE - Saint-Constant		1 284 090,66
	1704866 Bureau de Services Québec - Saint-Hyacinthe	01 Rémunération	1 432 750,89
		02 Fonctionnement	32 569,08
	Total 1704866 Bureau de Services Québec - Saint-Hyacinthe		1 465 319,97
	1704867 Bureau de Services Québec - Saint-Jean-sur-Richelieu	01 Rémunération	1 328 931,06
		02 Fonctionnement	28 058,34
	Total 1704867 Bureau de Services Québec - Saint-Jean-sur-Richelieu		1 356 989,40
	1704869 CLE - Sorel	01 Rémunération	880 238,96
Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec		02 Fonctionnement	13 773,43
	Total 1704869 CLE - Sorel		894 012,39
	1704870 CLE - Valleyfield	01 Rémunération	1 301 228,68
		02 Fonctionnement	37 209,84
	Total 1704870 CLE - Valleyfield		1 338 438,52
	1704871 CLE - Vaudreuil-Soulanges	01 Rémunération	1 039 319,49

4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704871 CLE - Vaudreuil-Soulanges	02 Fonctionnement	22 319,21
	Total 1704871 CLE - Vaudreuil-Soulanges		1 061 638,70
	1704880 Centre territorial de l'agglomération de Longueuil	01 Rémunération 02 Fonctionnement	392 606,49 5 574,02
	Total 1704880 Centre territorial de l'agglomération de Longueuil		398 180,51
	1704881 Centre territorial de l'Ouest	01 Rémunération 02 Fonctionnement	660 891,23 14 318,24
	Total 1704881 Centre territorial de l'Ouest		675 209,47
	1704882 Centre territorial de l'Est	01 Rémunération 02 Fonctionnement	699 209,17 20 801,90
	Total 1704882 Centre territorial de l'Est		720 011,07
	1704883 Centre administratif de l'aide financière de l'Est	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 523 489,81 48 818,47
	Total 1704883 Centre administratif de l'aide financière de l'Est		2 572 308,28
	1704891 Direction administration et du soutien à la gestion	01 Rémunération 02 Fonctionnement	718 986,56 68 749,04
	Total 1704891 Direction administration et du soutien à la gestion		787 735,60
	1704892 Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 636 064,20 36 520,81
	Total 1704892 Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest		1 672 585,01
	1704893 Centre administratif de la conformité	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 971 910,94 54 704,07
	Total 1704893 Centre administratif de la conformité		2 026 615,01
	1704894 Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 029 340,16 60 498,04
	Total 1704894 Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi		2 089 838,20
	1704895 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 211 952,82 11 851,41
	Total 1704895 Direction des services gouvernementaux intégrés		1 223 804,23
	1704897 Direction du marché du travail et des services spécialisés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 002 075,08 8 821,63
	Total 1704897 Direction du marché du travail et des services spécialisés		1 010 896,71
Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec			29 152 253,11
4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec	1704901 DR - Services Québec - Île-de-Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	392 186,05 15 576,82
	Total 1704901 DR - Services Québec - Île-de-Montréal		407 762,87
	1704902 Direction des enquêtes spécialisées	01 Rémunération 02 Fonctionnement	582 596,70 88 158,11
	Total 1704902 Direction des enquêtes spécialisées		670 754,81
	1704904 Direction des services administratifs	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 352 799,01 898 291,78
	Total 1704904 Direction des services administratifs		2 251 090,79
	1704905 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 360 157,16 25 510,33
	Total 1704905 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est		1 385 667,49
	1704906 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 470 957,37 22 810,23
	Total 1704906 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest		1 493 767,60
	1704907 Bureau de Services Québec - De Bleury	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 145 685,22 21 750,96
	Total 1704907 Bureau de Services Québec - De Bleury		1 167 436,18
	1704910 Direction régionale adjointe aux opérations	01 Rémunération 02 Fonctionnement	343 972,17 2 504,90
	Total 1704910 Direction régionale adjointe aux opérations		346 477,07
	1704911 Bureau de Services Québec - Nord-est de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 413 536,60 23 094,66
	Total 1704911 Bureau de Services Québec - Nord-est de Montréal		1 436 631,26
	1704913 Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 306 916,63 29 779,06
	Total 1704913 Bureau de Services Québec - Nord de Montréal		1 336 695,69
	1704914 Direction adjointe du CLE de Montréal-Nord	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 289 972,63 12 145,93
	Total 1704914 Direction adjointe du CLE de Montréal-Nord		1 302 118,56
	1704915 Bureau de Services Québec - Est de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 147 198,04 17 439,34
	Total 1704915 Bureau de Services Québec - Est de Montréal		1 164 637,38
	1704917 Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 779 730,81 41 287,99
	Total 1704917 Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi		1 821 018,80
	1704918 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Est de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	893 052,28 16 881,14
	Total 1704918 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Est de Montréal		909 933,42
	1704921 Bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 704 778,64 26 216,57
	Total 1704921 Bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal		1 730 995,21
	1704922 Bureau de Services Québec - Ouest de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 303 581,06 21 487,78
	Total 1704922 Bureau de Services Québec - Ouest de Montréal		1 325 068,84
	1704924 Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	672 517,47 422,69
	Total 1704924 Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal		672 940,16
	1704925 Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 494 025,89 42 399,49
	Total 1704925 Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion		2 536 425,38
	1704931 Centre de services spécialisés du Centre-Ville	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 691 827,91 12 011,28
	Total 1704931 Centre de services spécialisés du Centre-Ville		1 703 839,19
	1704932 Bureau de Services Québec - Plateau-Mont-Royal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 459 182,57 33 767,27
	Total 1704932 Bureau de Services Québec - Plateau-Mont-Royal		1 492 949,84
	1704941 Bureau de Services Québec - Centre-nord de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 135 301,91 26 600,76
	Total 1704941 Bureau de Services Québec - Centre-nord de Montréal		1 161 902,67
	1704942 Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 462 273,06 31 047,46
	Total 1704942 Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal		1 493 320,52
	1704944 Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	573 000,82 535,05
	Total 1704944 Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal		573 535,87
	1704947 Bureau de Services Québec - Parc-Extension	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 010 414,36 22 736,81
	Total 1704947 Bureau de Services Québec - Parc-Extension		1 033 151,17

4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québe	1704951 Bureau de Services Québec - Centre de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 111 677,16 21 438,04
	Total 1704951 Bureau de Services Québec - Centre de Montréal		1 133 115,20
	1704952 Bureau de Services Québec -Sud-est de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	543 014,37 16 252,05
	Total 1704952 Bureau de Services Québec -Sud-est de Montréal		559 266,42
	1704962 Bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	884 521,92 13 825,90
	Total 1704962 Bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal		898 347,82
	1704963 Bureau de Services Québec - Sud de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 862 525,55 32 039,43
	Total 1704963 Bureau de Services Québec - Sud de Montréal		1 894 564,98
	1704964 Centre de services spécialisés de l'Ouest	01 Rémunération 02 Fonctionnement	977 939,45 9 988,56
	Total 1704964 Centre de services spécialisés de l'Ouest		987 928,01
	1704965 Bureau de Services Québec - Centre-ville de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	648 861,95 15 641,39
	Total 1704965 Bureau de Services Québec - Centre-ville de Montréal		664 503,34
	1704966 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal	01 Rémunération 02 Fonctionnement	905 363,32 3 704,54
	Total 1704966 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal		909 067,86
	1704970 Centre des opérations aux ressources externes	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 460 289,09 6 942,69
	Total 1704970 Centre des opérations aux ressources externes		1 467 231,78
	1704971 Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entrepris	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 001 271,91 11 806,51
	Total 1704971 Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises		1 013 078,42
	1704972 Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 094 189,66 7 854,98
	Total 1704972 Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux		1 102 044,64
	1704973 Direction des ressources externes et de la mesure de formation aux individus	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 171 447,75 11 281,86
	Total 1704973 Direction des ressources externes et de la mesure de formation aux individus		1 182 729,61
	1704974 Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 042 712,83 6 149,74
	Total 1704974 Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail		1 048 862,57
	1704979 Service des inondations printanières	01 Rémunération 02 Fonctionnement	287 421,75 1 008,63
	Total 1704979 Service des inondations printanières		288 430,38
Total 4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec			42 567 291,80
4980 Région - Laval - Services Québec	1704981 DR - Services Québec - Laval	01 Rémunération 02 Fonctionnement	376 985,36 43 207,26
	Total 1704981 DR - Services Québec - Laval		420 192,62
	1704982 Regroupement Est (Laval-des-Rapides)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 600 675,02 76 848,02
	Total 1704982 Regroupement Est (Laval-des-Rapides)		2 677 523,04
	1704983 Centre des contraintes sévères (Saint-Vincent-de-Paul)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	371 126,77 410,17
	Total 1704983 Centre des contraintes sévères (Saint-Vincent-de-Paul)		371 536,94
	1704984 Bureau de Services Québec de Chomedey	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 718 710,41 39 218,99
	Total 1704984 Bureau de Services Québec de Chomedey		1 757 929,40
	1704992 Direction des services aux entreprises	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 398 399,65 27 644,60
	Total 1704992 Direction des services aux entreprises		1 426 044,25
	1704993 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 682 192,94 19 742,92
	Total 1704993 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail		1 701 935,86
Total 4980 Région - Laval - Services Québec			8 355 162,11
Total général			214 581 977,19

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
État au 31 mars 2020 (avec les données au 15 mai 2020)
Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes			
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)
Services aux individus Mesures												
Contrat d'intégration au travail												
Soutien de base au salaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	297,5	33 048,1	16,6	9 648,4	314,1	42 696,5
Total Contrat d'intégration au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	297,5	33 048,1	16,6	9 648,4	314,1	42 696,5
Formation de la main d'oeuvre - Individus												
Administratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	81,1	10 160,7	36,9	3 939,6	118,1	14 100,3
Coordination formation privée	0,0	1 130,6	1,9	304,3	1,9	1 434,9	0,0	2 454,2	0,0	1 895,4	0,0	4 349,7
Coordination formation publique	0,0	2 185,8	0,4	332,9	0,4	2 518,8	0,0	3 295,0	0,0	1 527,3	0,0	4 822,3
Référé école publique	9,7	119 318,7	- 1,4	12 573,8	8,2	131 892,5	0,0	33,8	0,0	36,0	0,0	69,8
Référé école privée	0,0	802,5	0,0	132,9	0,0	935,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de formation (temps plein)	0,3	15 853,3	0,2	2 041,2	0,6	17 894,5	229,2	25 283,3	126,0	11 493,3	355,1	36 776,6
Financement MELS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	47 196,4	0,0	12 803,6	0,0	60 000,0
Frais périphériques MFOR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	53,4	0,0	5,4	0,0	58,8
Développement des compétences - MFOR	0,0	5 758,2	2,3	4 136,7	2,3	9 894,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Formation de la main d'oeuvre - Individus	10,0	145 049,1	3,5	19 521,8	13,5	164 570,9	310,3	88 476,9	162,8	31 700,5	473,2	120 177,4
Projet de préparation à l'emploi												
Entreprises d'insertion (achat de service)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,9	8 921,6	- 3,2	15 854,6	5,7	24 776,3
Entreprises d'insertion (subvention aux participants)	0,0	6,9	0,0	7,4	0,0	14,3	11,7	8 774,7	- 11,7	16 096,9	0,0	24 871,6
Jeunes volontaires	- 2,5	3 350,8	0,0	391,0	- 2,5	3 741,8	0,8	534,3	0,0	179,5	0,8	713,8
Jeunes volontaires (comité conseil)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	1,8	0,0	6,8
Projets de préparation à l'emploi (volet général)	0,1	7 636,1	0,0	1 946,5	0,1	9 582,6	106,5	15 459,5	50,2	12 169,4	156,7	27 628,9
Frais périphériques PPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	71,5	0,0	48,5	0,0	119,9
OQMJ - projets de groupe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	259,9	0,0	259,9
Développement des compétences - PPE	0,0	587,2	0,0	196,6	0,0	783,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	783,8
Total Projet de préparation à l'emploi	- 2,4	11 580,9	0,0	2 541,5	- 2,4	14 122,5	127,9	33 766,6	35,3	44 610,6	163,2	78 377,2
Recherche et innovation												
Recherche et innovation	0,0	6,8	0,0	6,4	0,0	13,2	112,2	3 596,7	0,0	0,0	112,2	3 596,7
Recherche et innovation - Phase préparatoire	0,0	7,6	0,0	17,4	0,0	25,0	0,0	20,4	0,0	0,0	0,0	20,4
Conciliation Travail-Études	0,0	0,0	0,0	17,4	0,0	17,4	0,0	0,0	0,0	14,8	0,0	14,8
Initiative ciblée travailleurs âgés	0,0	0,0	0,0	885,9	0,0	885,9	0,0	0,0	19,5	5 013,9	19,5	5 013,9
Initiative d'innovation pancanadienne (participant)	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément salarial de transition	0,0	396,2	0,0	0,8	0,0	397,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Stage non-rémunéré en entreprise	0,0	1,0	0,0	4,9	0,0	5,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Stage rémunéré	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Parcours adapté (Frais d'insertion)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	502,0	0,0	0,0	0,0	502,0

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
État au 31 mars 2020 (avec les données au 15 mai 2020)
Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes			
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)
Parcours adapté (Frais salariaux des participants)	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	495,6	0,0	495,8	0,0	495,8
Recherche et Développement en employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	475,1	0,0	475,1	0,0	475,1
Appariement avec le marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	472,4	0,0	472,4	0,0	472,4
Écomaris-projet Cabestan	0,0	0,3	0,0	0,6	0,0	0,9	0,0	311,4	0,0	311,7	0,0	312,3
Développement des compétences - RINN	0,0	18,9	0,0	10,9	0,0	29,8	0,0	0,0	0,0	18,9	0,0	29,8
Recherche d'emploi appuyée ressource externe-RINN	0,0	4,6	0,0	21,5	0,0	26,1	0,0	0,0	0,0	4,6	0,0	26,1
Actions concertées pour le maintien en emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recherche et innovation Services d'aide à l'emploi	0,0	435,6	0,0	965,8	0,0	1 401,4	112,2	5 873,7	19,5	6 309,3	112,2	12 303,8
Services d'aide à l'emploi												
Services d'aide à l'emploi												
Services d'aide à l'emploi												
Soutien intégration emploi CTE	0,5	546,9	- 0,3	776,0	0,0	1 322,9	47,6	160 551,1	0,0	161 098,0	- 0,3	161 874,0
Soutien intégration emploi CTE												
Service spécialisé jeune	0,4	523,3	- 0,4	1 429,0	0,0	1 952,3	46,5	14 766,0	0,0	15 289,4	- 0,4	16 718,4
Recherche emploi appuyée par ressource externe-SAE	0,5	1 060,3	1,0	1 743,7	1,6	2 804,1	0,0	0,0	0,0	1 060,3	1,0	2 804,1
Total Services d'aide à l'emploi Subv. aux entreprises adaptées	1,4	2 130,6	0,3	3 948,8	1,7	6 079,4	94,1	175 317,1	0,0	175 317,1	0,3	181 396,5
Subv. aux entreprises adaptées												
Entreprises adaptées : Salaire minimum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	46 812,5	0,0	46 812,5	0,0	73 440,1
Entreprises adaptées : Agent de sécurité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	286,0	0,0	286,0	0,0	325,7
Entreprises adaptées : Location de main d'œuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 443,1	0,0	7 443,1	0,0	9 791,6
Entreprises adaptées : Entretien ménager Montréal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 567,7	0,0	3 567,7	0,0	5 882,0
Entreprises adaptées : Entretien ménager Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 661,6	0,0	7 661,6	0,0	11 730,5
Total Subv. aux entreprises adaptées Soutien au travail autonome	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65 770,9	0,0	65 770,9	0,0	101 170,0
Soutien au travail autonome												
Soutien au travail autonome												
Développement des compétences - STA	0,5	24 727,0	0,0	1 402,8	0,5	26 129,9	16,1	3 796,4	3,4	28 523,5	3,4	30 227,8
Développement des compétences - STA	0,0	381,9	0,0	416,1	0,0	797,9	0,0	0,0	0,0	381,9	0,0	797,9
Total Soutien au travail autonome Subventions salariales	0,5	25 108,9	0,0	1 818,9	0,5	26 927,8	16,1	3 796,4	3,4	28 905,4	3,4	31 025,8
Subventions salariales												
Volet expérience de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,2	15 470,8	- 11,1	15 470,8	- 11,1	26 075,0
Volet insertion en emploi (autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	46,9	12 810,8	14,4	12 810,8	14,4	17 663,0
Volet insertion en emploi (économie sociale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2 517,3	0,8	2 517,3	0,8	3 664,4
Prog intégration personnes immigrantes et minorités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,7	3 074,5	40,5	13 533,9	40,5	16 608,4
Participation prolongée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,8	0,0	5,8	0,0	12,2
IPOP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,4	6,9	128,7	6,9	183,1

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
État au 31 mars 2020 (avec les données au 15 mai 2020)
Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes			
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)
Subvention salariale pour personnes expérimentées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	3 206,8	0,0	592,3	0,0	3 799,1
Subvention salariale bonifiée combinée au PAMIT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	266,5	0,3	217,7	0,0	484,2
Développement des compétences - Subv. Sal.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention salariale Premières Nations et Inuits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	209,5	0,0	65,8	0,0	275,3
Total Subventions salariales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	119,6	37 616,2	51,8	31 148,5	171,3	68 764,7
Boni au maintien en emploi												
Boni au maintien en emploi	0,0	390,0	0,0	525,0	0,0	915,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	915,0
Total Boni au maintien en emploi	0,0	390,0	0,0	525,0	0,0	915,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	915,0
Initiative ciblée travailleurs expérimentés												
Initiative ciblée travailleurs expérimentés	0,0	12,9	0,0	1,1	0,0	14,1	0,0	119,1	0,0	21,1	0,0	140,2
Initiative ciblée contribution à l'entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0
Initiative ciblée - Frais périphériques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	63,1	0,0	63,1
Total Initiative ciblée travailleurs expérimentés	0,0	12,9	0,0	1,1	0,0	14,1	0,0	119,1	0,0	86,2	0,0	205,3
Total Mesures	9,5	184 708,0	3,8	29 322,9	13,2	214 030,9	1 077,7	443 785,2	289,4	157 923,6	1 367,2	601 708,7
Activités et services												
Activités d'aide à l'emploi												
Session de groupe	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Total Activités d'aide à l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Dépenses non liées à une mesure												
Frais d'aide sans participation à une mesure	0,0	0,0	0,0	305,2	0,0	305,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	305,2
Arrêt temporaire moins de 4 semaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arrêt temporaire-rétro au mois de la demande AFDR	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Arrêt temporaire entre 4 et 11 semaines	0,0	0,0	0,0	55,0	0,0	55,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,0
Développement des habiletés sociales	0,0	0,0	6,9	3 946,4	6,9	3 946,4	0,0	0,0	0,0	6,9	3 946,4	6,9
Recherche d'emploi encadrée par l'agent	0,0	0,0	- 0,1	216,7	0,0	216,7	0,0	0,0	0,0	- 0,1	216,7	- 0,1
Total Dépenses non liées à une mesure	0,0	0,0	6,8	4 525,2	6,8	4 525,2	0,0	0,0	0,0	6,8	4 525,2	6,8
Total Activités et services	0,0	0,0	6,8	4 525,4	6,8	4 525,4	0,0	0,0	0,0	6,8	4 525,4	6,8
Total Services aux individus	9,5	184 708,0	10,6	33 848,3	20,1	218 556,4	1 077,7	443 785,2	289,4	157 923,6	1 367,2	601 708,7
Services aux entreprises et organismes												
Mesures												
CPE: Intervention en entreprise												
Projets d'aménagement et de réduction du temps de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	97,6	0,0	0,0	0,0	97,6
Comité de concertation en entreprise (CAMO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	142,5	0,0	0,0	0,0	142,5

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
État au 31 mars 2020 (avec les données au 15 mai 2020)
Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes			
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)
Comité d'aide au reclassement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	348,9	0,0	0,0	4,1	348,9
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	351,4	0,0	0,0	3,2	351,4
Projets de stabilisation d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	503,0	0,0	0,0	0,0	503,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,3	2 676,2	0,0	0,0	58,3	2 676,2
SGRH: Diagnostic - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8	1 495,6	0,0	0,0	7,8	1 495,6
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,7	5 167,9	0,0	0,0	36,7	5 167,9
SGRH: Aide à la mise sur pied d'un service de RH	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,8	6 536,0	0,0	0,0	70,8	6 536,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	214,1	10 196,3	0,0	0,0	214,1	10 196,3
SGRH: Autres mandats de consultation - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,9	4 003,8	0,0	0,0	77,9	4 003,8
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	33,3	0,0	0,0	0,0	33,3
Coaching-développement des habiletés de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	116,1	4 723,6	0,0	0,0	116,1	4 723,6
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,3	1 638,3	0,0	0,0	9,3	1 638,3
Recrutement - Mobilité de la main-d'oeuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,8	0,0	0,0	0,0	14,8
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	425,2	0,0	0,0	22,4	425,2
Total CPE: intervention en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	620,7	38 354,4	0,0	0,0	620,7	38 354,4
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,4	2 922,3	0,0	0,0	19,4	2 922,3
Table ad hoc de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	522,8	9 520,9	0,0	0,0	522,8	9 520,9
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	205,7	1 741,8	0,0	0,0	205,7	1 741,8
Total CPE: Intervention en partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	748,0	14 185,0	0,0	0,0	748,0	14 185,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	42,7	830,6	0,0	0,0	42,7	830,6
Total CPE: intervention sectorielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	340,4	17 328,6	0,0	0,0	340,4	17 328,6
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	383,2	18 159,2	0,0	0,0	383,2	18 159,2
Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 952,7	47 267,1	0,0	0,0	2 952,7	47 267,1
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	812,3	0,0	0,0	0,0	812,3
Entreprise formation privée (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprise formation privée (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	170,9	3 664,5	0,0	0,0	170,9	3 664,5

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
État au 31 mars 2020 (avec les données au 15 mai 2020)
Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes			
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec	
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)
Entreprise formation privée (travailleurs SIRCI)	0,0	0,0	0,0	0,0	40,1	669,0	0,0	0,0	40,1	669,0	0,0	40,1
Entreprise formation privée (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	390,6	13 292,1	0,0	0,0	390,6	13 292,1	0,0	13 292,1
Entreprise formation publique (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	1 164,4	14 707,1	0,0	0,0	1 164,4	14 707,1	0,0	14 707,1
Entreprise formation publique (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,9	598,8	0,0	0,0	9,9	598,8
Entreprise formation publique (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	129,8	0,0	0,0	0,0	129,8
Entreprise formation publique (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,1	544,6	0,0	0,0	58,1	544,6
Entreprise formation publique (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	42,3	2 658,1	0,0	0,0	42,3	2 658,1	0,0	2 658,1
Entreprise formation publique (travailleurs SIRCI)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	0,0	0,0	0,0	101,1	0,0	101,1
Entreprise formation publique (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	206,2	0,0	0,0	0,0	206,2	0,0	206,2
Achat de formation continue (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	210,8	12 661,8	0,0	0,0	210,8	12 661,8	0,0	12 661,8
Total Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	4 971,8	95 227,0	382,0	6 897,0	4 971,8	95 227,0	382,0	102 124,0
Total Mesures	0,0	0,0	0,0	0,0	6 723,7	165 925,7	382,0	6 897,0	6 723,7	165 925,7	382,0	172 822,7
Total Services aux entreprises et organismes	0,0	0,0	0,0	0,0	6 723,7	165 925,7	382,0	6 897,0	6 723,7	165 925,7	382,0	172 822,7
Divers												
Ententes												
Ententes												
Ententes avec autochtones - Cris, Kativik et Raglan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,5	0,0	0,0	0,0	26,5
Total Ententes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,5	0,0	0,0	0,0	26,5
Total Ententes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,5	0,0	0,0	0,0	26,5
Autres												
Autres												
Ajustement central	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,5	0,0	0,0	26,5	26,5
GRAND TOTAL	9,5	184 708,0	10,6	33 848,3	20,1	218 556,4	7 801,4	609 710,8	7 810,9	794 418,9	682,0	993 114,3

Rapport no 5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Titre :
Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
- b) Aux mesures de formation;
 - i. Francisation;
 - ii. Alphabétisation;
 - iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
 - iv. Formation générale au secondaire;
 - v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
 - vi. Formation professionnelle au secondaire;
 - vii. Formation technique au collégial;
- c) Aux subventions salariales aux entreprises;
- d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
- e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.

Exposé et statistiques :

Données pour 2019-2020 :

Mesures ou programmes	Dépenses*	Nombre de participations**
Projet de préparation à l'emploi	92 499 700 \$	10 024
Services d'aide à l'emploi	181 396 500 \$	203 729
Mesure de formation de la main-d'œuvre	284 748 300 \$	40 816
• Francisation	11 098 900 \$	4 022
• Alphabétisation	2 616 300 \$	868
• Acquisition de préalables à la formation prof. et technique	32 063 100 \$	7 257
• Formation générale et secondaire	N/D	N/D
• Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés	8 454 400 \$	2 330
• Formation professionnel au secondaire	88 948 900 \$	19 244
• Formation technique au collégial	56 269 600 \$	6 818
Subventions salariales	68 764 700 \$	8 404
Contrat d'intégration au travail	42 696 500 \$	9 487
Programme de subvention aux entreprises adaptées	101 170 000 \$	5 226

* Données préliminaires au 15 mai 2020.
** Données préliminaires au 21 avril 2020. Un même participant peut avoir plus d'une participation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Titre :
Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.

Exposé et statistiques :

Depuis la mise en place du Programme objectif emploi qui vise les primo demandeurs, l'Intervention renforcée s'adresse désormais aux réitérants, soit les nouveaux demandeurs ayant déjà eu un épisode à l'assistance sociale.

Intervention renforcée - Nombre de réitérant

**2019-2020 (données préliminaires
au 21 avril 2020)**

DIRECTION RÉGIONALE ¹	Total	Femmes	Hommes
01 BAS-ST-LAURENT	90	20	70
02 SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	140	33	107
03 CAPITALE-NATIONALE	238	73	165
04 MAURICIE	142	41	101
05 ESTRIE	180	47	133
06 ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 140	421	719
07 OUTAOUAIS	167	56	111
08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	76	20	56
09 CÔTE-NORD	37	12	25
10 NORD-DU-QUÉBEC	8	0	8
11 GASPÉSIE-ILES-DE-LA-M.	63	16	47
12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	125	34	91
13 LAVAL	108	35	73
14 LANAUDIÈRE	196	64	132
15 LAURENTIDES	222	76	146
16 MONTÉRÉGIE	509	164	345
17 CENTRE-DU-QUÉBEC	153	41	112
AUTRES UNITÉS	166	59	107
RÉSEAU	3 760	1 212	2 548

1 : Selon le CLE de proximité.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :
Programme d’aide et d’accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour 2019-2020 et prévisions 2020-2021, par région et par sexe.

Exposé et statistiques						
Le nombre de prestataires actifs au Programme d’aide et d’accompagnement social Action, par région et par sexe, pour l’année 2019-2020 :						
	Participants actifs au Programme d’aide et d’accompagnement social - Action selon le sexe					
	2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020)					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	4 168	100,0 %	1 867	44,8 %	2 301	55,2 %
01 - Bas-Saint-Laurent	82	100,0 %	35	42,7 %	47	57,3 %
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	259	100,0 %	123	47,5 %	136	52,5 %
03 - Capitale-Nationale	321	100,0 %	130	40,5 %	191	59,5 %
04 - Mauricie	211	100,0 %	105	49,8 %	106	50,2 %
05 - Estrie	173	100,0 %	86	49,7 %	87	50,3 %
06 - Île-de-Montréal	1 512	100,0 %	659	43,6 %	853	56,4 %
07 - Outaouais	224	100,0 %	92	41,1 %	132	58,9 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	82	100,0 %	28	34,1 %	54	65,9 %
09 - Côte-Nord	x	x	x	x	x	x
10 - Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	57	100,0 %	39	68,4 %	18	31,6 %
12 - Chaudière-Appalaches	160	100,0 %	75	46,9 %	85	53,1 %
13 - Laval	124	100,0 %	54	43,5 %	70	56,5 %
14 - Lanaudière	170	100,0 %	90	52,9 %	80	47,1 %
15 - Laurentides	199	100,0 %	88	44,2 %	111	55,8 %
16 - Montérégie	449	100,0 %	195	43,4 %	254	56,6 %
17 - Centre-du-Québec	125	100,0 %	55	44,0 %	70	56,0 %
Source : Direction de l’analyse et de l’information de gestion.						
X = Des renseignements ont été caviardés puisque, en raison du petit nombre (moins de 10), ceux-ci pourraient avoir un effet de révéler des renseignements personnels au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.						

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion, Direction générale des opérations de Services Québec de l’Est
DATE : 1^{er} juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-33

Titre :

Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d’interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années:

- Pour le Programme d’aide sociale;
- Pour le Programme de solidarité sociale.

Exposé et statistiques :

Le tableau suivant présente le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une réclamation et le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une sortie de l’aide financière en 2019-2020 (du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020), et ce, pour les programmes d’aide sociale et de solidarité sociale.

	Programmes		Total
	Aide sociale	Solidarité sociale	
Réclamations	79 555	21 160	100 715
Sorties de l’aide	31 171	4 212	35 383

SOURCE : DGOSQO

COLLABORATION : DGGAP-DAIG

VALIDATION :

DATE : 2020-06-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Titre :

Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Pour l'année financière 2019-2020, le taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours est de 71,4 % pour le Programme d'aide sociale et de 90,1 % pour le Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-35

Titre :

Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale reçoit en moyenne 15 000 demandes de révision annuellement. Pour chaque demande de révision, le client peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

Période de référence : du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

	Motifs contestés en révision ¹
Motifs ²	Nombre total
Allocations et ajustements	606
Revenus, gains et avantages	6 932
Statut	2 945
Obligations du prestataire ou du ministre	1 324
Avoir liquide	971
Prestations spéciales	2 033
Versement de l’aide	12
Biens	569
Solidarité de la dette	232
Garants défaillants	43
Prestations de base	418
Contribution parentale	175
Mesures et programmes d’employabilité (réclamations seulement)	228
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	10
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	487
Mois de la demande (Particularités)	778
Motifs - sans droit de contestation	201
Révision médicale	3 939
TOTAL	21 903

¹Les données sont extraites au 31 mars 2020.

² Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le client. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d’assurance parentale.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations - SSGRI

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-36

Titre : Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
--

Exposé et statistiques : Pour l’année 2019-2020, 2 248 recours ont été déposé, au Tribunal administratif du Québec (TAQ). Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif			
MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ ¹ 2019-2020			
Motifs ²	Nombre total	Nombre de motifs accueillis	Proportion motif accueillis par le TAQ ³
Allocations et ajustements	320	17	5,3 %
Revenus, gains et avantages	5 025	394	7,8 %
Statut	2 394	270	11,3 %
Obligations du prestataire ou du ministre	111	24	21,6 %
Avoir liquide	914	128	14,0 %
Prestations spéciales	194	36	18,6 %
Versement de l’aide	6	4	66,7 %
Biens	324	67	20,7 %
Solidarité de la dette	47	7	14,9 %
Garants défaillants	116	4	3,4 %
Prestations de base	55	4	7,3 %
Contribution parentale	4	0	0 %
Mesures et programmes d’employabilité (réclamations seulement)	65	6	9,2 %
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	0	0	0 %
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	27	2	7,4 %
Mois de la demande (Particularités)	66	6	9,1 %
Motifs - sans droit de contestation	27	1	3,7 %
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	31	8	25,8 %
Révision médicale	532	161	30,3 %
Total	10 258	1 139	11,1 %
¹ Les données sont extraites au 31 mars 2020. ² Il peut y avoir plus d’un motif par dossier contesté. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le client. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d’assurance parentale. ³ La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre total pour ce même motif.			

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations - SSGRI

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

3RP36_06-12_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-37

Titre :

Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2019-2020 (au 31 mars)

**Risque de dénuement total ou risque
pour la santé ou la sécurité de la personne**

Diminution et suspension de la retenue	2001
--	------

Cas de violence

Remise de dette - Violence conjugale	5
--------------------------------------	---

**Circonstances exceptionnelles et
raisons humanitaires**

Suspension des intérêts	953
-------------------------	-----

Annulation des intérêts	0
-------------------------	---

Autres remises de dette totale ou partielle	38
---	----

Suspension du recouvrement	4
----------------------------	---

Propositions de règlement final

Remise partielle de la dette	51
------------------------------	----

TOTAL	3052
--------------	-------------

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 19 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-38

Titre :

Nombre d’ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Nouveaux contrats (nouvelles ententes) en 2019-2020* :

Régions	MFOR-Entreprise d'entraînement		Projets de préparation à l'emploi: Volet général et entreprises d'insertion		Services d'aide à l'emploi		TOTAL	
	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés
Bas-St-Laurent	3	207 157	19	1 178 910	137	4 299 385	159	5 685 453
Saguenay-Lac-St-Jean	.	.	7	1 483 617	65	4 308 491	72	5 792 108
Capitale-Nationale	.	.	8	1 957 003	72	7 265 907	80	9 222 911
Mauricie	1	254 360	10	1 330 490	72	5 019 337	83	6 604 188
Estrie	.	.	3	1 422 745	92	5 279 344	95	6 702 089
Montréal	.	.	50	19 479 292	192	30 047 062	242	49 526 355
Outaouais	1	156 187	12	1 342 357	60	5 048 216	73	6 546 761
Abitibi-Témiscamingue	.	.	5	246 176	29	2 840 462	34	3 086 639
Côte-Nord	.	.	4	287 773	62	2 259 852	66	2 547 626
Nord-du-Québec	.	.	4	200 857	12	452 137	16	652 994
Gaspésie-îles-de-la-	.	.	3	176 260	109	3 556 326	112	3 732 587
Chaudière-Appalaches	3	577 489	6	834 036	112	6 215 660	121	7 627 186
Laval	1	249 318	7	2 325 265	32	3 365 450	40	5 940 034
Lanaudière	1	361 637	12	2 464 011	46	5 410 420	59	8 236 069
Laurentides	.	.	8	1 323 385	77	9 197 149	85	10 520 534
Montérégie	3	745 787	21	4 382 747	216	17 305 210	240	22 433 744
Centre-du-Québec	1	233 100	1	150 481	79	4 105 183	81	4 488 765
Total	14	2 785 037	180	40 585 414	1 464	115 975 599	1 658	159 346 051

* Données au 15 mai 2020.

SOURCE :

Direction des ressources externes

VALIDATION :

Direction de l’analyse et de l’information de gestion

DATE :

3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-39

Titre :
Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, en 2019-2020, est présenté dans le tableau ci-joint :

Participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes	
	2019-2020 (du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020*)
Ensemble du Québec	180 297
01 - Bas-Saint-Laurent	4 817
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	7 279
03 - Capitale-Nationale	14 567
04 - Mauricie	7 884
05 - Estrie	7 712
06 - Île-de-Montréal	49 715
07 - Outaouais	7 742
08 - Abitibi-Témiscamingue	2 459
09 - Côte-Nord	2 982
10 - Nord-du-Québec	258
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	5 748
12 - Chaudière-Appalaches	5 530
13 - Laval	8 306
14 - Lanaudière	9 666
15 - Laurentides	14 739
16 - Montérégie	27 367
17 - Centre-du-Québec	4 597

* Ces données ont été extraites le 21 avril 2020.

SOURCE : Secteur des opérations
COLLABORATION : Direction des ressources externes
VALIDATION: Direction de l’analyse et de l’information de gestion
DATE : 1^{er} juin 2020
3RP39_06-01_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

Titre :
Concernant les centres d'appels :
a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années ;
b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années ;
c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années ;
d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP :
i. Nombre d'appels reçus ;
ii. Taux de non-réponse.

Exposé et statistiques :

a) Liste des contrats octroyés en 2019-2020

Fournisseur externe	Montant
IBM Canada limitée	5 941 095,09 \$
Solutions Oxilio inc.	10 400,33 \$

Montant des acquisitions et de la maintenance pour les licences reliées aux centres d'appels

Le MTESS a payé un montant de 1 359 014,24 \$ en 2019-2020.

b) Liste des fournisseurs externes ainsi que la valeur des dépenses

Fournisseur externe	Montant
Bell Canada	30 424,68 \$
Centre de services partagés du Québec	259 071,17 \$
Connex Québec inc.	503 002,81 \$
Services Conseils SAO inc.	22 118,75 \$
IBM Canada limitée	-
IBM Canada limitée (COVID-19)	54 478,90 \$
Connex (Covid-19)	15 000,00 \$

c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels

Il n'y a pas de coût supplémentaire lors de la défaillance du système puisque le MTESS dispose des contrats de services qui prennent en charge ce volet.

d) Nombre d'appels reçus et taux de non-réponse au 31 mars 2020

Nom du centre d'appels	Nombre d'appels reçus	Taux de non-réponse
Centre de relations avec la clientèle de Services Québec	1 215 356 ¹	1,50 %
Centre administratif de la qualification professionnelle	24 503	0,00 %
Centre d'assistance au placement	83 861	0,00 %
Centre de relations avec la clientèle – Renseignements généraux, emploi et programmes d'aide de dernier recours	47 705	1,02 %
Centre de communication avec la clientèle	985 225	5,52 %
Centre du service à la clientèle du RQAP	406 369	0,03 %
Directeur de l'état civil	305 119	8,60 %
Service d'immatriculation des armes à feu	81 039	7,70 %

¹ Les CRCSQ sont les centres d'appels dédiés pour les appels de la ligne Urgence Québec. Cette ligne a été activée le 9 mars 2020 en raison de la crise sanitaire de 2020. La donnée présentée inclut les appels reçus sur la ligne Urgence Québec durant le mois de mars 2020. Devant l'ampleur de la situation, les services usuels ont été temporairement suspendus à partir du 13 mars 2020 afin de dédier l'ensemble des opérations au niveau de la prise d'appels pour la ligne Urgence Québec (Covid-19).

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Secteur des opérations, Secteur des registres de l'État et Secteur du développement et partenariats de Services Québec

DATE : 2020-05-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-42

Titre :

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti.

Exposé et statistiques :

Le mandat du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté sur le site Web du comité d'experts à l'adresse suivante :

<http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Pages/Accueil.aspx>

- Les membres du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti sont :
 - ✓ Dorothée Boccanfuso, professeure titulaire au Département d'économie de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke (Présidente du comité).
 - ✓ Jean-Michel Cousineau, économiste et professeur titulaire à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal.
 - ✓ Raquel Fonseca, professeure agrégée au Département des sciences économiques de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.
- Le comité d'experts a déposé les volumes 1 et 2 de son rapport final le 13 novembre 2017. Le volume 3 a été déposé le 15 juin 2018.

Le communiqué de presse annonçant le dévoilement du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?aiguillage=ajd&type=1&idArticle=2511137927>

Les volumes 1, 2 et 3 du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peuvent être consultés sur le site Web du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à l'adresse suivante :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/revenu_min_garanti.asp

- Les recommandations formulées par le Comité d'experts sur le revenu minimum garanti ont été analysées et certaines ont inspiré le gouvernement dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, dévoilé le 10 décembre 2017, notamment avec l'annonce de l'introduction d'un premier revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi.

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 peut être consulté à l'adresse suivante :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

- Les contrats de services professionnels des experts ont représenté une dépense de 346 878,29 \$ pour les honoraires et les frais de déplacement. Cette dépense a été assumée à 50 % par le ministère des Finances.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 21 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les quatres dernières années. Fournir les prévisions pour 2020-2021.

Au 25 mars 2020, on compte 3 136 employés œuvrant dans les bureaux locaux.

Considérant le déploiement des bureaux de Services Québec dans les différentes régions du Québec, le Ministère présente des données complètes des effectifs œuvrant dans les bureaux locaux et non plus uniquement les effectifs travaillant dans les centres locaux d'emploi.

Ainsi, les données sont présentées par bureau, soit un édifice où est située minimalement une unité administrative offrant des services à la clientèle au comptoir.

Cette façon de comptabiliser les données vise notamment à assurer une meilleure vision du nombre d'effectifs dans chacun des bureaux œuvrant en service à la clientèle.

Si d'autres unités administratives offrant des services à la clientèle à portée locale, régionale ou provinciale sont situées dans le même édifice, elles sont comptabilisées dans les effectifs du bureau.

Si des unités administratives sont dans un édifice où il n'y a pas de bureaux offrant des services au comptoir, l'effectif n'est pas comptabilisé.

Vous référer à la liste en annexe pour les effectifs par bureau.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : SO

VALIDATION :

DATE : 2020-05-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46-Annexe 01

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d’emploi, par région, par famille d’emploi et par classe d’emploi, pour les quatres dernières années.
Fournir les prévisions pour 2020-2021.

Effectif en lien d'emploi (régulier et occasionnel) pour les bureaux offrant un service au comptoir pour la clientèle¹
(données 2019-2020 au 25 mars 2020)

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
01. Bas-Saint-Laurent	Amqui	49, boul. Saint-Benoît Est	Professionnel	111	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214	6
			Total Technicien		6
			Soutien	200	2
			Total Soutien		2
		Total 49, boul. Saint-Benoît Est			9
	La Pocatière	161, route 230 Ouest	Professionnel	111	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214	5
			Total Technicien		5
			Soutien	200	1
		Total 161, route 230 Ouest		249	1
			Total Soutien		2
					8
			Total La Pocatière		8

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
Matane	750, avenue du Phare Ouest		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien			9	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			2	
			Total 750, avenue du Phare Ouest			13	
	Total Matane			13			
	Mont-Joli	42, avenue Doucet		Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel	111	Attaché d'administration	1
				Total Professionnel			1
Technicien				214	Agent d'aide socio-économique	6	
Total Technicien						6	
Soutien				200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	1	
Total Soutien						2	
Total 42, avenue Doucet						10	
Total Mont-Joli				10			
Rimouski		337, rue Moreault		Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel	111	Attaché d'administration	3
				Total Professionnel			3
	Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	20	
	Total Technicien					20	
	Soutien			200	Agent de bureau	4	
				249	Préposé aux renseignements	2	
	Total Soutien					6	
	Total 337, rue Moreault					30	
	Total Rimouski			30			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Rivière-du-Loup	385, rue Lafontaine	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	12
			Total Technicien		12
			Soutien	249 Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien		3
			Total 385, rue Lafontaine		18
					18
	Saint-Pascal	235, rue Rochette	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1
			Total 235, rue Rochette		1
			1		
	Total Saint-Pascal	4, rue de la Gare	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien		7
			Soutien	200 Agent de bureau	2
			Total Soutien		2
			Total 4, rue de la Gare		11
			11		
Total Témiscouata-sur-le-Lac	Trois-Pistoles	634, rue Richard	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien		3
			Soutien	200 Agent de bureau	1
			Total Soutien		1
			Total 634, rue Richard		4
					4
Total Trois-Pistoles					
Total 01. Bas-Saint-Laurent					104

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL			
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	725, rue Harvey Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
			Total Cadre			1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3			
			Total Professionnel			3			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13			
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1			
			Total Technicien			14			
			Soutien	200	Agent de bureau	1			
				249	Préposé aux renseignements	1			
			Total Soutien			2			
	Total 725, rue Harvey Ouest						20		
	Dolbeau-Mistassini	1500, rue des Érables	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
			Total Cadre			1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3			
			Total Professionnel			3			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8			
			Total Technicien			8			
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3			
			Total Soutien			3			
			Total 1500, rue des Érables						15
			Total Dolbeau-Mistassini Roberval	755, boul. Saint-Joseph	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
	Total Cadre					1			
	Professionnel	111			Attaché d'administration	2			
	Total Professionnel					2			
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique	11			
		264			Technicien en administration	1			
	Total Technicien					12			
Soutien	200	Agent de bureau			1				
	249	Préposé aux renseignements			3				
Total Soutien					4				
Total 755, boul. Saint-Joseph						19			
Total Roberval						19			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
03. Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul	915, boul. Monseigneur-de-Laval	Professionnel	111	Attaché d'administration
			Total Professionnel		2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		2
			Soutien	200	Agent de bureau
				249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		2
		Total 915, boul. Monseigneur-de-Laval			6
		Total Baie-Saint-Paul			6
		Cap-Santé	Soutien	249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		1
	Total Cap-Santé	Total 433, route 138			1
		3, rue de la Seigneurie	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		2
			Soutien	200	Agent de bureau
				249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		2
		Total 3, rue de la Seigneurie			4
		Total Château-Richer			4
		Donnacona	Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Professionnel	111	Attaché d'administration
			Total Professionnel		2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		11
			Soutien	200	Agent de bureau
			Total Soutien		3
		Total 100, route 138			17
		Total Donnacona			17
	La Malbaie	21, rue Patrick-Morgan	Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Professionnel	111	Attaché d'administration
			Total Professionnel		2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		6
			Soutien	249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		2
		Total 21, rue Patrick-Morgan			11
		Total La Malbaie			11

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
Québec	1020, route de l'Église	Total 1020, route de l'Église	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	7		
			Total Professionnel			7		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			31		
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	5		
			Total Soutien			7		
								46
			2535, boul. Laurier	Total 2535, boul. Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
					Total Cadre			1
					Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
	Total Professionnel					1		
	Technicien	264			Technicien en administration	9		
	Total Technicien					9		
	Soutien	200			Agent de bureau	32		
		213			Auxiliaire en informatique	4		
		249			Préposé aux renseignements	18		
	Total Soutien					54		
						65		
400, boul. Jean-Lesage	Total 400, boul. Jean-Lesage	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
		Total Cadre			1			
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4			
		Total Professionnel			4			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33			
			264	Technicien en administration	1			
		Total Technicien			34			
		Soutien	200	Agent de bureau	5			
			221	Agent de secrétariat	1			
			249	Préposé aux renseignements	3			
		Total Soutien			9			
							48	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
		773, avenue Royale	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
			Total Technicien			21	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	4	
			Total Soutien			4	
			Total 773, avenue Royale			29	
			787, boul. Lebourgneuf	Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1
				Total Professionnel			1
				Technicien	264	Technicien en administration	1
				Total Technicien			1
				Soutien	249	Préposé aux renseignements	12
		Total Soutien				12	
		Total 787, boul. Lebourgneuf				14	
		8000, boul. Henri-Bourassa		Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel	111	Attaché d'administration	2
				116	Conseiller orientation profess.	1	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34	
			Total Technicien			34	
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	5	
			Total Soutien			7	
			Total 8000, boul. Henri-Bourassa			45	
Total Québec				247			
Total 03. Capitale-Nationale				286			
04. Mauricie	La Tuque	655, rue Desbiens	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	4	
		Total Technicien			8		
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			1		
		Total 655, rue Desbiens			9		
		Total La Tuque			9		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
Louiseville	511, rue Marcel		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien		7	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
	Total 511, rue Marcel				10	
	Total Louiseville					
	Sainte-Genève-de-Batiscan	213, rue de l'Église	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
		Total 213, rue de l'Église				1
	Sainte-Thède	301, rue Saint-Jacques	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien		2	
		Total 301, rue Saint-Jacques				2
Total Sainte-Thède						
Shawinigan	212, 6e rue de la Pointe		Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel		4	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			Total Technicien		15	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
			249	Préposé aux renseignements	4	
		Total Soutien		6		
		Total 212, 6e rue de la Pointe				27
		401, 5e Avenue	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total Technicien			5		
	Soutien		200	Agent de bureau	1	
	249	Préposé aux renseignements	1			
Total Soutien				2		
Total 401, 5e Avenue				7		
Total Shawinigan						
34						

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL			
	Trois-Rivières	225, rue des Forges	Cadre	630 Cadre supérieur	2			
			Total Cadre		2			
			Professionnel	111 Attaché d'administration	6			
			Total Professionnel		6			
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique 264 Technicien en administration	30			
			Total Technicien		31			
			Soutien	200 Agent de bureau 221 Agent de secrétariat 249 Préposé aux renseignements	4 1 5			
			Total Soutien		10			
			Total 225, rue des Forges		49			
			Total Trois-Rivières		49			
								105
			05. Estrie	Asbestos	597, boul. Simoneau	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	3
	Total Technicien					3		
Soutien	200 Agent de bureau	1						
Total Soutien		1						
Total 597, boul. Simoneau		4						
Total Asbestos Coaticook	29, rue Main Est	Professionnel		111 Attaché d'administration	1			
		Total Professionnel			1			
		Technicien		214 Agent d'aide socio-économique	1			
		Total Technicien			1			
		Soutien		249 Préposé aux renseignements	1			
		Total Soutien			1			
		Total 29, rue Main Est			3			
		Total Coaticook			3			
Cookshire-Eaton	89, rue du Parc	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1				
		Total Soutien		1				
		Total 89, rue du Parc		1				
Total Cookshire-Eaton East Angus	120, rue Angus Nord	Professionnel	111 Attaché d'administration	1				
		Total Professionnel		1				
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	5				
		Total Technicien		5				
		Soutien	249 Préposé aux renseignements	1				
		Total Soutien		1				
Total 120, rue Angus Nord		7						
Total East Angus		7						

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
Lac-Mégantic	5535, rue Papineau		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien			2	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
			Total 5535, rue Papineau			4	
	Total Lac-Mégantic Magog	1700, rue Sherbrooke		Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel	111	Attaché d'administration	1
				Total Professionnel			1
				Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
				Total Technicien			15
				Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2	
Total Soutien						3	
Total 1700, rue Sherbrooke						20	
Total Magog Richmond	745, rue Gouin		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
			Total 745, rue Gouin			1	
Total Richmond Sherbrooke	70, rue King Ouest		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			Total Professionnel			5	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26	
			Total Technicien			26	
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
		221	Agent de secrétariat	1			
		249	Préposé aux renseignements	3			
	Total Soutien			11			
	Total 70, rue King Ouest			44			
	Total Sherbrooke Stanstead	674, rue Dufferin		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
				Total Soutien			1
				Total 674, rue Dufferin			1
Total Stanstead						1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
06. Montréal	Windsor	5, rue des Sources	Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
			Total Professionnel		2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
			Total Technicien		5			
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien		1			
			Total 5, rue des Sources		8			
	Total Windsor						8	
	Total 05. Estrie						93	
	Côte-Saint-Luc	6900, boul. Décarie	Cadre	630	Cadre supérieur	3		
			Total Cadre		3			
			Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		
			111	Attaché d'administration	22			
			Total Professionnel		23			
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	36			
264			Technicien en administration	1				
Total Technicien			37					
Soutien			249	Préposé aux renseignements	8			
Total Soutien			8					
Total 6900, boul. Décarie			71					
Total Côte-Saint-Luc						71		
Montréal			1004, rue Saint-Antoine Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
	Total Cadre			2				
	Technicien	214		Agent d'aide socio-économique	25			
	264	Technicien en administration		1				
	Total Technicien			26				
	Soutien	200		Agent de bureau	27			
	249	Préposé aux renseignements		3				
	Total Soutien			30				
	Total 1004, rue Saint-Antoine Ouest			58				
	10520, boul. de l'Acadie	Cadre		630	Cadre supérieur	2		
		Total Cadre		2				
		Professionnel		105	Agent rech.et planific.socio-économ.	5		
		Total Professionnel		5				
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	26				
Total Technicien		26						
Soutien		200	Agent de bureau	3				
249		Préposé aux renseignements	5					
Total Soutien		8						
Total 10520, boul. de l'Acadie		41						

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
	1055, rue Galt		Cadre	630	Cadre supérieur	2		
			Total Cadre			2		
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	6		
				111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel			7		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	45		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	13		
			Total Technicien			58		
			Soutien	200	Agent de bureau	4		
				249	Préposé aux renseignements	3		
			Total Soutien			7		
			Total 1055, rue Galt			74		
			1260, rue Sainte-Catherine Est		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
					Total Technicien			12
					Soutien	249	Préposé aux renseignements	4
					Total Soutien			4
	Total 1260, rue Sainte-Catherine Est					16		
	2050, rue de Bleury				Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1		
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		
			Total Professionnel			1		
			Technicien	264	Technicien en administration	10		
			Total Technicien			10		
			Soutien	200	Agent de bureau	15		
				221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	31		
			Total Soutien			47		
			Total 2050, rue de Bleury			59		
			2212, avenue Dollard		Cadre	630	Cadre supérieur	1
					Total Cadre			1
					Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
					Total Technicien			30
	Soutien	200			Agent de bureau	2		
		221			Agent de secrétariat	1		
		249			Préposé aux renseignements	3		
	Total Soutien					6		
	Total 2212, avenue Dollard			37				

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		2740, rue Remembrance	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien			16
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			3
		Total 2740, rue Remembrance				20
		287, rue Notre-Dame Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			43
			Soutien	200	Agent de bureau	7
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			12
			Total 287, rue Notre-Dame Ouest			
	3750, boul. Crémazie Est		Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Total Cadre			2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel			1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	11	
		Total Technicien			41	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			249	Préposé aux renseignements	3	
		Total Soutien			6	
		Total 3750, boul. Crémazie Est				50
		4427, Rouen	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total Technicien			6		
	Soutien		200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	3	
	Total Soutien			4		
	Total 4427, Rouen				11	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
		5105, avenue de Gaspé	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre		2		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	16	
			Total Professionnel		16		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29	
			264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien		30		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	4		
			Total Soutien		6		
		Total 5105, avenue de Gaspé					54
		5656, rue d'Iberville	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
			264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien		23		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	4		
	Total Soutien		6				
	Total 5656, rue d'Iberville					30	
	5872, boul. Léger	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
		Total Cadre		2			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	40		
		264	Technicien en administration	1			
		Total Technicien		41			
		Soutien	200	Agent de bureau	5		
		249	Préposé aux renseignements	2			
		Total Soutien		7			
		Total 5872, boul. Léger					50
		6600, chemin de la Côte-des-Neiges	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
			Total 6600, chemin de la Côte-des-Neiges				
	6690, rue Sherbrooke Est		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Total Cadre		1			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25		
		Total Technicien		25			
		Soutien	200	Agent de bureau	12		
		249	Préposé aux renseignements	6			
		Total Soutien		18			
		Total 6690, rue Sherbrooke Est					44

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
		7077, avenue du Parc	Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		14
			Soutien	200	Agent de bureau
				249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		5
		Total 7077, avenue du Parc			20
		8257, boul. Langelier	Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		20
			Soutien	249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		4
		Total 8257, boul. Langelier			25
	Total Montréal				647
	Pointe-Claire	1000, boul. Saint-Jean	Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		20
			Soutien	200	Agent de bureau
				249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		4
		Total 1000, boul. Saint-Jean			25
					25
		Total Pointe-Claire			743
	Campbell's bay	1290, route 148	Professionnel	111	Attaché d'administration
			Total Professionnel		2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		5
			Soutien	200	Agent de bureau
				249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		2
		Total 1290, route 148			9
					9
		Total Campbell's bay			9

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL				
Gatineau		154, rue MacLaren	Soutien	200 Agent de bureau	1				
			Total Soutien		1				
			Total 154, rue MacLaren	170, rue de l'Hôtel-de-Ville	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	11		
					264 Technicien en administration		1		
					Total Technicien		12		
					Soutien	249 Préposé aux renseignements	5		
					Total Soutien		5		
					Total 170, rue de l'Hôtel-de-Ville	420, boul. Wilfrid-Lavigne	Cadre	630 Cadre supérieur	17
							Total Cadre		1
							Professionnel	111 Attaché d'administration	1
							Total Professionnel		1
							Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	31
			Total Technicien				31		
			Soutien	200 Agent de bureau			8		
			221 Agent de secrétariat	1					
			Total Soutien				9		
			Total 420, boul. Wilfrid-Lavigne	456, boul. de l'Hôpital			Cadre	630 Cadre supérieur	42
					Total Cadre		2		
					Professionnel	111 Attaché d'administration	13		
					Total Professionnel		13		
					Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	45		
					Total Technicien		45		
					Soutien	200 Agent de bureau	12		
					249 Préposé aux renseignements	2			
					Total Soutien		14		
					Total 456, boul. de l'Hôpital		74		
			Total Gatineau	Maniwaki	100, rue Principale Sud	Professionnel	111 Attaché d'administration	134	
						Total Professionnel		2	
						Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	9	
Total Technicien		9							
Soutien	200 Agent de bureau	3							
249 Préposé aux renseignements	3								
Total Soutien		6							
Total 100, rue Principale Sud		17							
Total Maniwaki								17	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
08. Abitibi-Témiscamingue	Papineauville	365, rue Papineau	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique 223 Évaluateur conduite véhic.routiers	6 3
			Total Technicien		9
			Soutien	249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1
			Total 365, rue Papineau		12
			Total Papineauville		12
	Amos	262, 1re avenue Est	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	17
			Total Technicien		17
			Soutien	200 Agent de bureau 249 Préposé aux renseignements	4 2
Total Soutien				6	
Total 262, 1re avenue Est				26	
Total Amos				26	
La Sarre	655, 2e Rue Est	Professionnel	111 Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel		1	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique 298 Enquêteur en matières frauduleuses	7 1	
		Total Technicien		8	
		Soutien	200 Agent de bureau 249 Préposé aux renseignements	1 2	
		Total Soutien		3	
		Total 655, 2e Rue Est		12	
		Total La Sarre		12	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL			
	Rouyn-Noranda	189, avenue Murdoch	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			116	Conseiller orientation profess.	1			
			Total Professionnel		4			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8		
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1			
			Total Technicien		9			
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
			249	Préposé aux renseignements	3			
			Total Soutien		5			
			Total 189, avenue Murdoch		19			
			Total Rouyn-Noranda Senneterre	481, 7e Avenue Ouest	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
					Total Technicien		3	
	Soutien	200			Agent de bureau	1		
	Total Soutien				1			
	Total 481, 7e Avenue Ouest				4			
	Total Senneterre Val-d'Or	186, avenue Perreault			Cadre	630	Cadre supérieur	1
					Total Cadre		1	
					Professionnel	111	Attaché d'administration	3
					Total Professionnel		3	
					Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
					Total Technicien		8	
					Soutien	200	Agent de bureau	3
					249	Préposé aux renseignements	3	
					Total Soutien		6	
			Total 186, avenue Perreault		18			
			Total Val-d'Or Ville-Marie	1B, rue Notre-Dame Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1
Total Cadre					1			
Professionnel					111	Attaché d'administration	1	
Total Professionnel					1			
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique			4			
Total Technicien		4						
Soutien	249	Préposé aux renseignements			4			
Total Soutien		4						
Total 1B, rue Notre-Dame Nord		10						
Total Ville-Marie					10			
					10			
Total 08. Abitibi-Témiscamingue					89			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
09. Côte-Nord	Baie-Comeau	625, boul. Lafèche	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien		8
			Soutien	200 Agent de bureau	1
				249 Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		3
		Total 625, boul. Lafèche			14
	Forestville	134, route 138 Est	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien		4
			Soutien	200 Agent de bureau	1
			Total Soutien		1
		Total 134, route 138 Est			7
	Forestville	1280, rue de la Digue	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien		4
			Soutien	200 Agent de bureau	1
				249 Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		3
		Total 1280, rue de la Digue			10
	Forestville	1280, rue de la Digue	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien		4
			Soutien	200 Agent de bureau	1
				249 Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		3
		Total 1280, rue de la Digue			10
	Forestville	459, route 138	Professionnel	111 Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	2
				223 Évaluateur conduite véhic.routiers	1
			Total Technicien		3
			Soutien	249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1
		Total 459, route 138			5
	Forestville	Les Escoumins	Total Les Escoumins		5

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
Total 09, Côte-Nord 10. Nord-du-Québec	Port-Cartier	2, rue Élie-Rochefort	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	2
				223 Évaluateur conduite véhic.routiers	1
			Total Technicien		3
			Soutien	249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1
	Total Port-Cartier Sept-Îles	Total 2, rue Élie-Rochefort			4
					4
			Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	3
			Total Professionnel		3
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	10
			Total Technicien		10
			Soutien	200 Agent de bureau	3
				249 Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		5
					19
					19
					59
	Beaucanton	2709, boul. Curé McDuff	Soutien	200 Agent de bureau	1
				249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		2
					2
					2
Total Beaucanton Chibougamau	Total Beaucanton Chibougamau	Total 2709, boul. Curé McDuff			2
					2
			Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien		7
			Soutien	200 Agent de bureau	2
				249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		3
					12
					12
					12
	Total Chibougamau Chisasibi	Total 333, 3e Rue			12
					12
			Soutien	249 Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		2
					2
Total Chisasibi	Total Chisasibi	Total 15, Maamuu Road			2
					2

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
	Lebel-sur-Quévillon	107, Principale Sud	Professionnel	111 Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	2		
			223 Évaluateur conduite véhic.routiers	1			
			Total Technicien		3		
			Soutien	200 Agent de bureau	1		
			249 Préposé aux renseignements	1			
			Total Soutien		2		
			Total 107, Principale Sud		6		
						6	
			Total Lebel-sur-Quévillon	Matagami	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	1
					Total Technicien		1
		Total 100, Place du Commerce		1			
		Total Matagami		1			
				1			
Total 10. Nord-du-Québec					23		
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	173, avenue de Port-Royal	Professionnel	111 Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel		3		
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	9		
			298 Enquêteur en matières frauduleuses	1			
			Total Technicien		10		
			Soutien	200 Agent de bureau	1		
			249 Préposé aux renseignements	3			
			Total Soutien		4		
			Total 173, avenue de Port-Royal		17		
						17	
			Total Bonaventure	Cap-aux-Meules	Cadre	630 Cadre supérieur	1
					Total Cadre		1
		Professionnel	111 Attaché d'administration	2			
		Total Professionnel		2			
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	6			
		264 Technicien en administration	1				
		Total Technicien		7			
		Soutien	200 Agent de bureau	1			
		249 Préposé aux renseignements	1				
		Total Soutien		2			
		Total 120, chemin de Gros-Cap		12			
Total Cap-aux-Meules					12		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
Carleton-sur-Mer	314, boul. Perron	Cadre		630 Cadre supérieur	1		
		Total Cadre			1		
		Professionnel		111 Attaché d'administration	3		
		Total Professionnel			3		
		Technicien		214 Agent d'aide socio-économique	8		
		Total Technicien			8		
		Soutien		200 Agent de bureau	1		
				221 Agent de secrétariat	1		
				249 Préposé aux renseignements	2		
		Total Soutien			4		
		Total 314, boul. Perron			16		
		Total Carleton-sur-Mer	101, rue Commerciale Ouest	Cadre		630 Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel		111 Attaché d'administration	2
				Total Professionnel			2
				Technicien		214 Agent d'aide socio-économique	8
				298 Enquêteur en matières frauduleuses	1		
Total Technicien					9		
Soutien				200 Agent de bureau	1		
				249 Préposé aux renseignements	1		
Total Soutien					2		
Total 101, rue Commerciale Ouest					14		
Total Chandler	96, Montée de Sandy Beach			Cadre		630 Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel		111 Attaché d'administration	3
				Total Professionnel			3
				Technicien		214 Agent d'aide socio-économique	7
		Total Technicien			7		
		Soutien		200 Agent de bureau	1		
				249 Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			2		
		Total 96, Montée de Sandy Beach			13		
		Total Gaspé	124, route 132 Ouest	Soutien		249 Préposé aux renseignements	1
				Total Soutien			1
				Total 124, route 132 Ouest			1
		Total Percé					1

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
12. Chaudière-Appalaches	Pointe-à-la-Croix	136A, boul. Interprovincial	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1
	Total Pointe-à-la-Croix	Total 136A, boul. Interprovincial			1
	Sainte-Anne-des-Monts	39, boul. Sainte-Anne Ouest	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien		5
			Soutien	200 Agent de bureau	1
				249 Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		3
		Total 39, boul. Sainte-Anne Ouest			11
	Total Sainte-Anne-des-Monts				11
	Total 11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				85
	Beauceville	111, 107e Rue	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1
	Total Beauceville	Total 111, 107e Rue			1
	Lac-Étchemin	1554, route 277	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		6
			Soutien	200 Agent de bureau	4
			Total Soutien		4
		Total 1554, route 277			10
	Total Lac-Étchemin				10
3RP46-Annexe01_05-28_SSGRI.XLSX	Lévis	1205, boul. Guillaume-Couture	Cadre	630 Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2
			Professionnel	111 Attaché d'administration	5
			Total Professionnel		5
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	25
				298 Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien		26
			Soutien	200 Agent de bureau	3
				249 Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien		8
	Total Lévis	Total 1205, boul. Guillaume-Couture			41
					41

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
Montmagny		116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Professionnel	111	Attaché d'administration
			Total Professionnel		3
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		8
			Soutien	200	Agent de bureau
				221	Agent de secrétariat
				249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		1
					4
			Total 116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest		16
					16
			Soutien	249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		1
Sainte-Croix		6375, rue Garneau			1
			Total 6375, rue Garneau		1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
Sainte-Hénédine		115, rue Langevin			1
			Total 115, rue Langevin		1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
					1
Sainte-Marie		1037, boul. Vachon Nord	Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Professionnel	111	Attaché d'administration
			Total Professionnel		2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		10
			Soutien	200	Agent de bureau
			Total Soutien		4
					4
			Total 1037, boul. Vachon Nord		17
					17
					17
					17
					17
					17

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
Saint-Georges	Saint-Georges	11400, 1re Avenue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			4
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien			18
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			249	Préposé aux renseignements	4	
			Total Soutien			5
			Total 11400, 1re Avenue Est			28
			Total Saint-Georges			28
Saint-Jean-Port-Joli	Saint-Jean-Port-Joli	442, route de l'Église	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			3
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			1
			Total 442, route de l'Église			4
			Total Saint-Jean-Port-Joli			4
Saint-Lazare-de-Bellechasse	Saint-Lazare-de-Bellechasse	100, rue Monseigneur-Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			1
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			1
			Total 100, rue Monseigneur-Bilodeau			2
			Total Saint-Lazare-de-Bellechasse			2
Saint-Raphaël	Saint-Raphaël	23, avenue Chanoine-Audet	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			1
			Total 23, avenue Chanoine-Audet			1
Total Saint-Raphaël			1			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
	Thetford Mines	693, rue Saint-Alphonse Nord	Cadre	630 Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111 Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel		3	
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	24	
			264 Technicien en administration	1		
			298 Enquêteur en matières frauduleuses	1		
			Total Technicien		26	
			Soutien	200 Agent de bureau	1	
			249 Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		3	
			Total 693, rue Saint-Alphonse Nord			33
			Total Thetford Mines			33
			Total 12. Chaudière-Appalaches			
	13. Laval	Laval	1438, boul. Daniel-Johnson	Cadre	630 Cadre supérieur	2
Total Cadre					2	
Professionnel				111 Attaché d'administration	9	
Total Professionnel					9	
Technicien				214 Agent d'aide socio-économique	29	
264 Technicien en administration				1		
Total Technicien					30	
Soutien				200 Agent de bureau	2	
221 Agent de secrétariat				1		
249 Préposé aux renseignements				14		
Total Soutien					17	
Total 1438, boul. Daniel-Johnson					58	
3, Place Laval				Cadre	630 Cadre supérieur	2
				Total Cadre		2
		Professionnel	111 Attaché d'administration	1		
	Total Professionnel		1			
	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	42			
	264 Technicien en administration	1				
	Total Technicien		43			
	Soutien	200 Agent de bureau	9			
	Total Soutien		9			
Total 3, Place Laval			55			
Total Laval			113			
Total 13. Laval					113	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
14. Lanaudière	Berthierville	90, place du Marché	Professionnel	111	1		
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	31		
			298	Agent d'aide socio-économique Enquêteur en matières frauduleuses	1		
			Total Technicien		32		
			Soutien	200	Agent de bureau	4	
			Total Soutien		4		
			Total 90, place du Marché		37		
			Total Berthierville		37		
			Joliette	409, rue Notre-Dame	Cadre	630	1
	Total Cadre				1		
	Professionnel	111			2		
	Total Professionnel				2		
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique	19	
	264	Technicien en administration			1		
	Total Technicien				20		
	Soutien	200			Agent de bureau	6	
	249	Préposé aux renseignements			2		
	Total Soutien				8		
	Total 409, rue Notre-Dame				31		
	Total Joliette				31		
	L'Assomption	867, boul. L'Ange-Gardien			Soutien	249	2
					Total Soutien		2
					Total 867, boul. L'Ange-Gardien		2
					Total L'Assomption		2
	Rawdon	3486, rue Queen	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
Total Cadre				1			
Professionnel			111	Attaché d'administration	1		
Total Professionnel				1			
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	8		
264			Technicien en administration	1			
298			Enquêteur en matières frauduleuses	3			
Total Technicien				12			
Soutien			200	Agent de bureau	2		
249			Préposé aux renseignements	1			
Total Soutien				3			
Total 3486, rue Queen				17			
Total Rawdon				17			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
	Repentigny	155, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26	
			264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			27	
			Soutien	200	Agent de bureau	11	
			Total Soutien			11	
			Total 155, rue Notre-Dame			42	
	Sainte-Julienne	2495, rue Cartier	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
			264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			20	
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
			Total Soutien			3	
			Total 2495, rue Cartier			25	
Saint-Jean-de-Matha	941, route Louis-Cyr	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
		Total Technicien			5		
		Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Total Soutien			1		
		Total 941, route Louis-Cyr			6		
		Saint-Jean-de-Matha Terrebonne	1590, chemin Gascon	Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel	111	Attaché d'administration	2
				Total Professionnel			2
				Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
298	Enquêteur en matières frauduleuses			4			
Total Technicien					25		
Soutien	200			Agent de bureau	9		
Total Soutien					9		
Total 1590, chemin Gascon					37		
Total Terrebonne					37		
					197		
Total 14. Lanaudière							

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
15. Laurentides	Lachute	505, avenue Béthany	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien		8
			Soutien	200 Agent de bureau	4
			Total Soutien		4
			Total 505, avenue Béthany		14
					14
	Mont-Laurier	585, rue Hébert	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Professionnel	111 Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien		8
			Soutien	200 Agent de bureau	1
				221 Agent de secrétariat	1
				249 Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		3
			Total 585, rue Hébert		13
					13
	Total Mont-Laurier	Rivière-Rouge	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		1
			Total 1355, rue L'Annonciation Sud		1
	Total Rivière-Rouge	Sainte-Adèle			1
			Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	19
			Total Technicien		19
			Soutien	200 Agent de bureau	8
				249 Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		10
	Total Sainte-Adèle	Total 400, boul. de Sainte-Adèle			30
					30

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
Sainte-Agathe-des-Monts	1, rue Raymond		Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Professionnel	111	Attaché d'administration
			Total Professionnel		2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		14
			Soutien	200	Agent de bureau
				249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		6
			Total 1, rue Raymond		23
			Total Sainte-Agathe-des-Monts		23
			Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Professionnel	111	Attaché d'administration
Sainte-Thérèse	100, boul. Ducharme		Total Professionnel		8
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		28
			Soutien	200	Agent de bureau
			Total Soutien		8
			Total 100, boul. Ducharme		45
			Total Sainte-Thérèse		45
			Cadre	630	Cadre supérieur
			Total Cadre		1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique
			Total Technicien		7
			Soutien	200	Agent de bureau
				249	Préposé aux renseignements
			Total Soutien		6
			Total 367, boul. Arthur-Sauvé		14
			Total Saint-Eustache		14

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
15. Laurentides	Saint-Jérôme	275, rue Latour	Cadre	630 Cadre supérieur	2	
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111 Attaché d'administration	5	
			Total Professionnel		5	
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	41	
			Total Technicien		41	
			Soutien	200 Agent de bureau	8	
				221 Agent de secrétariat	1	
				249 Préposé aux renseignements	6	
			Total Soutien		15	
	Total 275, rue Latour				63	
	Total Saint-Jérôme					63
						203
	16. Montérégie	Acton Vale	1130, rue Daigneault	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	1
				Total Technicien		1
Total Acton Vale Beauharnois		140, rue Saint-Laurent	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1	
			Total 140, rue Saint-Laurent			1
Total Beauharnois Bedford		4, rue Adhémar-Cusson	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1	
			Total 4, rue Adhémar-Cusson			1
Total Bedford Beloeil		515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier	Cadre	630 Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111 Attaché d'administration	7	
			Total Professionnel		7	
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	14	
				264 Technicien en administration	2	
			Total Technicien		16	
	Soutien		200 Agent de bureau	4		
			249 Préposé aux renseignements	1		
	Total Soutien			5		
Total 515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier				29		
Total Beloeil Boucherville	135, boul. de la Mortagne	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien		1		
		Total 135, boul. de la Mortagne			1	
Total Boucherville					1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL			
Brossard		1, Place du Commerce	Cadre	630	Cadre supérieur	2			
			Total Cadre			2			
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1			
				111	Attaché d'administration	13			
			Total Professionnel			14			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24			
				264	Technicien en administration	4			
			Total Technicien			28			
			Soutien	200	Agent de bureau	6			
				249	Préposé aux renseignements	5			
			Total Soutien			11			
			Total 1, Place du Commerce			55			
			Total Brossard			55			
			Châteauguay		180, boul. d'Anjou	Cadre	630	Cadre supérieur	1
						Total Cadre			1
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				29			
Total Technicien						29			
Soutien	200	Agent de bureau				7			
Total Soutien						7			
Total 180, boul. d'Anjou						37			
Total Châteauguay						37			
Cowansville		406, rue du Sud				Professionnel	111	Attaché d'administration	2
						Total Professionnel			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5			
			Total Technicien			5			
			Soutien	200	Agent de bureau	3			
			Total Soutien			3			
			Total 406, rue du Sud			10			
Total Cowansville			10						

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
	Marieville	497, rue Sainte-Marie	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien		2	
			Soutien	200 Agent de bureau	1	
				249 Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		2	
		Total 497, rue Sainte-Marie		4		
		Saint-Constant	126, rue Saint-Pierre	Cadre	630 Cadre supérieur	4
				Total Cadre		1
				Professionnel	111 Attaché d'administration	3
				Total Professionnel		3
	Technicien			214 Agent d'aide socio-économique	15	
			264 Technicien en administration	1		
	Total Technicien			16		
	Soutien		200 Agent de bureau	2		
	Total Soutien			2		
	Total 126, rue Saint-Pierre			22		
	Sainte-Julie	461, boul. Saint-Joseph	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1	
		Total 461, boul. Saint-Joseph		1		
	Sainte-Martine	177, rue Saint-Joseph	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1	
		Total 177, rue Saint-Joseph		1		
	Saint-Hyacinthe	3100, boul. Laframboise	Cadre	630 Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111 Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel		3	
Technicien			214 Agent d'aide socio-économique	19		
		264 Technicien en administration	1			
Total Technicien			20			
Soutien		200 Agent de bureau	4			
		249 Préposé aux renseignements	5			
Total Soutien			9			
Total 3100, boul. Laframboise		33				
Total Saint-Hyacinthe		33				

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
	Saint-Jean-sur-Richelieu	315, rue MacDonald	Cadre	630 Cadre supérieur	2		
			Total Cadre		2		
			Professionnel	111 Attaché d'administration	5		
			Total Professionnel		5		
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	29		
			264 Technicien en administration	2			
			298 Enquêteur en matières frauduleuses	12			
			Total Technicien		43		
			Soutien	200 Agent de bureau	3		
			249 Préposé aux renseignements	4			
			Total Soutien		7		
			Total 315, rue MacDonald				57
	Total Saint-Jean-sur-Richelieu Salaberry-de-Valleyfield	63, rue Champlain	Professionnel	105 Agent rech.et planific.socio-économ. 111 Attaché d'administration	1 11		
			Total Professionnel		12		
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique 264 Technicien en administration	10 2		
			Total Technicien		12		
			Soutien	200 Agent de bureau 249 Préposé aux renseignements	5 2		
			Total Soutien		7		
			Total 63, rue Champlain				31
			Total Salaberry-de-Valleyfield Sorel-Tracy	375, boul. Fiset	Cadre	630 Cadre supérieur	1
					Total Cadre		1
					Professionnel	111 Attaché d'administration	1
Total Professionnel						1	
Technicien					214 Agent d'aide socio-économique 264 Technicien en administration	11 1	
Total Technicien		12					
Soutien	200 Agent de bureau 221 Agent de secrétariat 249 Préposé aux renseignements	3 1 1					
Total Soutien		5					
Total 375, boul. Fiset						19	
Total Sorel-Tracy						19	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
17. Centre-du-Québec	Vaudreuil-Dorion	430, boul. Harwood	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel		111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel		4		
			Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien		8		
			Soutien		200	Agent de bureau	2
					249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		4		
			Total 430, boul. Harwood		17		
	Total Vaudreuil-Dorion					17	
	Total 16. Montérégie					439	
	Bécancour	1300, boul. Port-Royal	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel		111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1		
			Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien		9		
			Soutien		200	Agent de bureau	2
					249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		3		
Total 1300, boul. Port-Royal			14				
Total Bécancour					14		
Drummondville	270, rue Lindsay	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
		Total Cadre		2			
		Professionnel		111	Attaché d'administration	2	
		Total Professionnel		2			
		Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	44	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2	
		Total Technicien		46			
		Soutien		200	Agent de bureau	11	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	1	
Total Soutien		13					
Total 270, rue Lindsay		63					
Total Drummondville					63		
Nicolet	460, boul. Louis-Fréchette	Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Total Soutien		1			
		Total 460, boul. Louis-Fréchette		1			
Total Nicolet					1		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
	Plessisville	1971, rue Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien		9	
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		3	
	Total 1971, rue Bilodeau				12	
	Total Plessisville				12	
	Victoriaville	62, rue Saint-Jean-Baptiste	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
Total Technicien			19			
Soutien			200	Agent de bureau	2	
Total Soutien		2				
Total 62, rue Saint-Jean-Baptiste				25		
Total Victoriaville				25		
Total 17, Centre-du-Québec					115	
TOTAL					3 136	

¹Les données concernent exclusivement le personnel travaillant dans un édifice offrant des services au comptoir pour la clientèle, incluant les comptoirs de service du Directeur de l'état civil de la Capitale-Nationale et de Montréal (153 bureaux).

- Exclusions :
- Les effectifs de la Ville de Montréal en prêt de service au Ministère.
 - Les centres locaux d'emploi de Kuujuaq (732, rue Siuralikuuk, Kuujuaq) et de Inukjuak (Building 770, bureau 104, Inukjuak) ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.
 - Le bureau Foncier Québec de New Carlisle (87, boul. Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle) n'est également pas présenté, car il s'agit d'une employée du ministère de la Justice qui y offre les services.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 26 du 26 mars 2020 (effectifs en lien d'emploi au 25 mars 2020).

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : SO
VALIDATION :
DATE : 2020-05-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47

Titre :

Pour l'année 2019-2020 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2020-2021.

L'Entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) détermine les obligations et les responsabilités du MTESS conformément aux lois dont il est responsable. Elle définit les dépenses admissibles, soit celles liées au soutien financier pour tous les services d'intégration des immigrants en matière de mesures d'emploi et de formation ainsi que les frais de subsistance versés aux personnes réfugiés admissibles.

L'Entente accorde un montant de 75 M\$ au MTESS en 2019-2020.

Les dépenses du service public d'emploi imputées à l'Entente en 2019-2020 étaient de 74,0 M\$.

L'entente 2020-2021 est en élaboration, les prévisions 2020-2021 ne sont donc pas disponibles.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 25 juin 2020

3RP47_06-29_SEQ.DOCX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48

Titre :

Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Préciser :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

Exposé et statistiques :Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a des contacts constants avec des représentants des communautés autochtones par l'entremise, notamment, du Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail (CCPNIMT) rattaché à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et des comités mixtes régionaux ou des instances y faisant office.

Ces comités mixtes régionaux, dont la composition et la présidence sont conjointes MTESS-organisations autochtones, constituent une instance de consultation et de concertation dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2022 de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuits. Cette stratégie a été élaborée avec la collaboration du CCPNIMT et a été lancée le 13 juin 2017.

Le CCPNIMT est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'Administration régionale Kativik (Inuits), du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des ressources humaines et du développement durable de la nation algonquine, du Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes, de la Fédération des travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de la Commission de la Santé et des Services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale action communautaire, du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec et du Conseil du Patronat du Québec. Y siègent aussi, comme membres observateurs, des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones, de Service Canada, du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et du MTESS.

Consultations en cours :

Dans le cadre des consultations en vue de l'élaboration du nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, un appel de mémoires a été lancé le 6 décembre 2019 auprès des organisations autochtones suivantes :

- Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador;
- Gouvernement de la Nation crie;
- Administration régionale Kativik;
- Nation naskapie de Kawawachikamach;
- Conseil de la Nation Atikamekw;
- Femmes autochtones du Québec inc.;
- Association des femmes inuites (Saturviit);
- Association des femmes crie de l'Eeyou Ischtee.

Les objectifs de cet appel de mémoires sont de :

- mieux connaître l'action communautaire au sein des communautés autochtones;
- permettre aux organisations autochtones de s'exprimer sur les enjeux à considérer en vue d'assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire au sein des communautés autochtones;
- prendre connaissance de pratiques inspirantes pour favoriser le développement, la promotion et la valorisation de l'action communautaire au sein des communautés autochtones.

Les organisations ciblées avaient jusqu'au 11 mars 2020 pour déposer leur mémoire. Au total, 4 mémoires ont été reçus. La compilation et l'analyse des résultats des mémoires reçus alimenteront l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Ils contribueront également au Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.

SOURCE : Direction des politiques de l'emploi et des stratégies

COLLABORATIONS : Direction du développement des compétences et de l'intervention
Sectorielle

Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action
communautaire

DATE : 21 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

- Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la solidarité sociale (MTESS) est partenaire de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie).
- Dans cette stratégie, le MTESS est responsable de l'action 50 et agit en collaboration, avec les autres ministères partenaires, à la réalisation des actions 1, 25 et 55 :
 - o Action 50 : Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière.
 - o Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles;
 - o Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel;
 - o Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux.
- Le Secrétariat à la condition féminine assure la coordination de la Stratégie.
- Les actions qui découlent de la Stratégie sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, y compris les Premières Nations et les Inuits.
- Afin d'apporter des réponses concrètes et mieux adaptées aux réalités en milieu autochtone, le gouvernement préconise une intervention distincte qui prend en considération les particularités et les différences, notamment culturelles et sociologiques, propres aux Premières Nations et aux Inuits.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secteur du travail

VALIDATION:

DATE : 2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2020-2021.

SOURCE : DGRFC-DB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52

Titre :

Bilan des investissements 2019-2020, par orientation et initiative, de « La solidarité : une richesse pour le Québec ». Prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

1. En octobre 2013, lancement du document La Solidarité : Une richesse pour le Québec exposant la vision gouvernementale de la solidarité durable, fondée sur un équilibre entre la solidarité, la prospérité, la responsabilité, la nécessité de répondre aux besoins d'aujourd'hui et la prise en compte des besoins de demain.
2. En mars 2020, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) avait ainsi donné suite à ses engagements pour 2019-2020 comme suit :
3. **Ajustement pour personnes seules (APS)**
 - Une hausse de 50 \$ par mois a été accordée au 1^{er} janvier 2018, aux personnes seules, sans contraintes à l'emploi, prestataires du Programme d'aide sociale (PAS) depuis au moins six mois et qui ne bénéficient pas d'une aide au logement. Cette aide n'est pas indexée.
 - En mars 2020, 43 199 prestataires du PAS recevaient l'APS, soit 13 154 femmes (30,4 %) et 30 045 hommes (69,6 %).
4. **Lancement des consultations sur le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et bénévole**
 - Le lancement du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 a eu lieu le 10 décembre 2017. Il prévoit des investissements de 55,2 M\$ d'ici 2023 afin de rehausser le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS).
 - Les rehaussements représentent des augmentations respectives de 11,7 M\$ pour 2019-2020, pour les organismes de défense collective des droits, et de 0,8 M\$ pour les corporations de développement communautaire, pour un total de 55,2 M\$ d'ici 2023. Ces rehaussements ont permis, d'une part, d'augmenter le soutien financier des organismes communautaires soutenus au SACAIS et, d'autre part, d'accueillir de nouveaux organismes aux programmes de soutien financier.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 8 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53

Titre :

Pour les cinq dernières années, indiquer les informations suivantes :

- a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
- b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
- c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

b) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

c) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

e) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

f) Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée provient du gouvernement du Canada. Le MTESS ne peut répondre à cette question.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 27 mai 2020

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		mars 2020		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
Centre local d’emploi¹	Âge			
Inconnu	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	12	x	x
	30 à 35 ans	x	x	x
001 - Lac-Saint-Jean-Est	Moins de 25 ans	64	17	61
	25 à 29 ans	66	19	42
	30 à 35 ans	86	23	62
002 - Amos	Moins de 25 ans	27	15	21
	25 à 29 ans	25	x	26
	30 à 35 ans	32	x	30
003 - Asbestos	Moins de 25 ans	41	15	23
	25 à 29 ans	43	17	19
	30 à 35 ans	50	x	25
004 - Bonaventure	Moins de 25 ans	28	x	19
	25 à 29 ans	25	x	21
	30 à 35 ans	36	10	33
005 - Chicoutimi	Moins de 25 ans	104	28	102
	25 à 29 ans	114	30	80
	30 à 35 ans	159	35	107
006 - Laval-des-Rapides	Moins de 25 ans	201	52	186
	25 à 29 ans	299	85	152
	30 à 35 ans	313	70	163
007 - Portneuf	Moins de 25 ans	29	13	33
	25 à 29 ans	43	19	29
	30 à 35 ans	65	23	29
008 - Vaudreuil-Soulanges	Moins de 25 ans	78	35	129
	25 à 29 ans	116	37	111
	30 à 35 ans	138	41	97
009 - Drummondville	Moins de 25 ans	276	85	132
	25 à 29 ans	307	75	127
	30 à 35 ans	317	76	152
010 - La Côte-de-Gaspé	Moins de 25 ans	16	x	22
	25 à 29 ans	22	x	17
	30 à 35 ans	24	x	18
011 - La Haute-Yamaska	Moins de 25 ans	185	76	165
	25 à 29 ans	224	74	126
	30 à 35 ans	247	67	145
012 - Baie-Comeau	Moins de 25 ans	36	15	28
	25 à 29 ans	39	14	25
	30 à 35 ans	43	11	25
013 - Aylmer	Moins de 25 ans	76	25	57
	25 à 29 ans	98	35	55
	30 à 35 ans	133	30	62
014 - Joliette	Moins de 25 ans	235	88	122
	25 à 29 ans	259	78	108
	30 à 35 ans	267	76	147
015 - Jonquière	Moins de 25 ans	96	27	73
	25 à 29 ans	120	34	73
	30 à 35 ans	166	40	108
016 - Lachute	Moins de 25 ans	85	28	70
	25 à 29 ans	130	53	62
	30 à 35 ans	151	35	53
017 - Lac-Mégantic	Moins de 25 ans	23	x	19
	25 à 29 ans	34	x	26
	30 à 35 ans	30	11	19
018 - La Malbaie	Moins de 25 ans	23	x	19
	25 à 29 ans	21	x	14
	30 à 35 ans	25	x	14
019 - La Pocatière	Moins de 25 ans	19	x	28
	25 à 29 ans	17	x	17
	30 à 35 ans	19	x	20
020 - Littoral	Moins de 25 ans	73	25	122
	25 à 29 ans	91	38	106
	30 à 35 ans	131	49	118

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu’en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		mars 2020		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
021 - Matane	Moins de 25 ans	25	x	26
	25 à 29 ans	40	11	18
	30 à 35 ans	45	18	27
022 - Mont-Laurier	Moins de 25 ans	79	25	57
	25 à 29 ans	75	19	53
	30 à 35 ans	114	36	76
023 - Montmagny	Moins de 25 ans	28	x	24
	25 à 29 ans	36	x	20
	30 à 35 ans	38	12	29
024 - Châteauguay	Moins de 25 ans	91	31	105
	25 à 29 ans	125	52	96
	30 à 35 ans	152	53	89
026 - Nicolet-Bécancour	Moins de 25 ans	58	13	39
	25 à 29 ans	67	18	36
	30 à 35 ans	94	28	30
027 - Rouyn-Noranda	Moins de 25 ans	49	17	46
	25 à 29 ans	50	13	41
	30 à 35 ans	76	24	48
028 - Les Quartiers-Historiques	Moins de 25 ans	135	31	59
	25 à 29 ans	188	56	61
	30 à 35 ans	234	55	98
029 - Rimouski-Neigette	Moins de 25 ans	73	23	73
	25 à 29 ans	71	20	54
	30 à 35 ans	85	33	61
030 - Rivière-du-Loup	Moins de 25 ans	30	11	31
	25 à 29 ans	33	x	20
	30 à 35 ans	46	10	43
031 - La Haute-Gaspésie	Moins de 25 ans	28	x	19
	25 à 29 ans	31	10	20
	30 à 35 ans	35	x	24
032 - Lac-Etchemin	Moins de 25 ans	10	x	22
	25 à 29 ans	12	x	20
	30 à 35 ans	19	x	17
033 - Saint-Hyacinthe	Moins de 25 ans	157	52	145
	25 à 29 ans	184	45	102
	30 à 35 ans	267	63	107
034 - Le Haut-Richelieu	Moins de 25 ans	204	79	200
	25 à 29 ans	256	86	137
	30 à 35 ans	266	65	151
035 - Saint-Jérôme	Moins de 25 ans	244	85	186
	25 à 29 ans	371	118	170
	30 à 35 ans	398	101	194
037 - Sept-Îles	Moins de 25 ans	33	16	19
	25 à 29 ans	31	12	27
	30 à 35 ans	44	20	33
038 - Shawinigan	Moins de 25 ans	124	31	71
	25 à 29 ans	167	38	60
	30 à 35 ans	185	44	95
040 - Sorel	Moins de 25 ans	157	47	91
	25 à 29 ans	199	49	68
	30 à 35 ans	181	42	98
041 - Thetford Mines	Moins de 25 ans	61	19	33
	25 à 29 ans	80	25	40
	30 à 35 ans	96	21	48
042 - Trois-Rivières	Moins de 25 ans	406	126	174
	25 à 29 ans	453	131	172
	30 à 35 ans	501	99	214
043 - Valleyfield	Moins de 25 ans	186	57	109
	25 à 29 ans	225	68	99
	30 à 35 ans	292	55	127
044 - Victoriaville	Moins de 25 ans	132	38	74
	25 à 29 ans	117	27	73
	30 à 35 ans	155	46	101

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu’en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		mars 2020		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
045 - Ville-Marie	Moins de 25 ans	30	18	28
	25 à 29 ans	25	x	17
	30 à 35 ans	27	10	19
046 - La Sarre	Moins de 25 ans	32	x	26
	25 à 29 ans	31	x	21
	30 à 35 ans	53	17	28
047 - Val d’Or	Moins de 25 ans	45	19	34
	25 à 29 ans	64	23	23
	30 à 35 ans	98	26	34
049 - Les Îles-de-la-Madeleine	Moins de 25 ans	x	x	25
	25 à 29 ans	x	x	11
	30 à 35 ans	x	x	x
050 - Le Rocher-Percé	Moins de 25 ans	40	11	30
	25 à 29 ans	42	x	19
	30 à 35 ans	38	11	31
052 - Louiseville	Moins de 25 ans	63	16	32
	25 à 29 ans	54	15	25
	30 à 35 ans	58	17	45
053 - Charlesbourg	Moins de 25 ans	152	48	132
	25 à 29 ans	190	47	106
	30 à 35 ans	250	64	119
054 - Beauport	Moins de 25 ans	129	38	136
	25 à 29 ans	191	62	107
	30 à 35 ans	205	47	139
057 - Forestville	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	16	x	x
	30 à 35 ans	15	x	x
058 - Amqui	Moins de 25 ans	23	x	26
	25 à 29 ans	25	x	16
	30 à 35 ans	30	x	21
059 - Témiscouata	Moins de 25 ans	21	10	18
	25 à 29 ans	17	x	29
	30 à 35 ans	30	11	26
060 - Mont-Joli	Moins de 25 ans	31	11	29
	25 à 29 ans	39	18	28
	30 à 35 ans	41	14	27
061 - Maria-Chapdelaine	Moins de 25 ans	25	x	30
	25 à 29 ans	43	14	19
	30 à 35 ans	33	x	26
062 - Roberval	Moins de 25 ans	47	17	30
	25 à 29 ans	60	20	41
	30 à 35 ans	80	21	43
063 - Saint-Laurent	Moins de 25 ans	340	60	203
	25 à 29 ans	472	100	139
	30 à 35 ans	668	121	211
064 - Montréal-Nord	Moins de 25 ans	519	128	246
	25 à 29 ans	625	176	209
	30 à 35 ans	865	203	240
065 - La Tuque	Moins de 25 ans	34	x	x
	25 à 29 ans	48	12	x
	30 à 35 ans	44	10	17
066 - Sainte-Thérèse	Moins de 25 ans	100	44	177
	25 à 29 ans	149	51	128
	30 à 35 ans	196	77	125
067 - Baie-James	Moins de 25 ans	13	x	15
	25 à 29 ans	17	x	11
	30 à 35 ans	18	x	x
069 - Verdun	Moins de 25 ans	507	119	206
	25 à 29 ans	620	166	215
	30 à 35 ans	809	195	289
070 - Grand-Mère	Moins de 25 ans	74	21	32
	25 à 29 ans	79	23	34
	30 à 35 ans	65	12	34

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu’en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		mars 2020		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
071 - Brome-Missisquoi	Moins de 25 ans	95	39	72
	25 à 29 ans	130	37	61
	30 à 35 ans	130	38	60
072 - Berthierville	Moins de 25 ans	80	29	55
	25 à 29 ans	101	37	61
	30 à 35 ans	107	34	58
074 - Saint-Georges	Moins de 25 ans	69	16	71
	25 à 29 ans	92	24	74
	30 à 35 ans	92	28	97
075 - Gatineau	Moins de 25 ans	261	109	127
	25 à 29 ans	344	122	147
	30 à 35 ans	376	108	212
076 - Sainte-Marie	Moins de 25 ans	24	x	24
	25 à 29 ans	29	11	34
	30 à 35 ans	36	10	31
077 - Longueuil	Moins de 25 ans	390	107	210
	25 à 29 ans	472	131	217
	30 à 35 ans	558	135	231
079 - Acton Vale	Moins de 25 ans	32	x	25
	25 à 29 ans	47	x	27
	30 à 35 ans	40	x	23
083 - La Vallée-du-Richelieu	Moins de 25 ans	55	19	161
	25 à 29 ans	87	28	117
	30 à 35 ans	121	51	95
086 - Marieville	Moins de 25 ans	29	x	38
	25 à 29 ans	39	16	32
	30 à 35 ans	51	20	28
087 - Saint-Constant	Moins de 25 ans	77	30	147
	25 à 29 ans	157	56	100
	30 à 35 ans	152	41	113
089 - Havre-Saint-Pierre	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	x	x	x
090 - L`Islet	Moins de 25 ans	10	x	14
	25 à 29 ans	13	x	11
	30 à 35 ans	12	x	21
091 - Ouest-de-l`Île	Moins de 25 ans	137	39	271
	25 à 29 ans	197	57	241
	30 à 35 ans	277	76	225
092 - Saint-Léonard	Moins de 25 ans	178	43	134
	25 à 29 ans	244	51	88
	30 à 35 ans	390	80	98
094 - LaSalle	Moins de 25 ans	354	92	171
	25 à 29 ans	533	139	137
	30 à 35 ans	647	156	173
095 - Trois-Pistoles	Moins de 25 ans	11	x	x
	25 à 29 ans	13	x	x
	30 à 35 ans	11	x	x
096 - Chomedey - Sainte-Dorothée	Moins de 25 ans	185	46	296
	25 à 29 ans	272	57	241
	30 à 35 ans	355	88	234
097 - Maniwaki	Moins de 25 ans	61	26	18
	25 à 29 ans	73	26	17
	30 à 35 ans	112	35	43
098 - Sherbrooke	Moins de 25 ans	453	134	245
	25 à 29 ans	459	123	207
	30 à 35 ans	552	122	310
099 - Avignon	Moins de 25 ans	18	x	18
	25 à 29 ans	18	x	13
	30 à 35 ans	34	x	26
100 - Kuujjuaq	Moins de 25 ans	16	x	x
	25 à 29 ans	12	x	x
	30 à 35 ans	24	x	11

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu’en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1

RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		mars 2020		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
101 - Inukjuak	Moins de 25 ans	27	12	10
	25 à 29 ans	28	x	11
	30 à 35 ans	46	x	22
102 - Chisasibi	Moins de 25 ans	45	22	12
	25 à 29 ans	20	x	x
	30 à 35 ans	23	x	x
104 - Coaticook	Moins de 25 ans	14	x	18
	25 à 29 ans	25	x	17
	30 à 35 ans	34	x	16
105 - East Angus	Moins de 25 ans	34	15	33
	25 à 29 ans	51	15	34
	30 à 35 ans	49	x	40
106 - Windsor	Moins de 25 ans	38	13	43
	25 à 29 ans	47	12	36
	30 à 35 ans	62	17	34
107 - Campbell’s Bay	Moins de 25 ans	59	20	29
	25 à 29 ans	50	17	22
	30 à 35 ans	56	17	25
109 - La Baie	Moins de 25 ans	20	x	23
	25 à 29 ans	38	12	28
	30 à 35 ans	34	x	32
113 - Les Escoumins	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	x	x	x
114 - Port-Cartier	Moins de 25 ans	10	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	13	x	x
116 - Senneterre	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	12	x	x
	30 à 35 ans	17	x	x
117 - Hull	Moins de 25 ans	156	53	44
	25 à 29 ans	216	67	86
	30 à 35 ans	260	67	112
118 - Sainte-Agathe	Moins de 25 ans	64	25	52
	25 à 29 ans	79	23	46
	30 à 35 ans	107	29	61
120 - Magog	Moins de 25 ans	70	23	44
	25 à 29 ans	69	25	39
	30 à 35 ans	83	23	54
121 - Le Haut-Saint-Laurent	Moins de 25 ans	51	20	28
	25 à 29 ans	73	20	35
	30 à 35 ans	75	21	39
122 - L`Érable	Moins de 25 ans	40	14	22
	25 à 29 ans	30	x	19
	30 à 35 ans	46	10	25
124 - Sainte-Thècle	Moins de 25 ans	16	x	14
	25 à 29 ans	25	x	13
	30 à 35 ans	23	x	17
125 - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Moins de 25 ans	14	x	12
	25 à 29 ans	12	x	14
	30 à 35 ans	17	x	20
127 - Buckingham	Moins de 25 ans	71	34	36
	25 à 29 ans	92	34	42
	30 à 35 ans	126	44	54
128 - Baie-Saint-Paul	Moins de 25 ans	x	x	14
	25 à 29 ans	x	x	11
	30 à 35 ans	13	x	x
129 - Saint-Eustache	Moins de 25 ans	76	32	119
	25 à 29 ans	114	39	83
	30 à 35 ans	139	49	92
130 - Brossard	Moins de 25 ans	229	63	216
	25 à 29 ans	255	80	202
	30 à 35 ans	432	100	250

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu’en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		mars 2020		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
132 - Sainte-Foy	Moins de 25 ans	132	46	203
	25 à 29 ans	187	56	179
	30 à 35 ans	249	68	164
134 - Rawdon	Moins de 25 ans	67	19	48
	25 à 29 ans	95	34	30
	30 à 35 ans	93	21	40
135 - Repentigny	Moins de 25 ans	107	37	151
	25 à 29 ans	118	44	124
	30 à 35 ans	159	64	125
136 - Saint-Jean-de-Matha	Moins de 25 ans	41	12	34
	25 à 29 ans	37	12	27
	30 à 35 ans	57	19	36
137 - Sainte-Croix	Moins de 25 ans	13	x	23
	25 à 29 ans	21	x	18
	30 à 35 ans	32	10	26
138 - Saint-Lazare	Moins de 25 ans	19	x	40
	25 à 29 ans	16	x	31
	30 à 35 ans	25	x	51
139 - Terrebonne	Moins de 25 ans	118	56	220
	25 à 29 ans	158	64	145
	30 à 35 ans	200	62	114
140 - Sainte-Julienne	Moins de 25 ans	96	40	77
	25 à 29 ans	144	56	72
	30 à 35 ans	148	53	62
144 - Mirabel	Moins de 25 ans	29	16	64
	25 à 29 ans	56	26	36
	30 à 35 ans	68	24	30
145 - Sainte-Adèle	Moins de 25 ans	25	x	17
	25 à 29 ans	58	15	30
	30 à 35 ans	74	15	27
147 - Papineauville	Moins de 25 ans	52	20	44
	25 à 29 ans	61	18	23
	30 à 35 ans	85	28	34
148 - La Côte-de-Beaupré	Moins de 25 ans	12	x	20
	25 à 29 ans	15	x	16
	30 à 35 ans	22	x	12
250 - Mercier	Moins de 25 ans	372	100	229
	25 à 29 ans	469	132	177
	30 à 35 ans	611	143	247
252 - Rosemont - Petite-Patrie	Moins de 25 ans	214	39	150
	25 à 29 ans	325	49	143
	30 à 35 ans	434	85	168
256 - Ahuntsic	Moins de 25 ans	395	60	199
	25 à 29 ans	490	93	167
	30 à 35 ans	778	151	192
258 - Sainte-Marie - Centre-sud	Moins de 25 ans	111	16	36
	25 à 29 ans	149	25	45
	30 à 35 ans	222	42	66
259 - Hochelaga-Maisonneuve	Moins de 25 ans	209	48	68
	25 à 29 ans	306	66	74
	30 à 35 ans	332	67	83
262 - Saint-Michel	Moins de 25 ans	347	79	116
	25 à 29 ans	438	93	81
	30 à 35 ans	604	105	138
266 - Parc-Extension	Moins de 25 ans	187	20	60
	25 à 29 ans	297	32	38
	30 à 35 ans	622	44	64
277 - Plateau-Mont-Royal	Moins de 25 ans	252	30	64
	25 à 29 ans	407	50	76
	30 à 35 ans	548	64	165

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu’en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-54

Titre :

Concernant les carrefours jeunesse-emploi, fournir :

- a. le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend;
- b. le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.

Exposé et statistiques :

Niveau de référence vers les CJE :

Services Québec s'est engagé auprès de tous les CJE à référer des jeunes de 35 ans et moins ayant des besoins qui peuvent être répondus dans le cadre de la mesure Service d'aide à l'emploi.

Exclusion des jeunes aux mesures offertes par les CJE :

Les services financés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) sont orientés vers l'insertion et le maintien en emploi et visent prioritairement, mais non exclusivement, les jeunes prestataires d'une aide financière de dernier recours et ceux admissibles à l'assurance-emploi.

SOURCE :

Direction des ressources externes

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-55

Titre :

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région, au cours des cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le montant accordé aux carrefours jeunesse-emploi (CJE) en 2019-2020 (1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020) est de 48,22 M\$ en vertu de l’Entente-cadre entre le Réseau des carrefours-jeunesse emploi du Québec (RCJEQ) et le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

Ventilation du financement des CJE par année (\$)	
	2019-2020
Gaspésie-Îles-de la Madeleine	
Avignon-Bonaventure	474 786
Côte-de-Gaspé	274 525
Des-Iles-de-la-Madeleine	295 820
Haute Gaspésie	285 914
Relance Durocher-Percé	298 498
Sous-total	1 629 543
Bas-Saint-Laurent	
Kamouraska	247 527
Matane	277 880
Mitis	263 117
Rimouski-Neigette	358 422
Riv.-du-Loup/Les Basques	416 735
Témiscouata	268 668
Vallée de la Matapédia	268 749
Sous-total	2 101 098
Capitale Nationale	
Capitale Nationale	722 980
Charlesbourg-Chauveau	487 221
Charl.-Côte-de-Beaupré	453 798
Chauveau	412 265
Ste-Foy	689 301
Montmorency	383 564
Portneuf	373 250
Sous-total	3 522 378
Chaudières-Appalaches	
Beauce-Nord	410 989
Beauce-Sud	356 787
Bellechasse	246 281
Chutes-de-la-Chaudière	360 517
Desjardins Lévis	349 296
Frontenac (L'Amiante)	344 296
Les Etchemins	240 743
L'Islet	239 859
Lotbinière	247 825
Montmagny	249 091
Sous-total	3 045 684

Estrie	
Granit	262 943
Haut St-François	268 281
Coaticook (Orf)	251 874
Memphrémagog (Orf)	368 280
Richmond	371 061
Sherbrooke	531 271
Sous-total	2 053 710
Centre-du-Québec	
Arthabaska	374 156
Drummond	399 991
Érable	264 043
Nicolet-Yamaska	451 971
Sous-total	1 490 162
Montérégie	
Pierre-de-Saurel	402 227
Beauharnois-Salaberry	399 704
Cantons de l'Est	521 495
Châteauguay	387 200
Huntingdon	459 729
Iberville / St-Jean	608 838
Jonhson	391 997
La Pinière	383 297
Laporte	368 265
La Prairie	395 775
Longueuil	632 551
Marguerite-d'Youville	490 133
Maskoutain	491 637
St-Hubert	490 234
Vallée du Richelieu	685 372
Vaudreuil-Soulanges	487 914
Sous-total	7 596 369
Montréal	
Ahunt-Borde-Cartier	561 193
Anjou-St-Justin	408 987
Bourassa et Sauvé	646 113
Centre-Nord	687 756
Centre-Sud / Plat	683 975
Côte-des-Neiges	658 368
Hochelaga-Maisonneuve	515 410
LaSalle	414 141
Marquette	423 523
Mercier	545 109
Montréal Centre-Ville	496 627
Notre-Dame-de-Grâce	627 127
Ouest de L'Ile	920 665
Pointe-aux-Trembles	424 604
Rivière-des-Prairies	406 437
Rosemont / Petite-Patrie	666 767
Saint-Laurent	419 084
Sud-Ouest de Montréal	561 596
Verdun	454 864
Viger / Jeanne-Mance	637 272
Sous-total	11 159 619
Laval	
Laval	1 160 036
Sous-total	1 160 036

Lanaudières	
D'Autray-Joliette	607 016
Des Moulins	521 979
L'Assomption	510 347
Matawinie	312 299
Montcalm	399 979
Sous-total	2 351 619
Laurentides	
Antoine-Labelle	302 153
Argenteuil (nouveau)	303 534
Des Laurentides	373 760
Deux-Montagnes	397 398
Mirabel	263 169
Pays-d'en-haut	262 387
Rivière-du-Nord	499 369
Thérèse de Blainville	589 695
Sous-total	2 991 463
Outaouais	
Outaouais	797 576
Papineau	422 555
Pontiac	295 742
Vallée de la Gatineau	323 232
Sous-total	1 839 105
Abitibi-Témiscamingue	
Abitibi Est	443 023
Abitibi Ouest	286 296
Amos	270 199
Rouyn-Noranda	360 321
Témiscamingue	250 403
Sous-total	1 610 241
Mauricie	
Trois-Rivières/MRC Chenaux	722 565
Haut St-Maurice	370 439
Maskinongé	286 693
Mékinac	278 349
Shawinigan	420 601
Sous-total	2 078 647
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Lac St-Jean Est	419 069
Roberval	600 719
Saguenay	952 202
Sous-total	1 971 989
Côte-Nord	
Manicouagan	305 721
Haute-Côte-Nord	279 025
Duplessis	523 022
Sous-total	1 107 768
Nord-du-Québec	
Jamésie	507 893
Sous-total	507 893
TOTAL	48 217 325

SOURCE :
DATE :

Direction des ressources externes
27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-56

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

À la fin mars 2020, le nombre de dossiers d'assistance sociale confiés mensuellement à un agent est en moyenne de 492.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 5 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

Titre :

Nombre et pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :**MODIFICATIONS 2018**

L'évaluation du nombre d'adultes ou de ménages visés par les mesures a été publiée sur le site Internet du Ministère :

https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2018.pdf

- Bonifier le montant des ajustements aux prestations de base.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : En mars 2017, on comptait 84 297 adultes avec contraintes sévères au Programme de solidarité sociale depuis au moins 66 mois au cours des 72 derniers mois.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.
- Hausser les exclusions des revenus de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale.
 - o Évaluation du nombre de ménages visés : Cette mesure toucherait, en moyenne mensuellement, près de 2 000 ménages au Programme de solidarité sociale.
 - o Nombre de ménages touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.
- Modifier le calcul de la contribution parentale qui pourrait être appliquée au Programme d'aide sociale.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : On estime à environ 2 200 le nombre de jeunes qui pourraient bénéficier de cette mesure.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.
- Créer une exclusion de 100 \$ par mois pour les dons en argent reçus par les prestataires de l'aide financière de dernier recours et les participants au Programme objectif emploi.
 - o Évaluation du nombre de ménages visés : On estime à environ 700 le nombre de ménages qui pourraient bénéficier de cette mesure.
 - o Nombre de ménages touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.
- Permettre la reconnaissance du statut d'adulte à l'enfant majeur à charge qui poursuit des études secondaires en formation générale, dont les parents sont à l'aide financière de dernier recours ou participants au Programme objectif emploi.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : En 2016-2017, 2 300 jeunes ont, en moyenne mensuellement, bénéficié de l'ajustement pour enfants majeurs qui poursuivent des études secondaire en formation générale.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.
- Modifier l'exclusion du montant d'allocation d'aide à l'emploi dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : Grâce à cette mesure, 17 500 adultes prestataires pourront continuer de bénéficier des avantages financiers liés à leur participation à une mesure ou un programme des services publics d'emploi.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.
- Modifier la prestation accordée aux prestataires hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée, tenus de loger ou séjournant dans un centre offrant des services en toxicomanie.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : En mars 2018, on comptait 3 458 adultes prestataires hébergés à l'aide financière de dernier recours.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.
- Exclure, à titre de revenu, le supplément pour l'achat de fournitures scolaires accordé par Retraite Québec.

- o Évaluation du nombre d'enfants visés : On estime que 50 000 enfants de parents prestataires de l'aide financière de dernier recours pourraient bénéficier de la mesure.
- o Nombre d'enfants touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 2 juillet 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-58

Titre :
Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2014 à 2020 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires des programmes d'assistance sociale, mensuellement, pour 2019-2020 :

PÉRIODE	PROGRAMME ¹			Nombre de prestataires TOTAL	Nombre de ménages TOTAL
	Objectif emploi	Aide sociale	Solidarité sociale		
	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires		
avril 2019	8 741	229 681	140 070	378 492	281 615
mai 2019	8 883	228 044	139 643	376 570	280 571
juin 2019	8 717	224 843	139 305	372 865	278 089
juillet 2019	8 863	224 051	138 796	371 710	277 217
août 2019	8 829	222 245	138 396	369 470	275 395
septembre 2019	9 255	220 188	138 047	367 490	273 981
octobre 2019	9 353	218 115	137 441	364 909	272 318
novembre 2019	9 441	216 462	136 939	362 842	271 380
décembre 2019	9 794	216 188	137 060	363 042	271 618
janvier 2020	10 077	217 780	137 043	364 900	273 003
février 2020	10 345	217 349	136 834	364 528	272 680
mars 2020	10 467	219 350	136 727	366 544	274 326
Moyenne mensuelle	9 397	221 191	138 025	368 614	275 183

n.d. = Non disponible.

1. À partir d'avril 2018, date d'entrée en vigueur du Programme objectif emploi, les données de ce tableau comprennent l'ensemble des clientèles des programmes d'assistance sociale comparativement à la période précédant avril 2018 où uniquement la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours y était présentée.

--

SOURCE : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-59

Titre :

Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Pour 2019-2020, le coût de l'indexation des prestations des programmes d'assistance sociale est estimé à 46 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60a

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

Exposé et statistiques :

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Mars 2020
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	9 473
Psychoses (code 2900)	13 139
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	5 384
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	16 162
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	4 278
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 276
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	739
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 563
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 692
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 031
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 628
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 781
Tumeurs malignes (code 1400)	794
Autres diagnostics	47 005
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 696
TOTAL	123 641

¹ L'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec (RRQ) est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit l'acheminer, ainsi que le formulaire « Demande de prestations d'invalidité », à la Régie en vertu de l'article 63 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-60b

Titre :
État de situation du Programme de l’assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-21 concernant :

b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d’inscription à l’allocation pour contraintes sévères à l’emploi, en ventilant selon l’étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes traitées par le comité d’évaluation médicale et socioprofessionnelle et le comité de révision du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Comité d’évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	11 871
Demandes accueillies	4 511
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	5 601
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	1 759

¹ Le Service de l’évaluation médicale et socioprofessionnelle (SEMS) comprend trois comités d’évaluation médicale et socioprofessionnelle (CEMS) qui étudient les demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l’emploi (CSE) et des médecins évaluateurs qui étudient les demandes reliées à des contraintes temporaires (CTE).

Comité de révision

Période du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020	
Demandes traitées	2 084
Demandes accueillies	817
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	252
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	844
Autres ² (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	171

² Une demande de révision sera jugée irrecevable 1) si elle est reçue hors délai et que la personne n’a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande; 2) si elle est déposée par une personne non habilitée à demander la révision d’une décision; ou encore 3) si l’élément contesté est non-révisable ou qu’il a déjà fait l’objet d’une décision de révision (chose jugée). Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n’a plus lieu d’être parce que le centre local d’emploi, le bureau de Services Québec (BSQ) ou le SEMS a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

Délai de traitement du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Demandes d’admissibilité au programme	Délai moyen
Admis par l’agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>) ³	N/D
Recommandation des comités d’évaluation médicale et socioprofessionnelle ⁴	23,8 jours

³ Nous n’avons pas d’indicateur indiquant le délai moyen requis par l’agent pour reconnaître un ménage comme admissible au Programme de solidarité sociale après la production d’un rapport médical avec un diagnostic présent à la liste des diagnostics évidents. Toutefois, l’engagement pris par le MTESS dans sa Déclaration de services aux citoyennes et citoyens prévoit un délai maximum de cinq jours ouvrables pour rendre une décision.

⁴ Le délai moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction des enquêtes et de la conformité et celui où il est transmis au centre local d’emploi ou au BSQ.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction générale des opérations de Services Québec de l’Est
Direction générale des recours et de la qualité des services
VALIDATION :
DATE : 3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60c

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

MARS 2020					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	5 935	1 022	700	382	8 039
Propriétaires à logements multiples	152	14	22	2	190
Locataires	84 913	5 838	17 573	7 465	115 789
Locataires H.L.M.	24 608	1 166	6 268	1 880	33 922
Chambreurs ou pensionnaires	63 615	649	2 493	586	67 343
Chamb. ou pension. chez un parent	39 611	455	1 996	126	42 188
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse ²	3 627	6	13	5	3 651
En hébergement	3 204	-	-	-	3 204
TOTAL	225 665	9 150	29 065	10 446	274 326

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60dj

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Nombre d'enfants vivant au sein d'un ménage prestataire des programmes d'assistance sociale.

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Mars 2020
Âge préscolaire	25 742
Études primaires	23 209
Études secondaires	16 390
Études postsecondaires	287
Sans occupation	927
TOTAL	66 555
Handicapé	2 228

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60ef

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une

En mars 2020, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 616.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours

- Un adulte prestataire du Programme d'aide sociale qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 0,3 M\$ en 2019-2020.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – 3 juin 2020

VALIDATION :

DATE : 3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60gh

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

En mars 2020, 5 339 familles monoparentales prestataires de l'assistance sociale avec au moins un enfant de moins de 12 ans recevaient une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire reçus par ces familles monoparentales est estimé, en 2019-2020, à 22,4 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 350,06 \$.

Depuis le 1^{er} octobre 2019, le montant maximum d'exclusion de pension alimentaire pour enfants a été bonifié, passant de 100 \$ par mois par enfant à charge à 350 \$ par mois par enfant à charge. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé, en 2019-2020, à 21,5 M\$.

Le Ministère estime que la comptabilisation des pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec au moins un enfant de moins de 12 ans a généré, en 2019-2020, une réduction de la dépense annuelle d'environ 0,9 M\$ aux programmes d'assistance sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – 3 juin 2020

DATE : 25 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60i

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- i) Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-60k

Titre : État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant : k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l’emploi selon les critères suivants : i. État de santé; ii. État de grossesse; iii. Garde d’enfants d’âge préscolaire ou garde d’enfants handicapés; iv. Critère de 55 ans; v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. Attente de traitement d’une demande d’admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques : Depuis l’entrée en vigueur de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles, le programme de l’assistance-emploi a été remplacé par les programmes d’assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale. Le tableau suivant présente l’évolution du nombre d’adultes présentant une contrainte temporaire en 2019 et 2020, selon le motif.									
MOTIFS POUR CONTRAINTES TEMPORAIRE									
Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Âge	Attente décision contraintes sévères ¹	Prend soin d'une personne ²	Autres ³	TOTAL
2019									
Janvier	10 530	1 038	11 261	1 830	31 257	526	1 348	124	57 914
Février	10 602	999	11 342	1 823	31 180	518	1 327	129	57 920
Mars	10 559	986	11 406	1 822	31 156	550	1 312	137	57 928
Avril	10 811	1 013	11 395	1 827	31 097	409	1 308	146	58 006
Mai	10 641	1 058	11 419	1 810	31 127	437	1 313	139	57 944
Juin	10 649	1 060	11 457	1 803	30 894	363	1 304	130	57 660
Juillet	10 220	1 032	11 564	1 789	30 863	485	1 288	120	57 361
Août	9 944	971	11 686	1 793	30 825	481	1 264	124	57 088
Septembre	9 680	961	11 734	1 771	30 709	473	1 265	121	56 714
Octobre	9 748	960	9 999	1 804	30 632	480	1 271	117	55 011
Novembre	9 980	922	10 096	1 785	30 565	506	1 273	113	55 240
Décembre	10 177	944	10 185	1 786	30 409	454	1 267	112	55 334
2020									
Janvier	10 067	962	10 371	1 796	30 466	474	1 258	126	55 520
Février	10 049	911	10 487	1 786	30 429	516	1 243	121	55 542
Mars	9 986	958	10 671	1 781	30 595	578	1 233	128	55 930
1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi. 2. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants. 3. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.									

SOURCE : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60I

Titre :
État de situation au Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

l) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Mars 2020	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Obejctif emploi	444	352,63 \$
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	4 637	244,40 \$
Contraintes temporaires ³	17 953	195,15 \$
Mixte temporaire ⁴	881	242,10 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	32 862	436,74 \$
De base hébergé ⁶	271	76,66 \$
TOTAL	57 048	339,70 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance sociale. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60m

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Mars 2020	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	179 383	875,84 \$
Biens mobiliers	62 581	2 726,90 \$
Biens immobiliers	9 393	87 052,50 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	710	7 216,87 \$
Dette hypothécaire	3 909	48 985,57 \$
Autres ²	8 014	23 678,11 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-60n

Titre :

État de la situation du Programme de l’assurance-emploi pour les cinq dernières années ; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

n) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l’erreur administrative et l’aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

L’aide financière de dernier recours doit être remboursée lorsqu’elle a été accordée en trop ou lorsqu’elle a été versée conditionnellement à la réalisation d’un droit (ex. : en attente d’une prestation de la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail).

Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d’une erreur administrative, ne font pas l’objet d’une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour l’exercice financier 2019-2020 se détaille comme suit :

		2019-2020		
		Nombre	Montant en M\$	Montant moyen \$
Réclamations pour le volet de la solidarité sociale				
Moins :	Réclamations à la suite d’une aide reçue sans droit ¹	72 968	46,3	634
	Réclamations à la suite d’une fausse déclaration ²	20 481	96,3	4 700
	Sous-total	93 449	142,6	1 525
	Réclamations à l’aide conditionnelle ³	9 612	21,7	2 263
	Montant total brut des réclamations	103 061	164,3	1 594
	Notes de crédits		14,2	
	Montant total net des réclamations⁴		150,1	

- (1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n’a pas droit sans toutefois avoir eu l’intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l’évènement.
- (2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d’obtenir des sommes auxquelles il n’a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.
- (3) Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d’un droit.
- (4) Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien aux enfants (PSAE).

SOURCE : DGOTOQ
VALIDATION :
DATE : 2020-06-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-60o

Titre :

État de situation du Programme de l’assistance-emploi pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :
o) Nombre de révisions et d’appels, selon le motif et la décision.

Exposé et statistiques :

Période de référence : du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Pour chaque demande de révision, le client peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

	Motifs contestés en révision	
Motifs	Nombre total	Nombre de motifs accueillis
Allocations et ajustements	606	36
Revenus, gains et avantages	6 932	377
Statut	2 945	200
Obligations du prestataire ou du ministre	1 324	185
Avoirs liquides	971	129
Prestations spéciales	2 033	126
Versement de l’aide	12	0
Biens	569	65
Solidarité de la dette	232	22
Garant défaillant	43	0
Prestations de base	418	16
Contribution parentale	175	18
Mesures et programmes d’employabilité (réclamations seulement)	228	9
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	10	0
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	487	18
Mois de la demande (Particularités)	778	44
Motifs sans droit de contestation	201	1
Révision médicale	3 939	1 362

	Décisions rendues ou règlements entérinés* par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)
Règlement hors cours	1 004
Recours rejetés	362
Recours accueillis	155
Désistements	450
Acquiescements du Ministère	213
Recours irrecevables	164
Autres**	19
TOTAL des recours finalisés	2 367

* Le nombre de décisions rendues ou règlements entérinés par le TAQ exclut les décisions relatives à l'assurance parentale, celles-ci étant traitées par la Direction du contentieux du ministère de la Justice.

** Inclut les recours sans objet, les fermetures administratives ainsi que les déclarations de fin de litige.

SOURCE : Direction générale des recours administratifs et de la qualité des services
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations-SSGRI

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-60p

Titre : État de la situation du Programme de l’assurance-emploi pour l’année 2019-2020 concernant :
p) Nombre de personnes qui ont demandé de l’aide en raison d’un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l’aide accordée et le motif de la décision.

Exposé et statistiques :				
Données générales pour 2019-2020 (du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)				
Le nombre total de demandes reçues a été de 971. De ce nombre, il y eu :				
629 demandes acceptées; 163 demandes refusées; 2 désistements.				
L’aide totale accordée fut de 2 316 300,47 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :				
- Aide remboursable : 300 661,31 \$ - Aide gratuite : 2 015 639,16 \$.				
Le montant moyen d’aide versée s’établit à 2 874 \$.				
Faits saillants pour 2019-2020				
Motifs invoqués pour l’obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$) ¹	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé par catégorie (\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	36	163 761	7,07	3 342
Composition familiale	5	5 785	0,25	1 157
Contribution parentale	1	0	0,00	0
Excédent de biens	28	87 182	3,76	2 356
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	43	77 174	3,33	1 513
Perte d’argent	7	6 419	0,28	917
Prestation spéciale	48	39 678	1,71	794
Prestation spéciale désintoxication	111	196 033	8,46	1 705
Prévenu tenu de loger	18	22 684	0,98	945
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	2	1 485	0,06	743
Sans statut légal	315	1 503 757	64,92	3 563
Travailleur autonome	3	6 001	0,26	2 000
Valeur de résidence	12	206 341	8,91	5 159
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	629	2 316 300 \$	100 %	2 874 \$
* Pourcentage du montant total accordé.				
Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d’attribution d’une aide financière de dernier recours.				
1) Les sommes versées comprennent également l’aide financière accordée en prolongation pour 177 demandes (mois suivant l’acceptation à la suite de l’évaluation ou de la réévaluation d’une demande).				

SOURCE : Direction du soutien à l’application des normes d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction des politiques d’assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 16 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60q

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021 concernant :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Le tableau qui suit présente le nombre de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale disposant d'un revenu complémentaire de l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Mars 2020
	Nombre d'adultes
Personnes seules	413
Couples sans enfants	39
Familles monoparentales	80
Couples avec enfants	31
Conjoints d'étudiants	1
TOTAL	564

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60r

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

r) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Les modifications apportées au régime d'assurance-emploi en 2019-2020 par le gouvernement fédéral n'ont pas eu d'impacts sur le Régime de sécurité du revenu du Québec.

SOURCE :

Direction des relations intergouvernementales
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec

COLLABORATION :

Direction des politiques d'assistance sociale, Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

DATE :

2020-06-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60s

Titre : État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021 : s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, depuis 2012; fournir les prévisions pour 2020-2021.
--

Exposé et statistiques :	
Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le Programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.	
À noter : l'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l'aide financière de dernier recours. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.	
Les sous-totaux et les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments qui les compose en raison des arrondis.	
Coût des prestations spéciales (en 000 \$)	
2019-2020 (dépenses)	
I. Prestations spéciales pour préserver la santé	
A. Préparations lactées	502,9
B. Biens et services administrés par le MTESS	
- Lunettes et lentilles	2 611,6
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	291,8
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 603,9
- Suppléments	6 053,6
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire ¹)	
- Transports pour fins médicales	52 790,1
- Autres	593,2
Sous-total B :	74 944,2
Sous-total de la partie I :	75 447,1
II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières	
- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,3
- Enfant à charge fréquentant l'école	4 339,3
- Frais funéraires	903,9
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	215,5
- Compenser les effets d'une séparation	4,1
- Loyer pour une personne seule hébergée	2 024,9
Sous-total de la partie II :	7 487,9
III. Prestations spéciales versées par amendement	1 873,0
Sous-total de la partie III :	1 873,0
TOTAL :	84 808,0

SOURCE :	Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :	Direction de l'analyse et de l'information de gestion – 3 juin 2020
	Direction du budget – 27 mai 2020
DATE :	3 juin 2020

¹ La couverture des stomies temporaires a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux le 1^{er} octobre 2018.
3RP60s_06-03_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60t

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

Le Secteur Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social.

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie depuis. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

Le délai d'accès à une mesure d'emploi n'est pas disponible.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 05 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60u

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et économies générées depuis 2012; fournir les prévisions pour 2020-2021;

Exposé et statistiques :

En mars 2020, 11 966 ménages prestataires de ont reçu une rente d'invalidité de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 759 \$ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu est estimé à 109,0 M\$ en 2019-2020.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60v

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En mars 2020, 33 061 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 152 \$ par mois.

On estime l'impact de cette mesure à 60,3 M\$ en 2019-2020.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60w

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le Programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-61

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l’emploi pour les cinq dernières années, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, le Service de l’évaluation médicale et socioprofessionnelle de la Direction générale des opérations de Services Québec de l’Est a reçu 11 572 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l’emploi.

SOURCE : DGRFC-DGOSQE
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-05-27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-62

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle de la Direction générale des opérations de Services Québec de l'Est a refusé 7 360 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DGRFC-DGOSQE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-27

3RP62_06-04_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-63

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître en tant que personne ayant des contraintes sévères à l'emploi, 2019-2020 et pour les cinq années précédentes.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen pour l'année en cours (2019-2020) est de 23,8 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est généralement de 24 heures. Il peut se prolonger dans certaines situations, selon l'implication ou non du médecin traitant ou d'un besoin d'informations supplémentaires.

SOURCE : DGRFC-DGOSQE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-64

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, ventilé par mois et par région ; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, 15 personnes ont vu leur contraintes sévères être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations - SSGRI

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66

Titre :

Pour les cinq dernières années :

- a. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- b. Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- c. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
- d. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?
- e. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?
- f. Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?
- g. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- h. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- i. Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- j. Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
- k. Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- l. Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- m. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
- n. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Exposé et statistiques :

Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes distincts ayant eu un séjour hors Québec
2019-2020 (d'avril 2019 à mars 2020)	900

Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres offertes en location	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
mars 2020	1 594	157

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	Total
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
mars 2020	4 673	1 825 895 \$	7 749	12 422

Combien de prestataires sans contraintes à l’emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000\$
mars 2020	0

Combien de prestataires sans contraintes à l’emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?

	Prestataires ayant une valeur nette de résidence de 500 000\$
mars 2020	0

Combien de prestataires avec contraintes sévères à l’emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000\$
mars 2020	0

Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
mars 2020	27

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
mars 2020	1 180

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
mars 2020	0

Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
mars 2020	1 599

Note : Les jeunes ayant faits une demande à l’assistance sociale ne sont pas nécessairement admis à l’aide.

Combien de personnes sans contraintes à l’emploi ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'assistance sociale
mars 2020	6 394

Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l’emploi ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
mars 2020	1 981

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d’aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Le tableau suivant présente le nombre de couples prestataires où les deux adultes sont sans contraintes à l’emploi de même que le montant prélevé¹ de leur prestation du fait qu’ils soient en couple. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base d’une personne seule sans contraintes X 2 et la prestation de base pour un ménage avec deux adultes sans contraintes. Ce montant ne tient pas compte des autres montants servant à calculer la prestation d’assistance sociale (ajustements pour enfants, prestations spéciales, les revenus et la valeur excédentaire des biens et avoirs liquides).

	mars 2020		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	94	31 114,00 \$	331,00 \$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	122	40 382,00 \$	331,00 \$
03 - Capitale-Nationale	261	86 391,00 \$	331,00 \$
04 - Mauricie	245	81 095,00 \$	331,00 \$
05 - Estrie	231	76 461,00 \$	331,00 \$
06 - Île-de-Montréal	4 816	1 594 096,00 \$	331,00 \$
07 - Outaouais	303	100 293,00 \$	331,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	64	21 184,00 \$	331,00 \$
09 - Côte-Nord	20	6 620,00 \$	331,00 \$
10 - Nord-du-Québec	36	11 916,00 \$	331,00 \$
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	44	14 564,00 \$	331,00 \$
12 - Chaudières-Appalaches	116	38 396,00 \$	331,00 \$
13 - Laval	247	81 757,00 \$	331,00 \$
14 - Lanaudière	286	94 666,00 \$	331,00 \$
15 - Laurentides	315	104 265,00 \$	331,00 \$
16 - Montérégie	801	265 131,00 \$	331,00 \$
17 - Centre-du-Québec	138	45 678,00 \$	331,00 \$
Ensemble du Québec	8 139	2 694 009,00 \$	331,00 \$

1.
- Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l’ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes X 2 (690\$ X 2 = 1 380\$ en mars 2020) et la prestation de base (incluant l’ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 049\$ en mars 2020).

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d’aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Cette information n’est pas colligée par le Ministère .

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Direction de l’analyse et de l’information de gestion

28 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-67

Titre :

Copie de toutes les études d'impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère a réalisé et rendu publique sur son site Internet l'analyse d'impact des six mesures réglementaires » :

http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION : N/A

DATE : 6 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-68

Titre :

Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 2019-2020 (et prévision pour 2020-2021) par le ministère, et ce, par mesure?

Exposé et statistiques :

Les impacts financiers estimés sont présentés sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :

<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/aide.asp>

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
 - o Économies réalisées en 2019-2020 (au 31 mars 2020) : 2 964 k\$.
- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
 - o Économies réalisées en 2019-2020 (au 31 mars 2020) : 4 533 k\$.
- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
 - o Économies réalisées en 2019-2020¹ (au 31 mars 2020) : 587 k\$.
- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
 - o Économies réalisées en 2019-2020 (au 31 mars 2020) : 0 k\$.
- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
 - o Économies réalisées en 2019-2020 (au 31 mars 2020) : 602 k\$.
- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
 - o Économies réalisées en 2019-2020 (au 31 mars 2020) : 2 431 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/André G. Bernier/ Jean-François Dolbec

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2020

¹ Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont disponibles uniquement trimestriellement.
3RP68_06-03_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-69

Titre :

Les sommes dépensées chaque année au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Exposé et statistiques :

Les données pour la période d'avril 2019 à mars 2020 sont présentées dans le document en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion, 3 juin 2020

VALIDATION:

DATE : 3 juin 2020

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical

au total période, selon la région et le type de transport¹

- avril 2019 à mars 2020 -

- Assistance sociale -

Type de transport																
9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole		
Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	
Région																
01 - Bas-Saint-Laurent	1 232	165 360,83 \$	52	36 239,68 \$	814	236 951,98 \$	466	228 403,73 \$	x	x	x	121	25 781,01 \$	452	245 379,86 \$	
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	542	75 953,03 \$	211	217 675,61 \$	2 132	629 096,19 \$	743	210 014,30 \$	x	x	398	157 797,84 \$	1 440	634 644,71 \$	601	233 861,26 \$
03 - Capitale-Nationale	471	60 058,27 \$	144	273 396,18 \$	2 877	817 288,20 \$	748	210 138,22 \$	x	x	38	15 708,96 \$	374	348 357,13 \$	421	173 790,39 \$
04 - Mauricie	874	117 667,88 \$	331	800 498,77 \$	1 822	514 719,07 \$	505	143 611,35 \$	x	x	26	5 015,05 \$	403	160 009,50 \$	229	70 274,39 \$
05 - Estrie	827	132 510,20 \$	109	150 011,78 \$	1 441	396 329,02 \$	822	357 997,28 \$	x	x	31	10 312,64 \$	13	2 376,69 \$	485	210 262,09 \$
06 - Île-de-Montréal	231	32 707,39 \$	546	825 619,76 \$	519	108 283,99 \$	5 633	3 390 140,58 \$	x	x	11 294	3 146 811,66 \$	159	131 366,57 \$	42	4 950,93 \$
07 - Outaouais	482	78 544,34 \$	31	14 905,88 \$	1 650	449 747,13 \$	296	109 196,74 \$	x	x	21	4 321,04 \$	64	329 119,47 \$	705	749 602,68 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	637	90 509,25 \$	59	21 192,77 \$	488	128 176,84 \$	78	25 501,19 \$	x	x	x	62	41 073,71 \$	103	37 508,02 \$	
09 - Côte-Nord	230	44 783,93 \$	56	49 938,10 \$	213	54 400,75 \$	44	11 874,10 \$	x	x	x	19	5 435,04 \$	91	36 063,56 \$	
10 - Nord-du-Québec	55	13 258,79 \$	x	x	23	3 865,79 \$	12	3 264,87 \$	x	x	34	7 020,80 \$	x	x	x	x
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	889	144 470,96 \$	85	17 030,20 \$	451	120 891,25 \$	118	34 533,65 \$	x	x	x	132	56 363,59 \$	217	76 758,28 \$	
12 - Chaudières-Appalaches	961	130 545,48 \$	54	10 601,61 \$	1 125	305 775,41 \$	312	137 246,19 \$	x	x	x	494	437 514,36 \$	581	254 188,84 \$	
13 - Laval	145	18 306,67 \$	85	213 063,82 \$	73	13 992,62 \$	741	477 846,43 \$	x	x	1 259	300 080,82 \$	x	x	42	19 317,11 \$
14 - Lanaudière	813	132 367,27 \$	365	380 256,26 \$	1 761	472 625,16 \$	454	229 615,11 \$	x	x	122	24 432,32 \$	152	54 225,69 \$	1 165	324 797,41 \$
15 - Laurentides	935	223 365,07 \$	390	525 125,95 \$	1 902	482 000,57 \$	864	611 301,16 \$	x	x	142	30 221,85 \$	100	112 639,39 \$	607	341 571,22 \$
16 - Montérégie	1 281	224 565,99 \$	945	1 826 060,19 \$	5 020	1 296 050,11 \$	1 714	1 184 933,87 \$	x	x	339	68 564,53 \$	19	15 000,95 \$	1 072	387 869,18 \$
17 - Centre-du-Québec	889	155 634,88 \$	76	146 515,01 \$	1 172	299 226,63 \$	208	84 342,22 \$	x	x	20	3 352,89 \$	293	228 384,86 \$	397	192 953,00 \$
99 - Central	x	x	x	x	18	2 870,82 \$	16	3 694,89 \$	x	x	13	1 993,51 \$	x	x	x	x

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical

au total de la période et des régions, selon le type de transport¹

- avril 2019 à mars 2020 -

- Assistance sociale -

	Type de transport																9K Transport conducteur bénévole	
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté					
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant				
Période	11 403	1 840 754,32 \$	3 513	5 509 594,74 \$	23 185	6 332 291,68 \$	13 650	7 453 656,00 \$	5	2 556,12 \$	13 592	3 781 644,77 \$	3 830	2 584 479,85 \$	7 170	3 362 951,51 \$		
Total																		

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-78

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes en vigueur en 2019-2020.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les trois volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées en utilisant une grille d'analyse en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;

- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements d'organismes présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;
- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par entente de services, de mesures visant à structurer son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Ils ne peuvent pas porter sur le soutien à la mission globale des organismes ni servir à la réalisation d'activités régulières.

Selon les disponibilités budgétaires, le SACAIS procède à un appel de projets sur invitation.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Loi) institue le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives en matière de

lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces initiatives peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Au plan régional et local, le financement des initiatives doit s'inscrire dans une démarche de mobilisation et de concertation des acteurs du milieu. Celles-ci doivent mener à l'identification des priorités en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour un territoire donné, le tout étant consigné dans un plan d'action. Le financement des initiatives doit répondre aux priorités retenues.

Le FQIS soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de l'application de la Loi (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale (partenaires) relatives à la réalisation d'initiatives visant les mêmes objectifs et respectant les orientations et normes du FQIS, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Répartition budgétaire :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale et nationale du Fonds.
- À partir de la répartition régionale, le ministre détermine les budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté. Les sommes prévues dans ces budgets seront versées aux partenaires pour soutenir des initiatives locales ou régionales.
- La répartition précise également les budgets destinés aux organisations autochtones.

Sont admissibles à un financement du FQIS, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires, les organismes suivants :

- les personnes morales à but non lucratif;
- les coopératives considérées comme organismes à but non lucratif par Revenu Québec;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Ne sont pas admissibles à un financement du FQIS :

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les Centres intégrés de santé et de services sociaux, les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;
- les organismes dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock out).

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire

Le Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (PSCDC) vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- avoir un actif net non affecté n'étant pas supérieur à 50 % de ses dépenses totales du dernier exercice financier complété;
- tenir compte des disponibilités financières du programme.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le PSISC comporte deux volets. Le volet Action communautaire et action bénévole vise à soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation et d'expérimentation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à :

- soutenir des projets novateurs favorisant de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, d'insertion en emploi et de formation professionnelle;
- soutenir des projets novateurs contribuant à l'inclusion sociale et au développement d'activités vouées à la protection et à l'amélioration des conditions de vie des prestataires de l'assistance-emploi ou d'autres personnes à faible revenu;
- soutenir la réalisation de projets spéciaux ponctuels se situant dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le PSISC ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS. Aussi, un organisme peut déposer une nouvelle demande pour un soutien financier permettant le prolongement d'un projet déjà soutenu dans le cadre du PSISC.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 \$ par organisme par période de 12 mois, et ce, peu importe le nombre de projets subventionnés.

L'aide accordée par le Ministère dans le cadre du PSISC peut être complémentaire à celle accordée par d'autres sources de financement.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION : Direction du budget

DATE : 2020-06-03

3RP78_06_03_BSM.DOC

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	88 366 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDs-Kamouraska)	PDD	74 331 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	74 331 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Péninsule	PDD	88 366 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	88 366 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	74 331 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Comité logement Rimouski-Neigette	PDD	88 366 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	87 135 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	74 331 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	74 331 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	93 918 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Regroupement des assistés sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Groupeement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	88 366 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	88 366 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Loge m'entraide	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Dubuc	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	88 366 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) sectio	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	88 366 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	88 366 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chap	PDD	88 366 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	A.Q.D.R. Roberval (Association québécoise des droits de personnes retraitées et préretraitées Roberval)	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) sectio	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	74 331 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	PDD	74 331 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec in	PDD	88 366 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	88 366 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	127 734 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	88 366 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Association des grands-parents du Québec	PDD	119 553 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	74 087 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	74 331 \$

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
03 - Capitale-Nationale	Jean-Lesage	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	126 176 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon	Comité logement d'aide aux locataires	PDD	74 331 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs (	PDD	88 366 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Action-Chômage de Québec	PDD	88 366 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	88 366 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	179 430 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ABDSQM)	PDD	88 366 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	88 366 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	74 331 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Collectif pour un Québec sans pauvreté	PDD	119 553 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	74 331 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	74 331 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	119 553 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Groupe Alter justice	PDD	119 553 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	84 631 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	106 318 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	74 331 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	74 331 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Nature Québec	PDD	119 553 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appala	PDD	114 225 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	127 415 \$
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Méki	PDD	72 709 \$
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	74 331 \$
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	88 366 \$
04 - Mauricie	Champlain	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	PDD	74 331 \$
04 - Mauricie	Champlain	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	74 331 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Sha	PDD	74 331 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	74 331 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	74 331 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	PDD	88 366 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	88 366 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Tr	PDD	74 331 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Comité logement Trois-Rivières inc.	PDD	88 366 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	74 331 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	88 366 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	88 366 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	127 881 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table action abus aînés Mauricie, Inc.	PDD	88 366 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Orford	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	74 331 \$
05 - Estrie	Orford	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Mer	PDD	74 331 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
05 - Estrie	Orford	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.)	PDD	74 331 \$
05 - Estrie	Richmond	Service budgétaire populaire des Sources	PDD	78 605 \$
05 - Estrie	Saint-François	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	74 331 \$
05 - Estrie	Saint-François	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	74 331 \$
05 - Estrie	Saint-François	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.)	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Saint-François	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Action-Handicap Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Concertation femmes Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	80 027 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Solidarité populaire Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	88 366 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Acadie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-L	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Bourassa-Sauvé	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Bourget	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Bourget	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Bourget	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Bourget	Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	PDD	98 119 \$
06 - Montréal	Bourget	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	PDD	69 279 \$
06 - Montréal	Bourget	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	143 132 \$
06 - Montréal	Bourget	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	La ligue des Noirs du Québec	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte-des-Neiges	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Gouin	Au bas de l'échelle inc.	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Gouin	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Gouin	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (région 06A) (CRADI)	PDD	129 787 \$
06 - Montréal	Gouin	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Gouin	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	157 165 \$
06 - Montréal	Gouin	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Coalition des familles LGBT	PDD	119 553 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Kéroul	PDD	132 434 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Société logique inc.	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Fondation Émergence inc.	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Jeanne-Mance-Viger	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	LaFontaine	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Pointe-de-l'Île	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	96 541 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association des locataires de Villeroy inc.	PDD	84 640 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	BRAS Villeroy	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Comité d'action de Parc Extension	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	175 203 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	149 334 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	DéPhy Montréal	PDD	129 787 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	322 246 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Fédération des femmes du Québec	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	La ligue des droits et libertés	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Union des consommateurs	PDD	155 452 \$
06 - Montréal	Marquette	Comité logement Lachine-Lasalle	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS)	PDD	155 254 \$
06 - Montréal	Mercier	Association des aides familiales du Québec	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Mercier	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Mercier	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	PDD	63 998 \$
06 - Montréal	Mercier	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Mercier	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Mercier	Fondation Rivières	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Mercier	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Mercier	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Mercier	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	119 553 \$

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
06 - Montréal	Mercier	Mouvement action justice	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Mercier	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Mercier	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	172 791 \$
06 - Montréal	Mercier	Conseil québécois LGBT	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal	PDD	115 094 \$
06 - Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Rosemont	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Ro	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Rosemont	Comité de logement Rosemont	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Rosemont	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	142 504 \$
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	151 288 \$
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	88 055 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	150 924 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	183 755 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	PDD	145 381 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie--Saint-Jacques	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	105 706 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	143 601 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Force jeunesse inc.	PDD	117 405 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	P.O.P.I.R.- Comité Logement	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	74 777 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Saint-Laurent	Comité logement Saint-Laurent	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Verdun	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	191 760 \$
06 - Montréal	Verdun	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Viau	Association québécoise de la défense des droits des retraités et préretraités (A.Q.	PDD	74 331 \$
06 - Montréal	Viau	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	203 597 \$
06 - Montréal	Viau	Groupe maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	119 553 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription		Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis		Comité chômage de Montréal	PDD	88 366 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis		Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis		Ex aequo	PDD	179 661 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis		Piétons Québec	PDD	119 553 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis		Trajectoire Québec	PDD	119 553 \$
07 - Outaouais	Chapleau		Logemen'occupe	PDD	88 366 \$
07 - Outaouais	Gatineau		Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	74 331 \$
07 - Outaouais	Hull		Action santé Outaouais	PDD	88 366 \$
07 - Outaouais	Hull		Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	88 366 \$
07 - Outaouais	Hull		Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	88 366 \$
07 - Outaouais	Hull		Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	88 366 \$
07 - Outaouais	Hull		Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	88 366 \$
07 - Outaouais	Hull		L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	93 065 \$
07 - Outaouais	Hull		L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	88 366 \$
07 - Outaouais	Hull		Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	88 366 \$
07 - Outaouais	Hull		Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	88 366 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est		Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	74 331 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est		Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdc	PDD	74 331 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue		Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	88 366 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue		Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	88 366 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue		Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noran	PDD	74 331 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue		Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	88 366 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue		L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	88 366 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue		R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	74 331 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue		Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	88 366 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue		Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	88 366 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda--Témiscamingue		Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	88 366 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda--Témiscamingue		Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	88 366 \$
09 - Côte-Nord	Duplessis		Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	74 331 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque		Action-Chômage Côte-Nord	PDD	88 366 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque		L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	79 405 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque		Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	88 366 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque		Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	101 513 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque		Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	88 366 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava		Comité condition féminine Baie-James	PDD	88 366 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava		Association des femmes cris de Eeyou Istchee	PDD	74 331 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure		Droits devant	PDD	74 331 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure		Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	88 366 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure		Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	88 366 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure		Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	91 163 \$

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région		Circonscription		Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Gaspé			FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	88 366 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Gaspé			La démolée	PDD	74 331 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse			Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	88 366 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Chutes-de-la-Chaudière			Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	88 366 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud			Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	119 553 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud			AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	74 331 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis			Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	74 331 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis			Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	74 331 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis			La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	74 331 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac			Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	PDD	140 058 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac			Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	PDD	88 366 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac			Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	74 331 \$
13 - Laval	Chomedey			Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Lau	PDD	88 366 \$
13 - Laval	Chomedey			Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	88 366 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides			ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	110 495 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides			Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	PDD	114 939 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides			Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	88 366 \$
13 - Laval	Vimont			Association coopérative d'économie familiale de l'Île Jésus	PDD	88 366 \$
14 - Lanaudière	Berthier			Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	74 331 \$
14 - Lanaudière	Berthier			Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	74 331 \$
14 - Lanaudière	Bertrand			Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	88 366 \$
14 - Lanaudière	Bertrand			Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section troisième é	PDD	74 331 \$
14 - Lanaudière	Bertrand			Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	74 331 \$
14 - Lanaudière	Joliette			Action dignité Lanaudière	PDD	88 366 \$
14 - Lanaudière	Joliette			Action-Logement Lanaudière	PDD	88 366 \$
14 - Lanaudière	Joliette			Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	139 021 \$
14 - Lanaudière	Joliette			Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	74 331 \$
14 - Lanaudière	Joliette			Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	88 366 \$
14 - Lanaudière	Joliette			Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	88 366 \$
14 - Lanaudière	Joliette			Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	88 366 \$
14 - Lanaudière	Joliette			Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	140 477 \$
14 - Lanaudière	Masson			Action populaire des Moulins	PDD	74 331 \$
14 - Lanaudière	Masson			Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	PDD	88 366 \$
14 - Lanaudière	Masson			Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section de	PDD	74 331 \$
14 - Lanaudière	Repentigny			Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'As:	PDD	74 331 \$
15 - Laurentides	Argenteuil			Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	74 331 \$
15 - Laurentides	Bertrand			Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	74 331 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes			Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	88 366 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes			Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	74 331 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes			Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	PDD	74 331 \$

Région	Circonscription	Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
15 - Laurentides	Groulx	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	122 327 \$
15 - Laurentides	Groulx	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	74 331 \$
15 - Laurentides	Labelle	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	74 331 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	PDD	102 792 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	74 331 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	88 366 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	74 331 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	100 562 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyf	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Comité logement Beauharnois	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Comité logement de Valleyfield	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Vigilance OGM	PDD	119 553 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Comité logement Rive-Sud	PDD	81 303 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Granby	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	86 715 \$
16 - Montérégie	Granby	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Gi	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Granby	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Huntingdon	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Iberville	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Ha	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Laporte	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	129 473 \$
16 - Montérégie	Laporte	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	119 553 \$
16 - Montérégie	Laporte	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	88 366 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	166 633 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	92 349 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	75 191 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Action logement Pierre-De-Saurel	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	66 322 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Comité Logemen'mêle	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	89 221 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	88 366 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du	PDD	74 331 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	74 331 \$

Région	Circonscription	Organisme	Volet	Montant versé 2019-2020
16 - Montérégie	Taillon	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	64 577 \$
16 - Montérégie	Vachon	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	88 366 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	PDD	84 736 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	88 366 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association des locataires Centre-du-Québec	PDD	88 366 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Droits devant / Érable	PDD	74 331 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	88 366 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	132 065 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	88 366 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	88 366 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	74 331 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	74 331 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	74 331 \$
Aide complémentaire pour le Plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie				240 000 \$
TOTAL Promotion des droits (PDD)				31 504 640 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)	SPA	28 189 \$
03 - Capitale-Nationale	Portneuf	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	8 512 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Les récollets inc.	SPA	5 843 \$
06 - Montréal	Anjou-Louis-Riel	Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA	14 689 \$
07 - Outaouais	Pontiac	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	11 646 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	8 238 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	19 933 \$
TOTAL Organismes sans port d'attache (SPA) confiés au SACAIS				97 050 \$
03 - Capitale-Nationale	Vanier-Les Rivières	Réseau québécois de développement social	IP	132 285 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	264 571 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	343 942 \$
TOTAL Interlocuteur privilégié (IP)				740 798 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau de l'action bénévole du Québec	Multi-ES	750 000 \$
TOTAL Entente de services				750 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Institut Mallet pour l'avancement de la culture philanthropique (IMACP)	REPG	39 066 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire du Québec	REPG	500 \$
06 - Montréal	Saint-Henri--Sainte-Anne	Université du Québec à Montréal	REPG	75 317 \$
TOTAL Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la Politique Gouvernementale (REPG)				114 883 \$
GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire				33 207 371 \$

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Circonscription	Organisme	Montant versé 2019-2020
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	La maison des jeunes de Sayabec	461 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	1 648 342 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Centre-Femmes de Kimouski	501 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Municipalité de Saint-Clément	150 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Dubuc	Popote mobile de La Baie	1 750 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Dubuc	Promotion Saguenay inc.	1 513 915 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	2 437 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Centre de femmes du pays Maria Chapdelaine	642 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	1 109 \$
03 - Capitale-Nationale	Chauveau	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	1 164 170 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon	Communauté métropolitaine de Québec	1 190 772 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Projet L.U.N.E.	4 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Réseau Accorderie	45 317 \$
04 - Mauricie	Maskinongé	Maison de la famille du Bassin de Maskinongé	1 129 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Centraide des régions du centre-ouest du Québec	1 558 721 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Les artisans bénévoles de la paix en Mauricie	6 985 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Roulons Vert	1 815 \$
05 - Estrie	Richmond	La table des MRC de l'Estrie	1 179 458 \$
05 - Estrie	Richmond	Service budgétaire populaire des Sources	647 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Ville de Montréal	10 000 000 \$
07 - Outaouais	Gatineau	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	2 464 \$
07 - Outaouais	Gatineau	Conférence des préfets de l'Outaouais	1 367 697 \$
07 - Outaouais	Gatineau	Maison de la famille Vallée-de-la-Gatineau	1 131 \$
07 - Outaouais	Gatineau	Mitchikanibikok Inik - Algonquins of Barrier Lake	3 607 \$
07 - Outaouais	Hull	Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	6 436 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or	1 106 713 \$
09 - Côte-Nord	Duplessis	Conseil de la nation Innu Matimekosh - Lac John	3 571 \$
09 - Côte-Nord	Duplessis	Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	2 535 \$
09 - Côte-Nord	Duplessis	Municipalité régionale de comté de Caniapiscau	947 880 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Association des handicapés adultes de la Côte-Nord inc.	4 449 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Conseil des Innus de Pessamit	906 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Administration régionale Baie-James	624 637 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Administration régionale Kativik	608 715 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Gouvernement de la Nation Crie	612 964 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	L'association des personnes handicapées de Chibougamau-Chapais A.P.H.C.C.	632 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Centre de bénévolat St-Alphonse-Nouvelle inc.	288 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	La table des préfets des MRC de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1 418 271 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Réserve indienne de Listuguj	6 588 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	Ville de Cap-Chat	667 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	192 614 \$

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Circonscription		Organisme	Montant versé 2019-2020
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Îles-de-la-Madeleine	Regroupement loisir des Îles		13 333 \$
	Lotbinière-Frontenac	Municipalité régionale de comté des Appalaches		1 236 156 \$
	Chomedey	Ville de Laval		691 289 \$
14 - Lanaudière	Berthier	Bécik Jaune		764 \$
14 - Lanaudière	Berthier	Conseil des Atikamekw de Manawan		1 580 \$
14 - Lanaudière	Bertrand	Centre communautaire bénévole Matawinie		2 284 \$
14 - Lanaudière	Joliette	La table des préfets de Lanaudière		1 632 065 \$
15 - Laurentides	Argenteuil	Municipalité régionale de comté d'Argenteuil		3 167 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides		1 475 757 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Hébergement Fleur de Macadam		2 457 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Maison de Sophia		4 226 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Table de concertation des préfets de la Montérégie		3 276 549 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Mohawk Council of Kahnawake		7 549 \$
16 - Montérégie	Huntingdon	Maison des jeunes de Huntingdon inc.		1 800 \$
16 - Montérégie	Montarville	Centre d'action bénévole de Boucherville		3 626 \$
16 - Montérégie	Taillon	Les banques alimentaires du Québec		69 000 \$
16 - Montérégie	Verchères	La boussole: Centre de ressources à la famille		1 845 \$
16 - Montérégie	Verchères	La société pour l'épanouissement des jeunes de St-Amable		3 988 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Municipalité régionale de comté d'Arthabaska		890 487 \$
GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES				34 553 004 \$

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Circonscription	Organisme	Montant versé 2019-2020
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Corporation de développement communautaire du Kamouraska	67 727,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Corporation de développement communautaire région Matane (CDC région Matane)	67 727,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	89 737,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	105 199,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Corporation de développement communautaire du ROC	89 737,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	89 737,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	89 737,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	67 727,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	67 727,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	67 727,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Lesage	Corporation de développement communautaire de Beauport	67 727,00 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	89 737,00 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire des Chenaux	89 737,00 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire Mékinac	89 737,00 \$
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	89 737,00 \$
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	89 737,00 \$
04 - Mauricie	Maskinongé	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	89 737,00 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table nationale des corporations de développement communautaire	206 905,00 \$
05 - Estrie	Mégantic	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	89 737,00 \$
05 - Estrie	Mégantic	Corporation de développement communautaire du Granit	89 737,00 \$
05 - Estrie	Orford	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	89 737,00 \$
05 - Estrie	Richmond	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	89 737,00 \$
05 - Estrie	Richmond	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	67 727,00 \$
05 - Estrie	Saint-François	Corporation de développement communautaire de la MRC de Coaticook	67 727,00 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	89 737,00 \$
06 - Montréal	LaFontaine	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	89 737,00 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	67 727,00 \$
06 - Montréal	Mercier	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	67 727,00 \$
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	67 727,00 \$
06 - Montréal	Pointe-aux-Trembles	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	89 737,00 \$
06 - Montréal	Rosemont	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	89 737,00 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	67 727,00 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	67 727,00 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri	67 727,00 \$
07 - Outaouais	Papineau	Corporation de développement communautaire Rond Point	89 737,00 \$
07 - Outaouais	Pontiac	Corporation de développement communautaire de Pontiac	67 727,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	Corporation de développement communautaire d'Amos	89 737,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	67 727,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Beauce-Sud	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	106 306,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse	Corporation de développement communautaire Bellechasse	89 737,00 \$

3RP78a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Circonscription		Organisme	Montant versé 2019-2020
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	CDC ICI Montmagny-L'Islet		73 250,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	Corporation de développement communautaire de Lévis		89 737,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.		89 737,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford		89 737,00 \$
13 - Laval	Chomedey	Corporation de développement communautaire de Laval		89 737,00 \$
14 - Lanaudière	Repentigny	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)		67 727,00 \$
15 - Laurentides	Labelle	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides		89 737,00 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Corporation de développement communautaire de la Rivière-du-Nord (CDC RDN)		67 727,00 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry		89 737,00 \$
16 - Montérégie	Borduas	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu		67 727,00 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi		89 737,00 \$
16 - Montérégie	Granby	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska		89 737,00 \$
16 - Montérégie	Huntingdon	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent		89 737,00 \$
16 - Montérégie	La Prairie	Corporation de développement communautaire-Roussillon (CDC-Roussillon)		67 727,00 \$
16 - Montérégie	Laporte	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.		89 737,00 \$
16 - Montérégie	Richelleu	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel		89 737,00 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)		89 737,00 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville		100 783,00 \$
16 - Montérégie	Sanguinet	Corporation de développement communautaire Les Jardins-de-Napierville		67 727,00 \$
16 - Montérégie	Vaudreuil	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges		89 737,00 \$
16 - Montérégie	Verchères	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville		67 727,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.		89 737,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.		104 766,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	Corporation de développement communautaire Drummond		118 398,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour		89 737,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska		89 737,00 \$
TOTAL programme de soutien financier des corporations de développement communautaire				5 625 870,00 \$

Région	Circonscription	Organisme	Montant versé 2019-2020
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Corporation bénévoles d'expertise	64 247 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	35 460 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table nationale des corporations de développement communautaire	11 600 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau de l'action bénévole du Québec	9 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	75 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	57 600 \$
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	4 000 \$
SOUS-TOTAL du Volet Action communautaire et action bénévole			256 907 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	L'institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	20 286 \$
SOUS-TOTAL du Volet Initiatives sociales			20 286 \$
TOTAL PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES			277 193 \$

3RP78c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOMIE
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription		Organisme	Volet
17 - Centre-du-Québec	Johnson		Anti-pauvreté Mauricie Centre-du-Québec	PDD
06 - Montréal	Mercier		Institut de coopération pour l'éducation des adultes ICÉA	PDD
03 - Capitale-Nationale	Taschereau		Jeunesse ouvrière chrétienne région de Québec	PDD
06 - Montréal	Mercier		Association des juristes progressistes	PDD
07 - Outaouais	Hull		La voix de l'immigrant (LVI)	PDD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

3RP78c. LISTE DES ORGANISMES DONT LA DEMANDE A ÉTÉ REFUSÉE AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Circonscription	Organisme	Volet
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement Action Chômage Lac Saint-Jean	ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-79

Titre :

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

- Les données sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne sont pas disponibles pour 2019-2020, car la compilation des données de l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux contribuant à l'action communautaire n'est pas complétée.
- Les informations disponibles sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne permettent pas de formuler de prévision pour l'année 2020-2021.
- En 2018-2019, 5 161 organismes communautaires, ont reçu un soutien financier gouvernemental équivalent à 1 155 824 814 M\$, dont 53,5 % en appui à la mission globale (617,9 M\$).

Élaboration d'un nouveau plan d'action en action communautaire :

- Le 18 février 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé, dans une lettre adressée au Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), interlocuteur privilégié du gouvernement en la matière, l'amorce de travaux en vue de l'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire.
- Par cette démarche, le gouvernement réitère son engagement visant à offrir un meilleur soutien et une plus grande reconnaissance aux organismes communautaires, dans la poursuite de la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.
- Le 29 mai 2019, lancement des consultations par l'entremise d'un appel de mémoires ciblé auprès de 78 regroupements d'organismes communautaires. Les regroupements avaient jusqu'au 6 décembre 2019 pour déposer un mémoire.
 - o 88 mémoires ont été reçus, soit 47 de la part de regroupements nationaux ciblés et 41 de la part de regroupements et organismes non ciblés.
- Le 26 octobre 2019, lancement d'un appel de mémoires ciblé auprès du milieu municipal et du milieu philanthropique. Les partenaires ciblés avaient jusqu'au 31 janvier 2020 pour déposer un mémoire.
 - o 17 mémoires ont été reçus, soit 10 du milieu municipal et 7 du milieu philanthropique.
- Le 6 décembre 2019, lancement d'un appel de mémoires ciblé auprès des organisations autochtones. Les organisations ciblées avaient jusqu'au 11 mars 2020 pour déposer un mémoire. Au total, 4 mémoires ont été reçus.
- Cette importante consultation permettra d'alimenter l'élaboration du nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire, dont le lancement est prévu pour 2021.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 12 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-80

Titre :

Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune étude ou travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-81

Titre :

Fournir le bilan concernant le plan d'action 2010-2015 relié à la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

Exposé et statistiques

- La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (la « Loi ») a été adoptée en 2002.
 - Elle vise à guider le gouvernement et l'ensemble de la collectivité québécoise vers la planification et la réalisation d'actions pour lutter contre la pauvreté, en prévenir les causes, en atténuer les effets sur les individus et les familles, contrer l'exclusion sociale et tendre vers un Québec sans pauvreté.
 - La Loi institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (article 3).
 - La Stratégie vise à amener progressivement le Québec d'ici 2013 au nombre des nations industrialisées comptant le moins de personnes pauvres, selon des méthodes reconnues pour faire des comparaisons internationales (article 4).
 - Un plan d'action doit être mis en œuvre pour préciser les activités que le gouvernement prévoit réaliser pour en atteindre les buts.
 - La Loi prévoit la production d'un rapport annuel d'activités (article 21) et la production d'un rapport aux trois ans faisant état des résultats de la Stratégie nationale (article 58).
- Le dernier rapport d'activités du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion et la solidarité sociale (PSIS), couvrant les années 2013 à 2017, peut être consulté à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/RA_PAGPSIS_2013-17.pdf
- Le rapport 2002-2013 produit en vertu de l'article 58 peut être consulté à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_lutte_pauvrete_R58_rapport_ministre2014.pdf
- Le 10 décembre 2017 : Lancement du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), prévoyant des investissements de près de 3 G\$. Sa cible principale est de sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté (la partie 2 du PAGIEPS revient sur les résultats des deux premiers plans d'action). <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action/index.asp>
- Le rapport d'activités 2017-2018 du PSIS, le premier rapport d'activités 2017-2019 du PAGIEPS ainsi que le prochain rapport devant être produit en vertu de l'article 58 sont actuellement à l'étape de l'élaboration.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 12 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-82

Titre :

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir :

- a. la description complète des sommes investies MTESS chaque année, de 2002 à 2020;
- b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
- c. la description complète des objectifs de ce plan d'action;
- d. le bilan, les évaluations et les rapports;
- e. les échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.

Exposé et statistiques :

a) et b) La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, trois plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) a été prolongé jusqu'à la veille du dévoilement du troisième plan d'action, soit le 9 décembre 2017.
- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) (lancé le 10 décembre 2017).

Le gouvernement a investi près de 11,5 G\$ dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010* et du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015*.

Certaines mesures structurantes des deux premiers plans d'action gouvernementaux sur le taux de faible revenu de 2011 ont toujours des effets sur les personnes et les familles du Québec. L'annexe 2 du PAGIEPS (p. 74-75) en fait état.

- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

- Les investissements de près de 3 G\$ proviennent principalement de la mise à jour économique de novembre 2017, du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.

Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (adapté de l'annexe 1) :

Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M\$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M\$
<i>Sous-total – Nouveaux investissements</i>	<i>2 828,9 M\$</i>
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M\$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M\$
<i>Sous-total – Sommes déjà budgétées</i>	<i>165,1 M\$</i>
TOTAL	2 993,9 M\$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

c) La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Stratégie 2004-2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 et du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 sont présentées dans les plans d'action diffusés à l'adresse suivante : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>, dans la section « Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

d) Rapports d'activités annuels

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2010 : les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6, produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, se trouve ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.
- Plan d'action 2010-2015 et prolongé jusqu'en décembre 2017 : les premiers rapports annuels, qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère, se trouvent ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.

Le rapport pluriannuel 2013-2017 a été publié au printemps 2019.

- Plan d'action 2017-2023 : les travaux entourant la reddition de comptes 2017-2019 sont amorcés.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'action communautaire

VALIDATION: Direction du budget

DATE : 3 juin2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-83

Titre : Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le Discours sur le budget 2019-2020 annonçait des investissements visant à soutenir financièrement les familles à faible revenu recevant des pensions alimentaires pour enfants à charge et qui ont recours à certains programmes gouvernementaux. À cet effet, des modifications au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles ont été apportées notamment, celle visant à augmenter l'exclusion des revenus de pensions alimentaires pour enfants, passant de 100 \$ à 350 \$ par mois par enfant à charge à l'assistance sociale à compter du 1^{er} octobre 2019. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact de ces mesures réglementaires :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2019.pdf.

Par ailleurs, il appartient aux différents ministères et organismes de répondre concernant les notes, études et analyses qu'ils ont produites ou qui ont été produites à leur demande en lien avec leurs activités et responsabilités.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale

Direction de l'accès à l'information et de l'éthique

VALIDATION:

DATE 3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-84

Titre :

État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), lancé le 10 décembre 2017, prévoit investir près de 3 G\$ d'ici 2023 dans 43 mesures et actions. Le plan se subdivise en quatre axes.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

Les principales mesures et actions sous la responsabilité du MTESS (investissements 2019-2020) :

- Mesure 1 - Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 169,6 M\$;
- Mesure 2 - Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 99,9 M\$;
- Action 4.6 - Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16 M\$;
- Mesure 5 - Programme objectif emploi : 7,6 M\$.
- Mesure 11 - Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 29,5 M\$;
- Action 19.2 - Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 11,7 M\$.

L'annexe 1 du PAGIEPS présente la cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p.65).

La Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi (projet de loi n°173) a été adoptée à l'unanimité et sanctionnée par l'Assemblée nationale le 15 mai 2018.

La description complète des objectifs du PAGIEPS est présentée dans le plan d'action lui-même à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

Les travaux entourant la reddition de comptes 2017-2019 du PAGIEPS sont amorcés.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-85

Titre :

Les montants octroyés pour l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF).
Prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La prestation de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire et en milieu familial est une prestation complète.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 15 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-86

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2010 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a) le nom et l'adresse de l'entreprise ;
- b) la date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- d) le nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) les motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Les listes des avis de licenciements collectifs soumis au Ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2019-2020 sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/documents_acces_information.asp

Le tableau suivant présente le nombre d'avis soumis au MTESS au cours de l'année 2019-2020 :

<i>Date</i>	<i>Nombre d'avis</i>	<i>Nombre de salariés visés par les licenciements collectifs</i>
Avril 2019	33	1157
Mai 2019	25	607
Juin 2019	23	969
Juillet 2019	23	750
Août 2019	31	809
Septembre 2019	25	844
Octobre 2019	38	1766
Novembre 2019	54	1742
Décembre 2019	30	722
Janvier 2020	40	1586
Février 2020	27	850
Mars 2020 ¹	40	1140
TOTAL	389	12 942

¹ Données en date du 31 mars 2020.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : S.O.
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé d'Emploi-Québec
DATE : 20 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-87

Titre :

Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : pour les trois dernières années, la liste des actions entreprises et le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet. Les montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020) : 25 participants actifs, dont 17 nouveaux participants.

Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi n'est pas disponible.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

VALIDATION:

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

2 juin 2020

3RP87_06-12_SEQ.docx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-88

Titre :

État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme au cours des cinq dernières années, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme. Montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage était prévu dans la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013. Il n'est plus en vigueur depuis 2010.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises et du placement

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 29 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-89

Titre :
Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.

Exposé et statistiques :

Aucune activité visant la révision de la Loi du 1 % n'a eu cours en 2019-2020.

SOURCE : Direction du soutien opérationnel au développement de la main-d'oeuvre

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-90

Titre :

À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2018-2019 et 2019-2020, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (le Fonds) est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

Chaque année, le rapport d'activité du Fonds est déposé à l'Assemblée nationale.

Le Fonds n'a enregistré aucun manque à gagner et aucune formation n'a été annulée à la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement des entreprises à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

SOURCE : Direction générale du développement et de la reconnaissance de la main-d'œuvre

COLLABORATION : s.o.

VALIDATION : s.o.

DATE : 28 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-93

Titre :

Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir pour 2019-2020 (et les prévisions pour 2020-2021) :

- a. Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région.
- b. Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi.
- c. Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est entré en vigueur le 1^{er} avril 2018.
- Les sommes engagées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 (données préliminaires au 15 mai 2020), à 18,6 M\$.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :
<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION :

DATE : 30 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-94

Titre :

Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023

- a. Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;
- b. Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;
- c. Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail;
 1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;
 2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
 3. Modifier le calcul de la contribution parentale;
 4. Bonifier les primes au travail;
 5. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
 6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
 7. Accorder un boni au maintien en emploi;
- d. Programme objectif emploi;
- e. Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
- f. Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
 1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
 2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
 3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
- g. Investir dans les logements sociaux;
 1. Améliorer l'offre de logements sociaux;
 2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
 3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance ;
- h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
- i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
- j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
- k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu;
 1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
 2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale
 3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
 4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
 5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;
- l. Favoriser une justice plus humaine;
 1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
 2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
 3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;
- n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
 1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
 2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.

Exposé et statistiques :

L’amélioration du revenu disponible des personnes est au cœur du Plan d’action gouvernemental pour l’inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS).

- Le PAGIEPS compte 43 mesures et actions pour des investissements prévus de près de 3 G\$ d’ici 2023.
- Le plan d’action propose une cible claire et mesurable afin d’atteindre la cible inscrite dans la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale: d’ici 2023, plus de 100 000 personnes sortiront de la pauvreté, surtout des personnes seules et des couples sans enfants ayant des contraintes sévères à l’emploi (voir annexe 2 du PAGIEPS pour les détails).
- Plusieurs mesures contribueront à **hausser le revenu disponible**, en particulier dans le cas de personnes ayant des contraintes sévères à l’emploi et des prestataires de l’aide financière de dernier recours (AFDR). Le gouvernement continue à favoriser l’intégration et le maintien en emploi comme moyen à privilégier pour sortir de la pauvreté.
- Le PAGIEPS propose aussi des investissements pour **améliorer le logement social**.
- Par le PAGIEPS, le gouvernement encourage la **participation sociale des personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale**.
- L’annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Titre de l’axe	Investissements
Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l’efficacité de l’action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

- Les investissements de près de 3 G\$ proviennent de la mise à jour économique de novembre 2017, du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.

Répartition de l’investissement total selon la source des fonds (voir annexe 1 du PAGIEPS) :

Source des fonds	Investissements
Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M\$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M\$
<i>Sous-total – Nouveaux investissements</i>	<i>2 828,9 M\$</i>
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M\$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M\$
<i>Sous-total – Sommes déjà budgétées</i>	<i>165,1 M\$</i>
TOTAL	2 993,9 M\$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

- Depuis le lancement du PAGIEPS, des investissements supplémentaires ont été annoncés afin de bonifier deux actions et deux mesures :
 - Revenu Québec verse maintenant 2 \$ par déclaration de revenus provinciale produite à tous les organismes inscrits au Service d’aide à l’impôt – Programme des bénévoles qui en font la demande. L’[augmentation de 1 à 2\\$](#) aura pour effet d’accroître l’investissement de Revenu Québec au-delà du 1 M\$ initialement prévu d’ici 2023 à la mesure 3 du PAGIEPS.
 - 30 M\$ (ministère de la Famille, 26 mars 2018) pour accroître l’accès aux services de garde aux enfants de familles prestataires de l’aide financière de dernier recours (action 14.2), portant l’investissement public pour cette action à 95 M\$ d’ici 2023 :

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TOTAL
15 M\$	20 M\$	20 M\$	20 M\$	20 M\$	95 M\$

Source : Plan économique du Québec 2018, Tableau C33, p.C49.

- 40 M\$ pour rehausser le financement pour les petits déjeuners dans les écoles (action 14.3), portant l’investissement public pour cette action à 49,5 M\$ d’ici 2023 :

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TOTAL
9,4 M\$	10 M\$	10 M\$	10 M\$	10 M\$	49,5 M\$

Source : [Annonce](#) faite par le gouvernement du Québec le 22 juin 2018.

- 22,2 M\$ (Plan économique du Québec, p.C81, 27 mars 2018) pour soutenir la construction de logements abordables spécifiquement à Montréal et 4,8 M\$ pour des projets en régions éloignées, portant l’investissement public pour cette mesure à 65,8 M\$. La somme de 38,8 M\$ déjà annoncée (mesure 10) sera pour sa part consacrée à des projets hors-Montréal.
- 249,7 M\$ (Plan économique du Québec, p.F6, mars 2019) pour soutenir la réalisation des unités de logement du programme AccèsLogis Québec annoncées antérieurement, mais qui n’ont pas encore été réalisées. Cette mesure, combinée aux récents investissements annoncés dans le cadre du PAGIEPS (38,8 M\$ - Mesure 10) ainsi qu’à ceux accordés dans le budget 2018-2019 (Ville de Montréal, 22,2 M\$ + régions éloignées, 4,8 M\$), représente une bonification moyenne de 36,5 % de l’aide financière gouvernementale maximale accordée pour la construction d’une unité de logement.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire
COLLABORATION : Direction des politiques d’assistance sociale
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

VALIDATION:
DATE : 3 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95a

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- a) Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi.

Exposé et statistiques

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

DATE : 16 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95b

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- b) Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes.

Exposé et statistiques :

- Le Ministère souscrit au processus d'analyse différenciée selon les sexes. Il faut toutefois prendre en considération que la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante. Le Règlement permettant la mise en œuvre du Programme objectif emploi vient préciser les paramètres du programme.
- Dans le cadre de l'élaboration des modifications réglementaires, le MTESS s'est assuré que les femmes et les hommes qui participent au Programme objectif emploi aient des conditions égales pour exercer pleinement leurs droits, pour exploiter leur potentiel ainsi que pour acquérir leur autonomie financière par l'emploi. De plus, le MTESS a pris en compte les effets distincts que pourrait avoir la mise en place du Programme objectif emploi sur les femmes et les hommes et a adapté en conséquence les paramètres du programme, par exemple :
 - en exemptant les familles monoparentales avec un enfant de moins de cinq ans (prédominance féminine);
 - en exemptant en cours de participation, et si elles le souhaitent, les femmes enceintes de 20 semaines et plus;
 - en permettant à tous les participants de bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue d'une intégration en emploi;
 - en élaborant avec tous les participants un plan d'intégration en emploi comportant des activités adaptées à leur situation;
 - en tenant compte des obstacles que la personne pourrait rencontrer en vue de son insertion en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 16 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95c

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

c) Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n° 70, le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION : N/A

DATE : 16 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95d

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- d) Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n° 70, le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION : N/A

DATE : 16 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95e

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

e) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi a été adopté par l'Assemblée nationale, le 10 novembre 2016.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles vient préciser les paramètres du Programme objectif emploi ainsi que la date de sa mise en œuvre.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles permettant, notamment la mise en œuvre du Programme objectif emploi a été publié, le 12 juillet 2017, dans la Gazette officielle du Québec, pour une période de consultation de 60 jours.
- Le règlement final a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 15 novembre 2017.
- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2018.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION : N/A

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95f

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

f) Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au Programme objectif Emploi.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2018.
- Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes, ventilé par région, qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 16 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95g

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- g) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2018.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 16 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

- le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2019-2020;
- le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2019;
- le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2019-2020;
- les intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
- l'échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

Exposé et statistiques :

A) Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2019-2020

- En 2019-2020, les dépenses pour la mesure CIT totalisent 42,7 M\$ selon les données préliminaires au 15 mai 2020.

B) Nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2019

- Le nombre de jeunes personnes handicapées ayant obtenu un emploi d'étudiant par le biais de la mesure CIT en 2019-2020 est de 121 (données préliminaires au 21 avril 2020). Cette donnée n'est pas disponible par région.

C) Nombre de nouvelles personnes au total bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2019-2020

- En 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020), on compte 1 096 nouvelles personnes qui participent à la mesure CIT¹ sur un total de 5 344 personnes.

D) Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie?

- La mesure CIT fait partie intégrante des mesures et services d'emploi. Elle ne découle pas de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
- Le Plan budgétaire 2019-2020 a annoncé des investissements de 15,1 M\$ pour 5 ans (dont 2,5 M\$ en 2019-2020) à même le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), ce qui permettra d'accroître de 500 le nombre de participants réguliers dans la mesure CIT d'ici 2024.

E) Quel est l'échéancier du ministre pour le lancement de la Stratégie?

- Le 5 juin 2019, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 : Pour un Québec riche de tous ses talents. Les investissements additionnels de la Stratégie s'élèvent à 238,5 M\$.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION FINANCIÈRE :

DATE :

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des mesures et des services aux individus

Direction de la planification et de la reddition de comptes

Direction des politiques d'assistance sociale

2 juin 2020

¹ Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-97

Titre :

Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage.

Exposé et statistiques :

Aucune demande d'arbitrage conjointe des parties ou sur réception du rapport du conciliateur n'a été formulée dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail - Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

3RP97_06-10_BSMA_ST.DOCX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :

Nombre de célébrants de mariage civil désignés.

Exposé et statistiques :

Nombre de célébrants de mariages civils désignés.

Année financière	Nombre
2019-2020	17 571

SOURCE : Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :

Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*).

Exposé et statistiques :

Nombre de célébrants de mariages civils désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*).

Année financière	Nombre
2019-2020	6 219

SOURCE : Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :

Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre d'avis
2019-2020	0

SOURCE : Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-09